

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

**MÉMOIRE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES**

**COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT**

**PAR  
NORMAND PÉRIGNY**

**ÉVALUATION DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE GESTION  
DES MATIÈRES RÉSIDUELLES 1998-2008**

**SEPTEMBRE 2006**

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## **REMERCIEMENTS**

Directeur de recherche :	Stéphane Campeau, Ph.D. Section de géographie
Co-directeur de recherche :	Louis Gagné, M.Sc. Recyc-Québec
Membre du comité d'orientation :	Jacques Boisvert, Ph.D Section de chimie-biologie

## RÉSUMÉ

L'objectif général de ce mémoire était de sonder, au moyen d'une enquête, les intervenants œuvrant dans la gestion des matières résiduelles au Québec afin de connaître leur opinion sur les objectifs de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* et d'évaluer les difficultés de sa mise en œuvre. Des 755 questionnaires envoyés par la poste, 238 questionnaires nous ont été retournés pour un taux de réponse de 31,5%. Les questionnaires furent envoyés à huit groupes d'intervenants, soit 1) les municipalités et les communautés urbaines; 2) les municipalités régionales de comté (MRC); 3) les organismes œuvrant dans la gestion et l'élimination des matières résiduelles, soient les régies de gestion des matières résiduelles, les sites d'enfouissement, les dépôts de matériaux secs, les dépôts en tranchée et les incinérateurs; 4) les centres de valorisation et de récupération; 5) les spécialistes en environnement; 6) les groupes environnementaux et les groupes de pression; 7) les industries, les commerces et les institutions (ICI) et finalement 8) les entreprises œuvrant dans le domaine de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD).

Selon les résultats de l'enquête, il est peu probable que les deux objectifs généraux de la Politique, soient la mise en valeur de 65% des matières résiduelles et la sécurité des activités d'élimination, ne soient atteints d'ici 2008. Les objectifs de récupération ne seront pas atteints dans le secteur municipal, sauf pour les électroménagers et les contenants à remplissage unique. Dans le secteur institutions, commerces et industries, les objectifs ne seront pas atteints non plus, sauf pour les papiers et les cartons, les métaux ferreux ou non ferreux, et les pneus. Dans le secteur construction, rénovation et démolition, le taux de récupération global de 60% est atteint, reste à savoir si les efforts de récupération seront maintenus jusqu'en 2008.

L'analyse des résultats obtenus met en lumière les points suivants :

- Près de 88% des répondants sont d'avis que la **réduction à la source, la réutilisation, le recyclage et la valorisation (3R-V)** des matières résiduelles peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique. Cependant, 71% des répondants ne croient pas que ces activités puissent s'autofinancer. Une grande part des répondants estime que les producteurs de biens manufacturés et d'emballages et les importateurs devraient assumer, à tout le moins en partie, le financement des activités de collecte, de récupération, de valorisation et d'élimination, et qu'une réglementation devrait être adoptée en ce sens. De plus, les répondants sont unanimes sur le fait que les producteurs devraient tenir compte du potentiel de valorisation des matières résiduelles dans le choix des composantes de leurs produits et qu'une réglementation devrait être adoptée en ce sens.
- Les répondants sont partagés quant à l'idée que les matières résiduelles devraient être éliminées à l'intérieur des **limites d'une municipalité régionale**. De nombreux répondants croient cependant qu'une limite territoriale devrait être imposée, limite qui pourrait correspondre, par exemple, à la région administrative.

- Les répondants sont partagés en ce qui concerne la solution à adopter pour **l'élimination des matières résiduelles ne pouvant être valorisées** dans les secteurs à forte densité de population. Plus de 40% des répondants sont d'avis que l'on devrait autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de petits sites d'enfouissement destinés à accueillir les matières résiduelles de la population locale alors que 37% pensent qu'il serait préférable d'autoriser l'ouverture ou l'accroissement des capacités des incinérateurs régionaux. Seulement 22% des répondants croient qu'il faudrait autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de mégasites d'enfouissement. Les répondants ont également suggéré l'adoption de méthodes alternatives, telles que les bioréacteurs, les usines de cogénération et les torches au plasma.
- En ce qui a trait au **financement et aux coûts de l'enfouissement**, 78% des répondants jugent que les citoyens et les commerces devraient être facturés en fonction du poids des matières résiduelles non triées qu'ils rejettent. Les trois quarts des répondants estiment de plus que le coût d'enfouissement à la tonne devrait être augmenté afin de créer un incitatif à la récupération et à la valorisation des matières résiduelles.
- Près de 64% des répondants estiment que des **campagnes de sensibilisation** ont été réalisées sur leur territoire afin de promouvoir la réduction à la source, alors que 72% des répondants estiment que des actions de sensibilisation à la récupération furent entreprises sur leur territoire. Quant à l'efficacité de telles campagnes, les répondants semblent convaincus, dans 61% des cas, que les campagnes de sensibilisation à la récupération peuvent contribuer de façon significative à l'atteinte des objectifs de la Politique sur leur territoire. Ils sont cependant moins convaincus que les campagnes de sensibilisation incitant les citoyens à réduire à la source la quantité de matières résiduelles générées peuvent être aussi efficaces.
- La moitié des répondants estime que les municipalités régionales ne disposent pas des ressources nécessaires pour la **mise en œuvre de leur plan de gestion**. Les intervenants croient cependant, dans 64% des cas, que la durée de vie des sites d'enfouissement sécuritaires sera augmentée grâce à la mise en œuvre du plan de gestion sur leur territoire. D'autre part, la majorité des répondants (78%) ne croient pas que les consultations publiques et les opinions émises par les citoyens aient joué un rôle significatif dans l'élaboration du plan de gestion.
- Sur le total des matières résiduelles non valorisées, les répondants estiment que 29% des matières sont éliminées dans des **sites non sécurisés**. Les répondants estiment de plus que seulement 34% des sites d'élimination non sécurisés font l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de surface et souterraines. Près de 49% des répondants jugent en outre que leur territoire ne dispose pas des sites d'élimination sécuritaires nécessaires pour l'enfouissement des matières résiduelles pour la décennie à venir.

- Les répondants sont d'avis, dans une proportion de 45%, que la majeure partie des résidus de construction, de rénovation et de démolition est éliminée dans des **dépôts de matériaux secs**. Les répondants semblent très partagés sur la possibilité de mettre en place des centres de traitement ou des installations d'élimination des résidus de construction afin de pallier à la fermeture progressive des dépôts secs. La majorité des répondants (59%) s'entend cependant sur le fait que la disparition des dépôts secs, prévue par la Politique, pourrait provoquer une augmentation des dépotoirs clandestins.
- Les répondants estiment que 11% de la récupération et de la valorisation des matières résiduelles est assumée par les **entreprises d'économie sociale** sur leur territoire. Ces entreprises semblent toutefois bénéficier assez peu de l'appui financier des organismes régionaux. La majorité (61%) des répondants ne croit pas que les activités des entreprises d'économie sociale puissent contribuer, de façon significative, à l'atteinte des objectifs de la Politique à moyen terme.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>ii</b>
<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>iii</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>vi</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>viii</b>
<b>LISTE DES SYMBOLES ET ABRÉVIATIONS .....</b>	<b>ix</b>
<b>CHAPITRE I – INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE II – PROBLÉMATIQUE .....</b>	<b>3</b>
2.1 Historique de la gestion des matières résiduelles au Québec .....	3
2.2 État actuel de la situation.....	4
2.3 La politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008 .....	8
2.4 La gestion des matières résiduelles au Québec : un sujet de controverses.....	14
2.5 Politiques de gestion des déchets à l'étranger .....	15
2.5.1 En Ontario.....	15
2.5.2 Ailleurs au Canada.....	17
2.5.3 Aux États-Unis .....	19
2.5.4 En Europe .....	20
2.5.5 Ailleurs dans le monde .....	22
2.6 Comparaison des taux mondiaux de récupération des matières résiduelles .....	23
<b>CHAPITRE III – OBJECTIFS .....</b>	<b>25</b>
<b>CHAPITRE IV – MÉTHODOLOGIE .....</b>	<b>26</b>
4.1 Stratégies d'enquête et d'échantillonnage .....	26
4.2 Questionnaire.....	29
4.3 Analyse des résultats .....	30

<b>CHAPITRE V – RÉSULTATS.....</b>	<b>32</b>
5.1 Les objectifs et les principes de la politique.....	144
5.2 L’application de la politique.....	147
5.3 Les objectifs de récupération à atteindre d’ici 2008.....	150
<b>CHAPITRE VI – DISCUSSION .....</b>	<b>156</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>163</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>165</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>167</b>



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Bilan de la gestion des matières résiduelles de 1998 à 2002 (en millions de tonnes métriques).....	4
Tableau 2 : Objectifs de récupération à atteindre d'ici 2008 par matière, ainsi que les taux atteints en 2002, et la tendance 2000-2002 pour le secteur municipal .....	10
Tableau 3 : Objectifs de récupération à atteindre d'ici 2008 par matière, ainsi que les taux atteints en 2002, et la tendance 2000-2002 pour le secteur industries, commerces et institutions (ICI) .....	11
Tableau 4 : Objectifs de récupération à atteindre d'ici 2008 par matière, ainsi que les taux atteints en 2002, et la tendance 2000-2002 pour le secteur construction, rénovation et démolition (CRDI).....	11
Tableau 5 : Taux de récupération des déchets solides dans différents états américains .....	20
Tableau 6 : Nombre d'envois par secteur .....	28
Tableau 7 : Nombre de répondants par secteur .....	33
Tableau 8 : Regroupement des régions administratives en trois classes .....	34
Tableau 9 : Prévision des taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur municipal (MUN).....	151
Tableau 10 : Prévision des taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur industries, commerces et institutions (ICI) .....	153
Tableau 11 : Prévision des taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur construction, rénovation et démolition (CRD).....	154

## **LISTE DES SYMBOLES ET ABRÉVIATIONS**

CÉFER :	Centre éducatif de formation et de récupération
CMM :	Communauté métropolitaine de Montréal
CRD :	Construction, rénovation et démolition
DET :	Dépôt en tranchée
DMS :	Dépôt de matériaux secs
ECO :	Europe centrale et orientale
ENJEU :	ENvironnment JEUnesse
EO :	Europe occidentale
EOCAC	Europe orientale, Causase et Asie centrale
EPA :	Environmental Protection Agency
EVB :	Établissements verts Bruntland
EXP :	Experts en environnement
GDP :	Groupes de pression
ICI :	Industries, commerces et institutions
IN :	Régions inconnues
INC :	Incinérateurs
LES :	Lieux d'enfouissement sanitaire
MUN :	Municipalités
MRC :	Municipalités régionales de comté
PGMR :	Plan de gestion des matières résiduelles
PQGMR :	Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008
RE :	Régions éloignées

Recyc-Québec : Société québécoise de récupération et de recyclage

RM : Régions métropolitaines

RP : Régions périphériques

RRQ : Réseau des ressourceries du Québec

VAL : Centres de valorisation

3R-V : Réduction à la source, réutilisation, recyclage et valorisation

# **CHAPITRE I**

## **INTRODUCTION**

Les sociétés industrielles produisent des volumes considérables de matières résiduelles. Seulement au Québec, plus de 11 millions de tonnes de déchets ont été générées en 2002 (Recyc-Québec, 2003). Les volumes produits posent un problème de taille, à savoir comment disposer de ces déchets sans polluer notre environnement?

Les matières résiduelles proviennent principalement des domiciles des citoyens, des commerces, des industries, de l'agriculture, des mines, et sont, pour la plupart, non toxiques. Au Québec, environ 58% (Recyc-Québec, 2003) de ces déchets sont déposés dans des dépotoirs, et le reste est incinéré ou recyclé. Les anciens dépotoirs étaient à ciel ouvert et les eaux de lixiviation polluaient la nappe phréatique; les plus récents requièrent des sols ou des toiles géotextiles imperméables, le drainage des eaux de lixiviation ainsi que des emplacements judicieusement choisis (Gazette officielle du Québec, 2000). L'incinération détruit les composés organiques, mais entraîne aussi des rejets toxiques, autant solides, liquides que gazeux. Le recyclage est en croissance, mais est source d'importants débats d'ordre économique, puisque les dépenses élevées dépassent souvent les bénéfices anticipés. Les coûts pour le traitement des matières résiduelles augmentent rapidement, la législation devient de plus en plus sévère, la pression des groupes environnementaux s'intensifie, mais la capacité de payer des citoyens n'est pas illimitée : les décideurs feraient-ils face à un cul-de-sac?

Il y a également des matières résiduelles domestiques dangereuses, toxiques, qui sont libérées dans l'environnement et qui causent des problèmes de santé, qui contaminent des réserves d'eau douce, qui empoisonnent des sols fertiles et qui détruisent des habitats. Ces matières résiduelles dangereuses peuvent être inflammables, corrosives, réactives, explosives et toxiques. Elles sont principalement constituées de métaux lourds, de solvants et de produits synthétiques organiques (Cunningham et al., 2003).

Le Québec adoptait en 1989 une Politique de gestion intégrée des déchets solides qui fixait un objectif de réduction de 50% des déchets envoyés à l'élimination en l'an 2000. Mais, dans les faits, le taux de réduction sur génération n'était que de 36% en 2000 (Recyc-Québec, 2003). Le Gouvernement du Québec a alors préparé et adopté en l'an 2000 la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008, laquelle précise le contexte, les principes et les actions pour réaliser l'objectif principal qui consiste en la mise en valeur de 65% des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement (Gazette officielle du Québec, 2000).

En 2004, quatre ans après l'adoption de la politique et quatre ans avant la date butoir de 2008, de plus en plus de citoyens s'interrogent sur l'atteinte de cet objectif de 65% des matières résiduelles valorisables, le taux actuel étant de 47% (Recyc-Québec, 2003). Cet objectif est-il réaliste, trop ambitieux ou tout simplement utopique? C'est à cette question que nous allons tenter de répondre dans le cadre de ce mémoire de maîtrise en sciences de l'environnement.

La problématique sera étudiée dans le cadre de ce travail de recherche en faisant un bref historique de la gestion des matières résiduelles au Québec, ailleurs au Canada et dans le monde. Puis, nous définirons les objectifs et la méthodologie adoptée dans cette recherche, soit celle d'une enquête. Les résultats de cette enquête seront par la suite analysés et discutés, ce qui nous mènera à des conclusions sur l'évaluation de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008.

## **CHAPITRE II**

### **PROBLÉMATIQUE**

Au siècle dernier, les pays industrialisés ont produit de plus en plus de biens de consommation, ce qui a exigé l'extraction et la transformation de grandes quantités de ressources naturelles. Ces activités d'extraction et de transformation sont responsables de la pollution et de nombreux effets qui y sont associés : pollution atmosphérique, production de gaz à effet de serre, réchauffement du climat, contamination et érosion des sols et pollution de l'eau causées par l'augmentation croissante des matières résiduelles.

#### **2.1 Historique de la gestion des matières résiduelles au Québec**

Au Québec, jusqu'en 1989, les matières résiduelles étaient déposées dans des dépotoirs à ciel ouvert dans les territoires ruraux, ou enfouis dans des dépotoirs en tranchée près ou dans les centres urbains (Gazette officielle du Québec, 2000). Ces déchets solides contiennent aussi des matières organiques putrescibles, des matières dangereuses toxiques et des métaux lourds. Les déchets putrescibles enfouis fermentent en absence d'oxygène et génèrent des gaz nauséabonds et explosifs qui contribuent à l'effet de serre. Ces déchets en décomposition ainsi que les déchets dangereux enfouis forment un lixiviat qui peut contaminer les eaux de surface ainsi que les eaux souterraines, les rendant ainsi impropres à la consommation et à la vie aquatique. Les déchets solides non enfouis étaient souvent brûlés, rejetant ainsi dans l'atmosphère des cendres résiduelles et des gaz à effet de serre.

Pour remédier à la situation, le Québec adoptait en 1989 la Politique de gestion intégrée des déchets solides. Cette politique fixait un objectif de réduction de 50% des déchets envoyés à l'élimination en l'an 2000. En 1988, la quantité de matières résiduelles éliminées était de 5,7 millions de tonnes sur une quantité totale générée de 7 millions de tonnes. Ainsi, un peu moins de 1,3 millions de tonnes de matières étaient mises en valeur, représentant 18,6% du total des matières résiduelles générées. (Gazette officielle du Québec, 2000). Cette quantité de matières résiduelles traitées était ramassée grâce à la cueillette sélective mise sur pied au

début des années 1990, et grâce au réseau des centres éducatifs de formation et de récupération (CÉFER), et de quelques ressourceries.

## 2.2 État actuel de la situation

En 1996, la quantité de matières résiduelles générées était de 8,3 millions de tonnes alors que la quantité éliminée était de 5,3 millions de tonnes. Même si cela représentait plus de 3 millions de tonnes de matières résiduelles mises en valeur, soit plus du double qu'en 1989, le taux de réduction sur génération n'était que de 36,1%, loin de l'objectif fixé de 50% de la politique de 1989 (Gazette officielle du Québec, 2000). Cela dépendait, en partie, de l'augmentation des déchets produits, et de la diminution du réseau des CÉFER, diminution causée par un litige administratif entre les MRC et les commissions scolaires. Le tableau 1 présente un bilan de la gestion des matières résiduelles de 1988 à 2002 (en millions de tonnes métriques), tel que présenté dans le *Bilan 2002 de la gestion des matières résiduelles au Québec*.

**Tableau 1 : Bilan de la gestion des matières résiduelles de 1998 à 2002**  
(en millions de tonnes métriques)

	1988	1992	1994	1996	1998	2000	2002
Génération	7,0	7,0	7,0	8,3	8,9	10,7	11,3
Élimination	5,7	5,4	5,0	5,3	5,5	6,9	6,5
Récupération	1,3	1,6	2,0	3,0	3,4	3,8	4,8

<b>Taux de récupération</b>	1988	1992	1994	1996	1998	2000	2002
Sur génération	18%	23%	28%	36%	38%	36%	42%
Sur potentiel de valorisation	21%	27%	33%	42%	44%	39%	47%

Source : Recyc-Québec, 2003.

Par matières résiduelles, on entend «tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou plus généralement

tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon» (Gazette officielle du Québec, 2000). Certaines substances sont exclues, soient : les matières gazeuses, les résidus miniers, les produits animaliers, les résidus biomédicaux, les matières dangereuses autres que celles d'origine domestique, les carcasses d'automobiles, le fumier, les neiges et les eaux usées, le sable, la terre et les sols contaminés, les fertilisants agricoles, la tourbe, les résidus de papetières et les résidus de scieries (Gazette officielle du Québec, 2000).

Les matières résiduelles générées sont la somme des résidus récupérés et éliminés par l'ensemble des secteurs. Les matières résiduelles éliminées sont celles qui sont rejetées définitivement, tandis que les matières résiduelles récupérées sont des matières mises au rebut en vue de leur transformation ou de leur réemploi.

En 2000, le Gouvernement du Québec adoptait la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*. Cette politique remplaçait celle adoptée en 1989. Elle prévoit un objectif de récupération de 65% des matières résiduelles pouvant être mises en valeur. Le taux de récupération est présenté en fonction du total des matières résiduelles qui peuvent être valorisées annuellement en lien avec cet objectif (taux de récupération sur potentiel de valorisation). À titre indicatif, un taux de récupération sur le total des matières résiduelles générées (taux de récupération sur génération) est aussi exprimé.

En 2002, le taux de récupération des matières résiduelles sur le potentiel de valorisation était de 47%, réparti comme suit dans les différents secteurs : 20% dans le municipal, 57% dans les industries, commerces et institutions (ICI), et 62% dans la construction, la rénovation et la démolition (CRD) (Recyc-Québec, 2003). De 2000 à 2002, l'élimination des matières résiduelles a diminué de 6,0%, grâce à l'augmentation de la récupération, principalement dans le secteur CRD.

En 2002, on dénombrait, au Québec, 580 établissements de valorisation et 428 installations d'élimination des matières résiduelles. Parmi les 580 établissements de valorisation, il y avait 317 récupérateurs (54,6%), 36 centres de tri (6,2%), 37 installations de compostage (6,4%), 105 récupérateurs-recycleurs (18,1%) et 85 recycleurs (14,7%). Dans les



428 installations d'élimination, il y avait 65 lieux d'enfouissement sanitaire (15,2%), 59 dépôts de matériaux secs (13,3%), 5 incinérateurs (1,2%) et 301 autres lieux d'enfouissement (70,3%), soient des dépôts en tranchées et des dépôts à ciel ouvert. Il est à noter que les lieux d'enfouissement sanitaire et les dépôts de matériaux secs accueillent ensemble 93,8% des matières résiduelles non recyclées; les incinérateurs, quant à eux, en reçoivent seulement 4,4% (Recyc-Québec, 2003). La gestion des matières résiduelles est habituellement l'apanage de régions régionales et métropolitaines, bien que des compagnies privées exploitent des sites d'enfouissement, sécurisés ou non, et des incinérateurs. Certaines compagnies privées sont aussi impliquées dans le domaine de la récupération et de la mise en valeur de résidus recyclables.

Selon la Politique, les communautés urbaines et les municipalités régionales ont le mandat de produire au ministère de l'Environnement un plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) sur leurs territoires respectifs. Ces PGMR sont scrutés à la loupe par Recyc-Québec, qui en fait l'analyse et qui recommande au ministre de les accepter ou de les modifier. «Le 31 mars 2004, toutes les municipalités régionales avaient adopté et transmis la résolution de démarrage de leur PGMR. Sur les 90 municipalités régionales, 64 avaient complété l'étape de la consultation publique; 50 avaient soumis leur plan au ministre de l'Environnement pour avis de conformité et 19 d'entre elles avaient adopté leur plan après avoir obtenu l'avis du ministre» (Recyc-Québec, 2004).

Actuellement, il en coûte aux communautés urbaines et aux municipalités régionales de 50\$ à 78\$ la tonne (Gagné 2004, communication personnelle) pour éliminer les matières résiduelles, tout dépendant des lieux d'élimination. En ce qui concerne la valorisation de ces matières, les coûts engendrés varient selon la demande pour les différentes substances. Ainsi, il est rentable de recycler des métaux comme le fer et l'aluminium, le papier et certains types de plastique, alors que la récupération du verre est non rentable en raison de la disponibilité de la matière première, le sable de silice, et de son faible coût d'approvisionnement. D'autres substances, comme la peinture et le caoutchouc atteignent le seuil de la rentabilité, bien que ce seuil soit très bas. La récupération du bois, des vêtements et des vieux ordinateurs s'avère intéressante du strict point de vue économique.

En 2002, le recyclage de 4 771 000 tonnes de matières résiduelles a généré 11 360 emplois directs, pour un ratio de 2,30 emplois par 1 000 tonnes, alors que l'enfouissement de 6 270 000 tonnes a créé 2 195 emplois, soit 0,35 emplois par 1 000 tonnes (Recyc-Québec, 2003). Donc, du point de vue de la création d'emplois, le recyclage des matières résiduelles est 6,8 fois plus rentable que l'enfouissement. À elle seule, l'élimination des matières résiduelles coûte aux payeurs de taxes québécois environ 400 millions de dollars annuellement, sans compter les autres coûts qui s'y rattachent, principalement dans le domaine de la santé.

La Société québécoise de récupération et de recyclage, aussi appelée RECYC-QUÉBEC, a été créée en 1990 par le gouvernement du Québec, par le biais de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage (L.R.Q., c. S-22.01). Depuis sa création en 1990, «Recyc-Québec est progressivement devenu le «bras agissant» du Québec dans le domaine de la gestion des matières résiduelles» (Recyc-Québec, 2004).

La mission de Recyc-Québec «consiste à promouvoir, à développer et à favoriser la réduction, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières et de produits ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources. La société est désignée pour coordonner les activités prévues à la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*» (Recyc-Québec, 2004).

En plus de voir à la progression de l'atteinte des objectifs de récupération prévus dans la Politique au moyen d'un bilan présenté à tous les deux ans, Recyc-Québec compte plusieurs réalisations dans le domaine de la gestion des matières résiduelles. À cet égard, mentionnons l'analyse des PGMR et le soutien aux municipalités, le soutien aux industries, aux commerces et aux institutions (ICI) par la mise en place du programme «*Ici, On Recycle*», la concertation avec le milieu avec l'établissement de six tables de concertation et de huit filières, la gestion de la peinture et des contenants usagés de peinture, la gestion des pneus hors d'usage et la consignation des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses. De plus, dans le but d'informer, de sensibiliser et d'éduquer, Recyc-Québec a mis en place en mai 2003 le programme «*Visons l'Éducation à la*

*Réduction, au Réemploi et au Recyclage pour 2008» (VERR 2008). Également, Recyc-Québec a établi un partenariat privilégié avec les Établissements verts Bruntland (EVB), le Réseau québécois des Centres de formation en entreprise et récupération (CÉFER), et l'organisme à mission éducative ENvironnement JEUnesse (ENJEU). Une entente a également été conclue avec le Réseau des ressourceries du Québec (RRQ) afin d'assurer la mise en place de la «Semaine québécoise de réduction des déchets», et par le lancement, en avril 2003, des campagnes d'information publique «Je ne suis pas une ordure, recyclez-moi! » et «Tu rapportes on recycle!» (Recyc-Québec, 2004).*

### **2.3 La politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008**

*La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008, votée en 2000, vise à la récupération de 65% des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement. À échéance, le seul résidu qui devrait être éliminé serait celui issu du tri, du conditionnement et de la valorisation de toutes les matières résiduelles (Gazette officielle du Québec, 2000).*

Un autre aspect de la Politique est de rendre les activités d'élimination plus sécuritaires, par rapport à ce qui se faisait en 1989 ou avant. Pour ce faire, les normes d'établissement et d'opération de sites d'enfouissement sont désormais beaucoup plus nombreuses et plus contraignantes qu'elles ne l'étaient auparavant, afin de disposer des 1,2 millions de tonnes de résidus ne pouvant être mis en valeur.

Cette Politique repose sur les principes suivants : les 3R-V, qui sont la réduction à la source, la réutilisation, le recyclage et la valorisation, la responsabilité élargie des producteurs, ainsi que la participation des citoyens et des citoyennes, ainsi que la régionalisation et le partenariat (Gazette officielle du Québec, 2000).

Les orientations de la Politique sont la réduction de la production des matières résiduelles, la promotion de la récupération et la valorisation des matières résiduelles; la réduction de la quantité des matières résiduelles à éliminer; la gestion sécuritaire des installations d'élimination; l'obligation de la prise en compte par les fabricants et les importateurs de

produits des effets que ceux-ci ont sur l'environnement et des coûts qui s'y rattachent (Gazette officielle du Québec, 2000).

Ces actions seront réalisées grâce à la planification de la gestion des matières résiduelles par les municipalités régionales qui doivent se doter de plans de gestion des matières résiduelles au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, et qui doivent être mis à jour tous les cinq ans. Ces plans de gestion portent sur l'ensemble des matières résiduelles à l'exception des matières dangereuses autres que domestiques, des déchets biomédicaux, des résidus miniers et des sols contaminés. Ces plans de gestion doivent contenir : la description du territoire visé par le plan, la liste des municipalités visées ainsi que les ententes intermunicipales, le recensement des entreprises du territoire œuvrant dans le domaine de la récupération, de la valorisation ou de l'élimination des matières résiduelles, l'inventaire des matières résiduelles produites sur le territoire, les objectifs à atteindre sur le territoire, le besoin de nouvelles installations pour l'atteinte des objectifs visés, la description d'un plan favorisant la participation de la population et des organismes impliqués, des prévisions budgétaires et un calendrier prévoyant l'atteinte des objectifs, ainsi que la description d'un plan de surveillance et de suivi de la mise en place du plan de gestion. Chaque plan de gestion doit être soumis au ministre de l'Environnement pour approbation avant sa mise en vigueur ou sa modification (Gazette officielle du Québec, 2000).

La Politique prévoit une série de mesures afin de réaliser les objectifs visés, parmi lesquelles on retrouve l'éducation et l'information, la recherche et le développement, le soutien aux entreprises d'économie sociale, la récupération et la valorisation des matières résiduelles, par le biais de la collecte sélective, la récupération de la matière putrescible, des résidus domestiques dangereux, des résidus de construction, de rénovation et de démolition, des résidus de production des industries, des grands commerces et des institutions, des contenants à remplissage unique de bière et de boissons gazeuses, des pneus hors d'usage et la valorisation des boues municipales et industrielles, l'élimination dans des lieux d'enfouissement technique, dans des dépôts de matériaux secs, dans des dépôts en tranchée,

et dans des incinérateurs, dont les normes d'émission de gaz et de particules dans l'atmosphère seront plus sévères (Gazette officielle du Québec, 2000).

Les tableaux 2 à 4 contiennent les objectifs de récupération à atteindre d'ici 2008, par provenance et par matière, ainsi que les taux atteints en 2002 et la tendance 2000-2002, qui a été établie en comparant les taux de récupération de 2000 avec ceux de 2002, taux basés sur les enquêtes de Recyc-Québec pour ces années.

**Tableau 2 : Objectifs de récupération à atteindre d'ici 2008 par matière, ainsi que les taux atteints en 2002, et la tendance 2000-2002 pour le secteur municipal**

<b>Matières recyclables</b>	<b>Objectif à atteindre en 2008</b>	<b>Taux de récupération en 2002</b>	<b>Tendance 2000-2002</b>
Papiers et cartons	60%	33%	+13%
Verre	60%	16%	-26%
Électroménagers	60%	ND	+74%
Plastiques	60%	6%	-28%
Textiles	50%	25%	-7%
Résidus compostables	60%	7%	-23%
Peinture	75%	19%	stable
Huile	75%	19%	-50%
Pesticide	75%	19%	-50%
Contenants à remplissage unique	80%	74%	stable

Source : Recyc-Québec, 2003

**Tableau 3 : Objectifs de récupération à atteindre d'ici 2008 par matière, ainsi que les taux atteints en 2002, et la tendance 2000-2002 pour le secteur industries, commerces et institutions (ICI)**

<b>Matières recyclables</b>	<b>Objectif à atteindre en 2008</b>	<b>Taux de récupération en 2002</b>	<b>Tendance 2000-2002</b>
Papiers et cartons	70%	45%	+13%
Verre	95%	43%	-26%
Métaux ferreux	95%	84%	+15%
Métaux non-ferreux	95%	84%	-12%
Plastiques	70%	12%	-28%
Textiles	70%	ND	-6%
Pneus	85%	87%	+11%
Résidus compostables	60%	13%	-23%
Bois	70%	38%	+34%

Source : Recyc-Québec, 2003.

**Tableau 4 : Objectifs de récupération à atteindre d'ici 2008 par matière, ainsi que les taux atteints en 2002, et la tendance 2000-2002 pour le secteur construction, rénovation et démolition (CRD)**

<b>Matières recyclables</b>	<b>Objectif à atteindre en 2008</b>	<b>Taux de récupération en 2002</b>	<b>Tendance 2000-2002</b>
Asphalte, béton	60%	ND	+16%
Bois	60%	36%	+34%
Brique, pierre	60%	68%	-6%
Palettes de bois	60%	36%	+460%
Sciures, copeaux	60%	ND	-27%

Source : Recyc-Québec, 2003

La quantité de matières résiduelles récupérées dans le secteur municipal a augmenté de 19,4% de 2000 à 2002. Le taux de récupération du secteur municipal sur le potentiel de valorisation des matières résiduelles est passé de 16% en 2000 à 20% en 2002, bien en deçà de la norme de 60% à atteindre en 2008. La quantité récupérée de papiers et cartons, d'électroménagers et de matières compostables est principalement responsable de cette augmentation. Par contre, la récupération des contenants de verre et des résidus domestiques dangereux a connu une diminution. La collecte sélective des matières recyclables, au moyen du bac de récupération, est passée de 24% en 2000 à 26% en 2002 (Recyc-Québec, 2003).

Entre 2000 et 2002, la quantité de matières résiduelles récupérée a augmenté de 12,1% dans le secteur industries, commerces et institutions (ICI). Ainsi, le taux de récupération du secteur ICI sur le potentiel de valorisation des matières résiduelles est passé de 50% à 57% de 2000 à 2002, ce qui est inférieur à la norme fixée à 80% pour 2008. Les métaux ferreux ont connu la plus forte hausse de récupération, alors que les pneus, les papiers et les cartons ont également connu une hausse. Par contre, il y a eu une baisse dans la récupération du verre, des métaux non ferreux, des plastiques et des matières compostables (Recyc-Québec, 2003).

Dans le secteur construction, rénovation, démolition (CRD), la hausse de matière récupérée a été de 51,3% de 2000 à 2002. Cette forte augmentation est principalement attribuable aux agrégats recyclés de béton et d'asphalte. Ainsi, le taux de récupération du secteur CRD sur le potentiel de valorisation des matières résiduelles est passé de 47% à 62% de 2000 à 2002, dépassant ainsi la norme fixée à 60% en 2008 (Recyc-Québec, 2003).

En résumé, le secteur municipal est celui où le taux de récupération est le plus faible, sauf pour le papier et les électroménagers, mais avec un taux faible pour le verre et le plastique, où les prix sont bas, et les matières compostables qui ne sont à peu près pas récupérées. Dans le secteur ICI, le marché existe pour les métaux ferreux et non ferreux, le bois et les pneus, et on dénote de très faibles taux de récupération pour le verre, le plastique et les

matières compostables. Dans le secteur CRD, le taux de récupération est élevé, avec la récupération de tous les matériaux, mis à part les sciures et les copeaux de bois.

Le premier volet de la Politique, à savoir l'atteinte d'un taux de récupération de 65% d'ici 2008 est encore loin de l'objectif visé, compte tenu que dans l'ensemble, 47% des matières résiduelles étaient récupérées en 2002 : il reste beaucoup de travail à faire dans le secteur municipal, et dans le secteur ICI, où l'objectif à atteindre est plus élevé. En ce qui concerne le deuxième volet de la Politique, à savoir disposer des matières résiduelles de façon sécuritaire, on est encore loin du but visé, compte tenu que seulement 19 MRC sur 90 ont vu leur PGMR accepté par le ministre. La plus grande communauté urbaine, celle de Montréal, a présenté un PGMR prévoyant un report en 2013 de la mise en application de la Politique, et elle continue à disposer des matières résiduelles dans le site de Lachenaie, tant et si bien que des citoyens poursuivent le ministère de l'Environnement. Il y a encore de nombreux sites d'enfouissement non sécurisés en opération, et le budget du ministère de l'Environnement est à la baisse.

Cependant, certaines actions sont encourageantes pour l'avenir. Ainsi, les 17 et 18 novembre 2004, Recyc-Québec tenait *RENDEZ-VOUS 2004 sur la gestion des matières résiduelles*, un colloque qui rassemblait quelques 350 personnes. Lors de ce colloque, le ministre de l'Environnement a annoncé deux nouveaux règlements qui permettront aux municipalités de financer le recyclage des matières résiduelles. En vertu du *Règlement relatif à la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation des matières résiduelles*, les producteurs devront contribuer au financement des services de récupération et de mise en valeur des emballages et contenants, jusqu'à un maximum de 50% des coûts nets. De son côté, le *Projet de règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles et de sols contaminés* propose que les matières résiduelles, éliminées dans un lieu d'enfouissement sanitaire, dans un dépôt de matériaux secs ou dans un incinérateur, ainsi que les sols contaminés enfouis dans les lieux prévus à cette fin, soient soumis à une redevance de 10\$ la tonne (Communiqué de presse du ministère de l'Environnement, novembre 2004). «Ces deux règlements donneront un solide appui financier de l'ordre de 45 M\$ aux instances



municipales pour l'application des plans de gestion des matières résiduelles et ultimement, ils permettront d'accélérer l'atteinte des objectifs de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*, qui arrive déjà à la moitié de son parcours» (Thomas J. Mulcair, ministre de l'Environnement, novembre 2004).

## **2.4 La gestion des matières résiduelles au Québec : un sujet de controverses**

Comme toute politique qui entraîne un changement d'habitudes et de comportements, la *Politique Québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* entraîne dans son sillage un lot de controverses. En voici quelques unes.

Étant donné que l'élimination des matières résiduelles est moins coûteuse que la récupération, plusieurs intervenants pensent encore que l'élimination est la solution la plus rentable, surtout dans une période où les administrations municipales vivent toutes des situations financières très précaires. Actuellement, la Politique ne dispose pas encore de règlements coercitifs imposés aux MRC et aux communautés urbaines récalcitrantes : celles qui retardent la mise en application de leur PGMR sont économiquement avantagées par rapport à celles qui ont déjà commencé la mise en application de leur PGMR.

La communauté métropolitaine qui produit le plus de matières résiduelles est la communauté métropolitaine de Montréal (CMM), dont le PGMR déposé va carrément à l'encontre de l'esprit de la Politique, en proposant sa mise en application en 2013 plutôt qu'en 2008. La CMM est à la fois citée en exemple pour l'exploitation de son centre de traitement Saint-Michel, situé dans l'ancienne carrière Miron, et pour la mise sur pied d'un programme de compostage et est, en même temps, une source de controverse parce qu'elle enfouit la majeure partie de ses matières résiduelles dans le site de Lachenaie, dont la durée d'exploitation a été prolongée, au grand déplaisir des citoyens.

Un autre sujet de controverse dans la gestion des matières résiduelles consiste dans le fait que nous recevons des sols contaminés des États-Unis qui sont enfouis, en outre, dans le site de Horizon Environnement, à Grandes Piles, alors qu'en même temps, des MRC de l'Estrie acheminent leurs matières résiduelles dans l'état du Vermont, aux États-Unis.

Dans la province, certaines MRC acheminent leurs matières résiduelles hors de leur territoire, parce que les sites d'enfouissement sont pleins, et qu'il est moins dispendieux de les envoyer ailleurs que d'ériger de nouveaux sites sécurisés pour se conformer à la Politique. Un exemple illustrant cette controverse est celui de la municipalité de New Richmond, en Gaspésie, qui vient de signer une entente à long terme avec la Régie Intermunicipale de Gestion des Matières Résiduelles de la Mauricie pour enfouir ses matières résiduelles au site de St-Étienne-des-Grès.

Une autre controverse est créée par le fait que bien que le taux de récupération des matières résiduelles augmente, le taux de génération de ces matières est aussi en progression constante, passant de 10,7 à 11,3 millions de tonnes de 2000 à 2002, ce qui représente une augmentation de la quantité par habitant de matières résiduelles générées de 1,46 à 1,51 tonne/personne/année pour cette même période (Recyc-Québec, 2003). Or, la méthode la plus simple pour diminuer la génération de matières résiduelles est la réduction à la source. La seule façon d'enrayer cette hausse est l'adoption, par le ministère de l'Environnement, et de la mise en place d'une taxe chargée aux citoyens basée sur la quantité de matières résiduelles envoyées à l'enfouissement; également une taxe de 50% des coûts réels d'enfouissement des matériaux d'emballage non recyclables chargée aux producteurs va sans doute aider à diminuer la quantité de matières résiduelles générées.

## **2.5 Politiques de gestion des déchets à l'extérieur du Québec**

### **2.5.1 En Ontario**

Actuellement, l'Ontario génère annuellement plus de 12 millions de tonnes de déchets solides. La quantité de déchets croît sans cesse : la plupart des déchets sont expédiés à des décharges contrôlées situées en Ontario et hors de la province (Ministère de l'environnement de l'Ontario, 2004).

Les déchets sont acheminés vers des décharges parce que cette solution est moins coûteuse que de mettre sur pied et de gérer des programmes de récupération. Cependant, en raison des coûts environnementaux à long terme, et parce que de nombreux grands centres urbains

n'ont pas accès à des décharges convenables à l'intérieur de leur territoire et doivent compter sur les lieux d'enfouissement d'autres collectivités, les pressions exercées par le public et la hausse de la demande de matières récupérées ont amené le Ministère de l'Environnement de l'Ontario à déposer le 11 juin 2004 un document de consultation intitulé *«Réacheminer 60 pour cent des déchets en Ontario»*.

Le gouvernement s'est fixé l'objectif de soustraire des décharges 60% des déchets d'ici 2008, le taux de récupération actuel étant de 28% (Ministère de l'environnement de l'Ontario, 2004). Cet objectif pourra être atteint en trouvant de meilleures façons de gérer la vaste quantité de déchets solides constituées de matières organiques – celles-ci représentant environ 38% des déchets que produisent les ménages et environ 11% des déchets provenant des secteurs industriel, commercial et institutionnel (ICI). Un vaste programme de compostage sera mis sur pied afin de mieux gérer ces déchets solides organiques.

La réduction des déchets devra s'effectuer aussi dans d'autres activités, entre autres en améliorant les programmes municipaux de la boîte bleue (la collecte sélective) et en exigeant des secteurs ICI une plus grande part de recyclage, principalement de déchets électroniques.

La mise sur pied d'un réseau de récupération des déchets permettra aux Ontariens d'améliorer les programmes 3R – réduction, réutilisation et recyclage – au domicile et au travail, ce qui va entraîner pour la province de nombreux avantages économiques. Ainsi, les besoins d'enfouissement seront diminués, des emplois seront créés dans les domaines de la récupération et du recyclage, et de nombreuses matières premières recyclées seront disponibles aux fabricants.

L'objectif de réduction de 60% des déchets d'ici 2008 est certes ambitieux, mais on pense pouvoir l'atteindre grâce à la participation de tous et à la mise sur pied d'incitatifs, tels la fourniture de bacs à compost à tous les domiciles, et à l'imposition de nouvelles exigences plus rigides aux producteurs de déchets, en commençant par les grandes entreprises et les municipalités.

### 2.5.2 Ailleurs au Canada

À Terre-Neuve et au Labrador, le gouvernement a publié en Avril 2002 le *Newfoundland and Labrador Waste Management Strategy* (WMS) dont les objectifs sont de réduire de 50% la quantité de matières résiduelles éliminées d'ici 2010, et de mettre l'emphase sur l'utilisation des incinérateurs existants par la mise en œuvre d'un système moderne de gestion des matières résiduelles (Government of Newfoundland and Labrador, Department of Environment, 2002).

La Nouvelle-Écosse est le chef de file en ce qui concerne la réduction des déchets solides, principalement grâce à la mise en place de deux moyens concertés. Il y a d'abord l'interdiction aux citoyens d'acheminer dans les déchets tous les déchets organiques pouvant être compostés, les papiers journaux, les contenants de boisson, les pneus usagés, les batteries d'accumulateurs au plomb, les peintures et le carton ondulé. Le deuxième est la création du «*Resource Recovery Fund Board*» (RRFB), organisme sans but lucratif qui s'occupe de diverses activités provinciales liées au réacheminement des déchets et à la gestion de l'industrie. Ainsi, en 2002, 76% de la population faisaient recycler ou compostaient les déchets organiques, ce qui a permis de réduire de 46% la quantité de déchets solides enfouis (Nova Scotia Environment and Labor, 2004).

La province de l'Île-du-Prince-Édouard, par le biais du *Waste Resource Management Facilities*, met en place des règlements pour la construction et l'opération d'installations de gestion de déchets solides, ce qui inclut des sites d'enfouissement, des installations de compostage, des sites de dépôts de matériaux de construction, et des usines de recyclage. Cette province s'est donné un objectif de récupération de 60% à atteindre dans le futur (Department of Fisheries, Aquaculture and Environment of Prince Edward Island, 2001). Présentement, cette province a un taux de récupération de 48% (Chowen, 2004, communication personnelle).

Au Nouveau-Brunswick, le gouvernement a présenté en 2001 un plan d'action pour «qu'au cours des cinq prochaines années, des mesures soient présentées par la province afin d'assurer une plus vaste gamme de méthodes de recyclage pour tous les Néo-Brunswickois

et la réduction de tous les déchets produits et/ou éliminés dans l'ensemble de la province». L'objectif est de réduire de 50% la quantité de matières résiduelles éliminées (New Brunswick Environmental and Local Government, 2001).

Au Manitoba, environ 950 000 tonnes de matières résiduelles, représentant 840 kg/personne/année, étaient acheminées vers des sites d'enfouissement en 1996. Cela constitue une diminution de 16% de 1989 à 1996. L'objectif à atteindre en l'an 2000 est de réduire la quantité de matières résiduelles de 50%, pour atteindre un niveau de 500 kg/personne/année. Depuis 1995, la récupération de matières résiduelles recyclables a plus que doublé pour atteindre 33 600 tonnes en 1998, empêchant ainsi de 30% à 40% des matières résiduelles recyclables d'aboutir aux sites d'enfouissement en 1999 (Manitoba Conservation Programs Division – Pollution Prevention Branch, 2001).

La province de Saskatchewan a été efficace dans la réduction de la quantité de matières résiduelles générées par personne. «La croissance économique de la fin des années 80 à la fin des années 90 a été approximativement de 24%, alors que durant la même période, la réduction de matières résiduelles générées par personnes a été supérieure à 26%, ce qui fait qu'avec la combinaison de ces deux facteurs, la diminution des matières résiduelles générées a été supérieure à 50% pour cette période de temps.» (Saskatchewan Environment, 2003).

En Alberta, la quantité de matières résiduelles éliminées a diminué de 25% de 1990 à 2000, puis cette diminution s'est estompée en 2001 et 2002. On vise une baisse supplémentaire de 25% d'ici 2010 (Alberta Environment, 2002).

En Colombie Britannique, chaque citoyen générait 1070 kg de matières résiduelles en 2000, dont 618 kg étaient éliminés. Cela représente une diminution de 30% depuis 1990. Par conséquent, 452 kg étaient recyclés, le taux de recyclage passant de 19% en 1990 à 42% en 2000. La quantité de matières résiduelles éliminées a diminué de 2,9 à 2,5 millions de tonnes entre 1990 et 2000, 90% de celles-ci étant enfouies et 10% incinérées (Recycling Council of British Columbia, 2004).

### 2.5.3 Aux États-Unis

Pendant des années, jusqu'au début des années soixante-quinze, peu d'attention était portée au traitement des déchets. On estime que cinq milliards de tonnes de déchets chimiques hautement toxiques ont été rejetées de manière non convenable entre 1959 et 1975, soit avant que la législation ne devienne plus sévère (Cunningham et al., 2003).

Les déchets solides sont majoritairement enfouis dans des sites d'enfouissement sanitaire, où les déchets sont écrasés et recouverts chaque jour d'une couche de sol pour prévenir l'accumulation de vermine et la contagion des maladies qui s'y rattachent. Depuis 1984, une toile imperméable est placée au fond des dépotoirs pour empêcher l'écoulement de produits chimiques dans la nappe phréatique.

Jusqu'en 1992, beaucoup de villes américaines déversaient leurs déchets directement à la mer, mais la législation fédérale actuelle défend cette pratique. Depuis 1984, à cause des coûts élevés inhérents aux sites d'enfouissement sanitaires sécurisés, environ 1200 des 1500 sites existants ont fermé, et de plus en plus de déchets domestiques sont expédiés hors du pays, entre autres vers des pays en voie de développement en Asie. De plus en plus, on se tourne vers l'incinération des déchets domestiques, car les sites d'enfouissement deviennent de plus en plus rares : plus de 110 incinérateurs sont en opération et plus de 45 000 tonnes de déchets sont brûlés chaque jour, mais les cendres générées contiennent des niveaux élevés de dioxines, de furannes, de plomb, de cadmium et de différents métaux lourds, lesquelles cendres causent de la pollution atmosphérique (Cunningham et al., 2003). On a commencé le recyclage au début des années quatre-vingt-dix afin de réduire la quantité de déchets à traiter, mais cette pratique est encore peu répandue, 60% des déchets étant encore enfouis, 15% étant incinérés et 30% des déchets urbains solides étant recyclés (United States Environmental Protection Agency, 2003).

Le taux de récupération des déchets solides varie énormément d'un état à l'autre, comme en fait foi le tableau 5.

**Tableau 5 : Taux de récupération des déchets solides dans différents états américains**

ÉTAT	TAUX DE RÉCUPÉRATION
Minnesota	45,6%
Indiana	35,0%
Illinois	32,5%
New York	29,8%
Pennsylvanie	26,8%
Wisconsin	24,6%
Ohio	23,5%
Michigan	15,1%

Source : Ministère de l'environnement de l'Ontario, 2004

#### 2.5.4 En Europe

Les déchets sont un problème majeur dans chaque pays européen et leurs quantités sont généralement en augmentation. La plupart des déchets sont mis en décharge, bien que l'incinération soit en augmentation. Les impacts sont significatifs en raison de l'émission de gaz à effet de serre (méthane) et de la migration des micropolluants organiques (dioxines et furannes) et des métaux lourds volatils.

En 2003, l'Agence européenne pour l'environnement a préparé un rapport qui résume la situation des déchets. Dans ce rapport, les pays sont divisés en trois groupes. Le premier regroupe 22 pays de l'Europe occidentale (EO). Le deuxième groupe réunit 19 pays d'Europe centrale et orientale (ECO). Douze pays de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale (EOCAC) forment le troisième groupe (Agence européenne pour l'environnement, 2003).

Environ 2 225 millions de tonnes de déchets sont générés chaque année à l'intérieur des pays européens membres de l'OCDE (Agence Européenne de l'Environnement, 2003). Si on ajoute à cela un surplus de 40% de déchets provenant des secteurs de l'agriculture et des mines, on estime que plus de 4 000 millions de tonnes de déchets sont produits annuellement en Europe. Cela équivaut à 3,8 tonnes par habitant en Europe occidentale, à 4,4 tonnes par habitant dans l'ECO et à 6,3 tonnes par habitant dans l'EOCAC. Ces déchets proviennent principalement de la construction et la démolition, des papiers et des cartons, des résidus des centrales thermiques au charbon, des résidus d'emballage, des boues d'égout et du secteur domestique. La collecte des déchets municipaux varie d'un pays à l'autre, allant de 685 kg/habitant en Islande jusqu'à 105 kg/habitant en Ouzbékistan. Cela représente 14% des déchets totaux produits et la mise en décharge reste la solution la plus utilisée. Parmi ces déchets ramassés, environ 31% des métaux, 14% des matières inorganiques et 11% des matières organiques sont recyclés (Okopol GmbH Institute for Environmental Strategies, 2004).

Dans une dizaine de pays, soient le Royaume-Uni, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie et la Suède, des incitatifs ont été mis en place pour réduire la production de matières résiduelles. Ces incitatifs sont basés sur des coûts de récupération chargés aux citoyens en fonction de la quantité de matières résiduelles ramassées, ou sur des coûts chargés aux producteurs, aux municipalités ou aux ménages en fonction d'atteinte d'objectifs de réduction : dans tous les cas, ces programmes ont entraîné une baisse de la quantité de matières résiduelles de l'ordre de 30% (Eunomia Researchs and Consulting Ltd, 2003).

Une commission, appelée «*European Packaging Waste Management Systems*» a mis sur pied, au début des années 90, un système pour réduire les matériaux d'emballage. Cette commission regroupe les pays suivants : l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, le Portugal, l'Espagne, la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Les coûts de recyclage des matériaux d'emballage sont couverts par une taxe chargée aux producteurs de ces emballages. La taxe est basée sur le poids, le volume, le type et le nombre d'emballages. Ainsi, en 1997, le taux



de recyclage des matériaux d'emballage était de 53%, avec des objectifs de 60% en 2006 et de 70% en 2011 (European Commission, 2001).

Malgré des efforts de réduction de certains pays, les quantités totales de déchets restent en augmentation dans la plupart des pays européens. Les quantités de déchets municipaux sont toujours en augmentation. Les déchets miniers représentent la plus importante catégorie de déchets en Europe. Le recyclage augmente en Europe occidentale, alors que les pays d'Europe centrale et de l'EOCAC enregistrent toujours des taux de recyclage relativement faibles (Agence européenne pour l'environnement, 2003).

#### 2.5.5 Ailleurs dans le monde

Au Japon, le traitement des déchets solides est surtout basé sur la diminution du volume de déchets produits, soit au moyen du recyclage et de la valorisation, alors que les déchets non recyclables et les déchets dangereux sont brûlés dans des incinérateurs à haute température. C'est présentement le pays où la législation est la plus sévère en ce qui concerne le traitement des déchets (Cunningham et al., 2003).

En Australie et en Nouvelle-Zélande, les déchets solides sont enfouis dans des sites sécurisés, alors que les déchets dangereux sont incinérés, avec une législation semblable à celle qui s'applique en Amérique du Nord (Cunningham et al., 2003).

En Asie, en Afrique, en Amérique Centrale et en Amérique du Sud, les lois concernant l'élimination des déchets solides sont à peu près inexistantes ou non appliquées, ce qui fait que les déchets sont déversés dans des dépotoirs à ciel ouvert qui deviennent d'immenses bidonvilles habités par des populations indigentes qui y trouvent leur pitance quotidienne, vivant parmi la vermine et dans un environnement où se transmettent quotidiennement les maladies contagieuses (Cunningham et al., 2003).

## 2.6 Comparaison des taux mondiaux de récupération des matières résiduelles

Pour faire une évaluation sommaire des différentes politiques de gestion des matières résiduelles à l'étranger, le critère utilisé sera le taux de récupération des matières résiduelles. Nous comparerons ce taux pour différents pays et différentes provinces avec celui du Québec.

Au Québec, en 2002, le taux de récupération de matières résiduelles sur le potentiel de valorisation était de 47%, alors que le taux sur génération était de 42% (Recyc-Québec, 2003). En l'absence de précision sur les taux rapportés ailleurs dans le monde, nous comparerons les données mondiales avec le taux sur génération, qui est plus conservateur. En Ontario, durant la même période, le taux de récupération était de 28% (Ministère de l'Environnement de l'Ontario, 2004). À Terre-Neuve et au Labrador, cette donnée n'est pas disponible actuellement. À l'Île-du-Prince-Édouard, on atteint présentement 48% de recyclage (Chowen, 2004, conversation personnelle). En Nouvelle-Écosse, 50% des matières résiduelles sont recyclées. Au Nouveau-Brunswick, 40% des matières résiduelles étaient recyclées à la fin de 2001 (New Brunswick Environmental and Local Government, 2001). Au Manitoba, les matières recyclées représentent de 30 à 40% de toutes les matières résiduelles générées (Manitoba Conservation Programs Division – Pollution Prevention Branch, 2001). En Saskatchewan, ce taux est supérieur à 50% (Saskatchewan Environment, 2003). L'Alberta a un taux de récupération se situant aux alentours de 30% (Alberta Environment, 2002). La Colombie-Britannique recycle 42% des matières résiduelles générées (Recycling Council of British Columbia, 2004).

Aux États-Unis, 30% des déchets solides sont recyclés (EPA, United States Environmental Protection Agency, 2003).

En Europe, la situation n'est guère reluisante. Dans les pays d'Europe de l'Ouest, le taux de récupération des matières résiduelles est inférieur à 50% et n'a pas évolué au cours des dix dernières années. En Europe de l'Est, pour les pays où les données existent, ce taux se situe aux alentours de 30%, avec des pays où ce taux est nettement plus faible, comme en

Ukraine, avec un taux de 10-12%, la Biélorussie : taux de 14-15% et l'Ouzbékistan : taux de 6-15% (Agence Européenne sur l'Environnement, 2003).

En Australie, bien que l'objectif de recyclage des matières résiduelles visé était de 50% pour l'an 2000, on est bien loin de l'atteinte de cet objectif, comme en témoigne un taux de récupération de 18% à Sydney pour cette même année (Australian Government, Department of Environment and Heritage, 2001). En Nouvelle-Zélande, en 2002, 22,9 % des matières résiduelles ont été récupérées, avec un objectif de 50% en 2005 et de 100% en 2010 (New Zealand Ministry of the Environment Sustainable Management Fund, 2003).

Le Japon, pour la même période, a atteint un taux de récupération de ses matières résiduelles supérieur à 50% (Cunningham et al., 2003).

En résumé, la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* a mené, jusqu'à présent, à des résultats qui sont dans la moyenne canadienne et supérieurs à ce qui se fait dans le monde, exception faite du Japon.

## CHAPITRE III

### OBJECTIFS

Mis à part les bilans réalisés par Recyc-Québec, aucune étude n'a été réalisée à ce jour concernant les objectifs de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*, et les difficultés de sa mise en application. L'**objectif général** de cette enquête est de sonder les intervenants oeuvrant dans la gestion des matières résiduelles au Québec afin de connaître leur opinion sur les objectifs de la Politique et les difficultés de sa mise en application.

Le **premier objectif spécifique** est d'évaluer, d'après l'opinion des répondants, si les objectifs de la Politique, en ce qui concerne les taux de récupération, peuvent être atteints d'ici 2008.

Le **deuxième objectif spécifique** est d'évaluer, d'après l'opinion des répondants, quel est le taux de récupération qui peut être atteint d'ici 2008, par secteur et par matière.

Le **troisième objectif spécifique** est d'évaluer, d'après l'opinion des répondants, quelles sont les orientations et les mesures prévues par la Politique qui sont souhaitables et réalisables.

Le **quatrième objectif spécifique** est d'évaluer, d'après l'opinion des répondants, quels sont les obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique et quelles sont les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs.

## CHAPITRE IV

### MÉTHODOLOGIE

#### 4.1 Stratégies d'enquête et d'échantillonnage

L'enquête est basée sur un questionnaire distribué par la poste. L'échantillonnage des répondants fut réalisé de façon stratifiée. Dans un premier temps, **huit secteurs** furent identifiés regroupant des intervenants reliées à la gestion des matières résiduelles au Québec. Ces secteurs regroupent 1) les municipalités et les communautés urbaines; 2) les municipalités régionales de comté (MRC); 3) les organismes œuvrant dans la gestion et l'élimination des matières résiduelles, soient les régies de gestion des matières résiduelles, les sites d'enfouissement, les dépôts de matériaux secs, les dépôts en tranchée et les incinérateurs; 4) les centres de valorisation et de récupération; 5) les spécialistes en environnement; 6) les groupes environnementaux et les groupes de pression; 7) les industries, les commerces et les institutions (ICI) et finalement 8) les entreprises œuvrant dans le domaine de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD).

Le nombre de répondants potentiels par secteur étant très variable, une stratégie d'échantillonnage souple fut adoptée afin de pondérer le nombre de répondants en tenant compte de la taille approximative de la population statistique d'un secteur et de l'importance de ce secteur en ce qui concerne la gestion des matières résiduelles (Tableau 6). Les trois premiers groupes ont un poids déterminant puisqu'ils sont au cœur de l'application de la Politique au Québec. Toutefois, afin d'éviter qu'un secteur ne représente plus de 20% de l'échantillonnage, le nombre maximal de répondants par secteur fut limité à 200. Ce fut le cas pour le secteur des municipalités, des organismes œuvrant dans la gestion et l'élimination des matières résiduelles. Dans le cas des municipalités, un fractionnement supplémentaire des répondants fut réalisé en fonction de la taille de la population des villes (Tableau 6). Dans le cas du secteur regroupant les organismes œuvrant dans la gestion et l'élimination des matières résiduelles, étant donné l'importance cruciale de ce secteur, il fut décidé de sélectionner la majorité des répondants potentiels, en respectant toutefois le maximum fixé. Un nombre maximal de répondants aurait également

pu être sélectionné dans le cas des MRC. Cependant, étant donné que plusieurs représentants des MRC font également partie du secteur de la gestion et de l'élimination des matières résiduelles, un nombre moindre de répondants en provenance des MRC fut sélectionné pour ne pas donner un poids démesuré à ce secteur. Le nombre minimal de répondants pour un secteur fut fixé à 30, ce fut le cas des secteurs regroupant les spécialistes en environnement, les groupes environnementaux et du secteur CRD. Les centres de valorisation et de récupération et le secteur ICI occupent des positions intermédiaires, soient 100 répondants par secteur.

Étant donné l'importance des questions territoriales en ce qui concerne la gestion des matières résiduelles, le deuxième critère dans le choix des répondants consistait à respecter, de façon schématique, la répartition de la population québécoise. Ainsi, à l'intérieur de chaque secteur, 50% des répondants devaient provenir de la grande région de Montréal et 15% de la région de Québec. Le reste des répondants étaient répartis dans la province, chaque région administrative devant être représentée. La règle territoriale fut respectée dans la mesure du possible mais n'a pu être appliquée de façon systématique. Les deux premiers critères d'échantillonnage étant respectés (nombre de répondants par secteur et répartition territoriale), les répondants furent ensuite échantillonnés au hasard à partir de différentes sources. Le tableau 6 présente le nombre de répondants potentiels par secteur, le nombre de répondants sélectionnés et les sources utilisées.

Un total de 755 répondants furent ainsi sélectionnés. Afin d'obtenir les noms des responsables de la gestion des déchets dans les municipalités et les entreprises sélectionnées, près de 30% des répondants furent rejoints par téléphone au cours de l'automne 2004. Cette approche préliminaire était essentielle afin de s'assurer que les questionnaires parviennent aux personnes adéquates. Le questionnaire, décrit à la section suivante, fut envoyé par la poste en novembre 2004. Une enveloppe de retour pré-affranchie fut incluse dans chaque envoi. Le taux de réponses attendu était de 30%. Pour que ce taux soit atteint, une seconde série d'envois, soit une soixantaine, fut effectuée en février 2005 avec retour des questionnaires en mars.

**Tableau 6 : Nombre d'envois par secteur**

Secteurs	Sources	Nombre approximatif d'organismes par secteur	Nombre de répondants contactés	Type de questionnaire
Municipalités	Répertoire des municipalités (MAM)	1096	Taille des municipalités : 0-10 000 : 129 10-50 000 : 55 50 000 et plus : 16 <b>Total : 200</b>	Partiel (MUN)
MRC	Répertoire des municipalités (MAM)	90	<b>65</b>	Complet
Élimination et gestion des matières résiduelles	Recyc-Québec	Régies de gestion et sites d'enfouissement : 65 Dépôts de matériaux secs : 59 Dépôts en tranchée : 301 Incinérateurs : 5	Régies de gestion et sites d'enfouissement : <b>65</b> Dépôts de matériaux secs : <b>59</b> Dépôts en tranchée : <b>71</b> Incinérateurs : <b>5</b>	Complet  Partiel (CRD et ICI) Partiel (MUN) Partiel et MUN
Centres de valorisation et de récupération	Recyc-Québec	580	<b>100</b>	Complet
Spécialistes en environnement	Recyc-Québec et autres	N.D.	<b>30</b>	Complet
Groupes environnementaux et groupes de pression	Recyc-Québec Conseil Patronal de l'Environnement Associations Québec	N.D.	<b>30</b>	Complet
ICI	Recyc-Québec CRIQ	N.D.	Institutions : 30 Commerces : 40 Industries : 30 <b>Total : 100</b>	Partiel (ICI)
CRD	Recyc-Québec CRIQ	N.D.	Construction : 10 Rénovation : 10 Démolition : 10 <b>Total : 30</b>	Partiel (CRD)

## 4.2 Questionnaire

Le questionnaire fut conçu de manière à répondre aux objectifs spécifiques de l'étude. La version complète du questionnaire peut être consultée en annexe. Le questionnaire est précédé d'une lettre de présentation et débute par une fiche signalétique permettant d'identifier le secteur d'activité du répondant, sa fonction au sein de l'organisme ou de l'entreprise et la municipalité ou la MRC dans laquelle il œuvre. Une question permet également d'évaluer le degré de connaissance qu'a le répondant concernant la Politique.

La **première partie** du questionnaire concerne les objectifs généraux et les grandes orientations de la Politique. Dans la majorité des cas, ces questions ne nécessitent pas une connaissance factuelle de la gestion des matières résiduelles, mais concernent plutôt les principes d'application. Les choix de réponses sont donc volontairement restreints, obligeant le répondant à émettre une opinion claire. Les questions ont été conçues de façon à laisser peu de place à l'ambiguïté. Dans certains cas, cependant, une réponse ouverte est permise. Cette partie du questionnaire fut envoyée à tous les répondants.

La **deuxième partie** du questionnaire concerne l'application de la Politique sur le territoire du répondant. Le territoire en question peut être une ou des municipalités ou municipalités régionales, selon le territoire dans lequel œuvre l'organisme ou l'entreprise du répondant. Certaines de ces questions concernent des données factuelles que le répondant est susceptible de ne pas connaître. Le choix de réponses tient compte de cette possibilité. Dans certains cas, le répondant est invité à produire une estimation en pourcentage. Tous les répondants sont appelés à répondre à cette seconde partie.

La **troisième partie** du questionnaire concerne les objectifs de récupération par secteur et par matière. Les secteurs sont ceux identifiés dans la Politique, soient le secteur municipal, le secteur des industries, des commerces et des institutions (ICI) et le secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). Les tableaux présentés indiquent les objectifs à atteindre, selon la Politique, d'ici 2008 par secteur et par type de matière. Le taux de récupération atteint en 2002 et les tendances 2000-2002 sont également indiquées. Le répondant est invité à produire une estimation, en pourcentage et au meilleur de ses



connaissances, des taux de récupération qui seront atteints en 2008. Une question ouverte permet de plus au répondant de mentionner quels sont, selon lui, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour chaque secteur et quelles seraient les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs.

Une version complète du questionnaire fut envoyée aux représentants des MRC, aux responsables des régies de gestion et des sites d'enfouissement, aux responsables des centres de valorisation et de récupération, aux spécialistes en environnement et aux groupes environnementaux. Une version partielle fut expédiée aux autres répondants en y incluant que les tableaux les concernant (voir Tableau 6).

### **4.3 Analyse des résultats**

Les réponses aux questionnaires ont été intégrées à une base de données constituée dans le logiciel *Access* de *Microsoft* afin de faciliter les analyses. Dans le cas des réponses à choix multiples, la proportion des répondants ayant sélectionné chaque choix de réponses a été compilée. Dans le cas des réponses chiffrées (%), la moyenne et l'écart type ont été calculés. Les réponses ouvertes ont été évaluées de façon qualitative en tentant de dégager les tendances.

Dans un premier temps, la compilation des répondants par choix de réponses et le calcul de la moyenne des pourcentages ont été effectués de façon globale, sans tenir compte de la stratification de l'échantillonnage. Dans un deuxième temps, la compilation a été effectuée par région d'abord, puis pour chacun des neuf secteurs d'activités. Afin de simplifier l'analyse régionale des résultats, les régions administratives furent regroupées en trois classes, soit les régions métropolitaines (RM), les régions périphériques (RP) et les régions éloignées (RE) (Tableau 8).

En ce qui concerne les questions à choix multiples, les résultats sont présentés sous forme de graphiques, lesquels sont regroupés en une ou deux pages par question. Chaque page commence par la présentation de la question et des choix de réponses. Les réponses à cette question pour l'ensemble des répondants sont ensuite présentées. Le nombre de répondants

par région et par secteur est ensuite indiqué. Dans le cas des réponses numériques, les résultats sont présentés sous forme de *boxplots* et les moyennes et les écarts types sont indiqués. Une analyse de variance fut réalisée (ANOVA) dans le logiciel *SYSTAT* afin de déterminer si l'une des moyennes est significativement différente des autres ( $p \leq 0,05$ ). Les réponses libres furent enfin compilées et résumées.

## **CHAPITRE V**

### **RÉSULTATS**

Dans une première étape, les réponses de 204 répondants ont été transférées dans la base de données Access. Dans une deuxième étape, soixante-cinq questionnaires supplémentaires ont été envoyés dans différents secteurs où le taux de répondants était particulièrement faible suite au premier envoi. Ainsi, 65 questionnaires supplémentaires ont été acheminés par la poste, et 33 questionnaires sont revenus pour porter le total des répondants à 238, pour un taux de réponse global de 31,5%. Le Tableau 7 dresse un résumé du nombre de répondants et du pourcentage de répondants dans chaque secteur. Il est à noter que le pourcentage espéré de 30,0% de répondants a été atteint. Les secteurs ayant les taux de réponses les plus élevés sont les MRC, avec un taux de 36,9%, les municipalités (MUN), avec un taux de 37,5%, les incinérateurs (INC), avec un taux de 40,0%, et les lieux d'enfouissement sanitaires, avec un taux de 43,1%. Cependant, les résultats des incinérateurs ne seront pas analysés, l'échantillonnage étant trop faible avec seulement deux répondants.

Le tableau 8 indique la provenance des répondants par regroupement des régions en régions métropolitaines (RM), régions périphériques (RP) et régions éloignées (RE); la provenance des régions de certains questionnaires n'était pas indiquée, ceux-ci sont d'origines inconnues (IN). Le plus grand nombre de répondants dans chaque regroupement se retrouve dans les régions de la Capitale Nationale et Montréal avec respectivement 29 et 30 répondants pour les régions métropolitaines (RM); en Estrie (18 répondants), dans les Laurentides (18) et en Montérégie (19) pour les régions périphériques (RP); et au Saguenay-Lac-St-Jean (10 répondants) et dans le Bas-Saint-Laurent (12) pour les régions éloignées (RE).

**Tableau 7 : Nombre de répondants par secteur**

Secteurs	Code	Sources	Nombre approximatif d'organismes par secteur	Nombre de questionnaires envoyés	Nbre de répondants	Taux de réponse (%)	Type de questionnaire
Municipalités	MUN	Répertoire des municipalités (MAM)	1096	Municipalités : 0-10 000 : 129 10-50 000 : 55 50 000 et + : 16 <b>Total : 200</b>	<b>75</b>	37,5	Partiel (MUN)
MRC	MRC	Répertoire des municipalités (MAM)	90	65	<b>24</b>	36,9	Complet
Régies de gestion et sites d'enfouissement	LES	Recyc-Québec	65	65	<b>28</b>	43,1	Complet
Dépôts de matériaux secs	DMS	Recyc-Québec	59	59	<b>15</b>	25,4	Partiel et CRD et ICI
Dépôts en tranchée	DET	Recyc-Québec	301	71	<b>22</b>	31,0	Partiel et MUN
Incinérateurs	INC	Recyc-Québec	5	5	<b>2</b>	40,0	Partiel et MUN
Centres de valorisation et de récupération	VAL	Recyc-Québec	580	100	<b>24</b>	24,0	Complet
Spécialistes en environnement	EXP	Recyc-Québec et autres	N.D.	30	<b>6</b>	20,0	Complet
Groupes environnementaux et groupes de pression	GDP	Recyc-Québec Conseil Patronal de l'Environnement Associations Québec	N.D.	30	<b>8</b>	26,7	Complet
Industrie-commerce-institution	ICI	Recyc-Québec CRIQ	N.D.	Institutions : 30 Commerces : 40 Industries : 30 <b>Total : 100</b>	<b>Tot : 27</b>	27,0	Partiel et ICI
Construction-rénovation-démolition	CRD	Recyc-Québec CRIQ	N.D.	Constructions : 10 Rénovation : 10 Démolition : 10 <b>Total : 30</b>	<b>Tot: 7</b>	23,3	Partiel et CRD
				<b>755</b>	<b>238</b>	<b>31,5</b>	

**Tableau 8 : Regroupement des régions administratives en trois classes**

Regroupement	Région administrative	Code	Nombre répondants
<b>RM</b> Régions métropolitaines	Montréal	06	30
	Capitale-Nationale	03	29
	Laval	13	3
<b>Total RM : 62</b>			
<b>RP</b> Régions périphériques	Mauricie	04	13
	Estrie	05	18
	Outaouais	07	4
	Chaudière-Appalaches	12	11
	Lanaudière	14	13
	Laurentides	15	18
	Montérégie	16	19
	Centre-du-Québec	17	8
<b>Total RP : 104</b>			
<b>RE</b> Régions éloignées	Bas-Saint-Laurent	01	12
	Saguenay–Lac-Saint-Jean	02	10
	Abitibi-Témiscamingue	08	8
	Côte-Nord	09	5
	Nord-du-Québec	10	9
	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11	7
<b>Total RE : 51</b>			
<b>IN</b> Inconnues			21
<b>Total : 238</b>			

Les résultats bruts seront d'abord présentés pour chacune des questions. Une ou deux pages sont consacrées à chaque question. Le résultat global est d'abord présenté sous forme graphique, sans tenir compte de la stratification par région ou par secteur. Le nombre de répondants est ensuite indiqué. Enfin, les résultats par région et par secteurs sont présentés également sous forme graphique. Les sections 5.1 à 5.3 présentent une synthèse des principaux résultats.

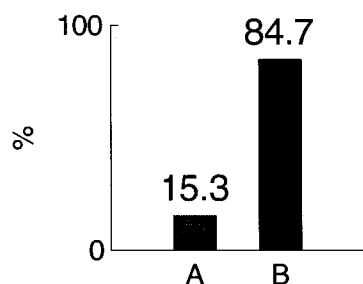
---

**Question 1**

Croyez-vous que l'objectif de valoriser 65% des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement sera totalement atteint d'ici 2008?

A) oui

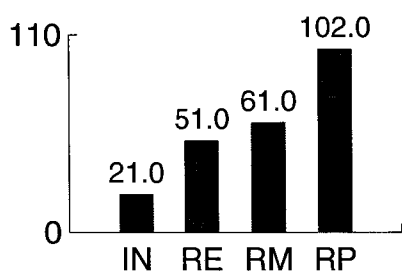
B) non



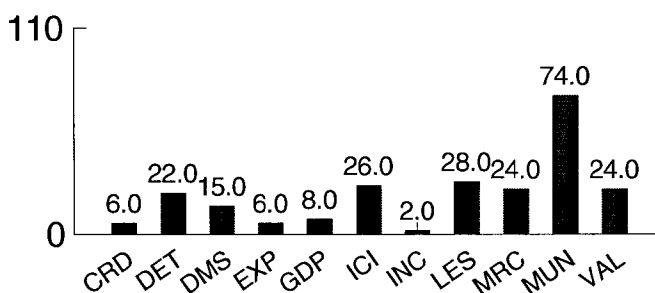

---

Nombre de répondants : 235

Par région

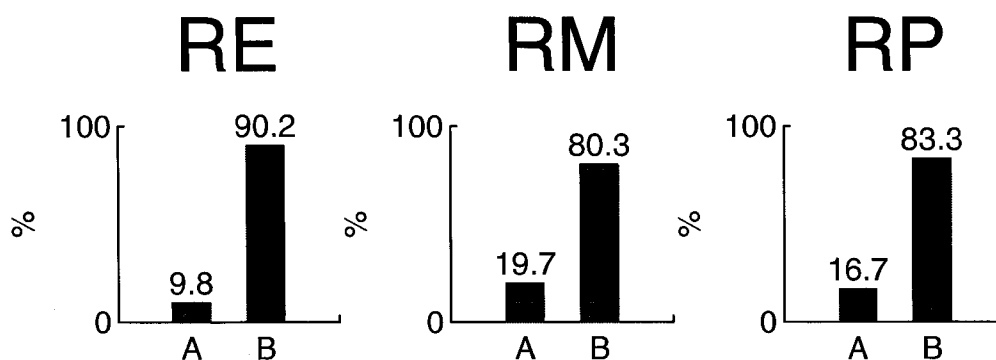


Par secteur

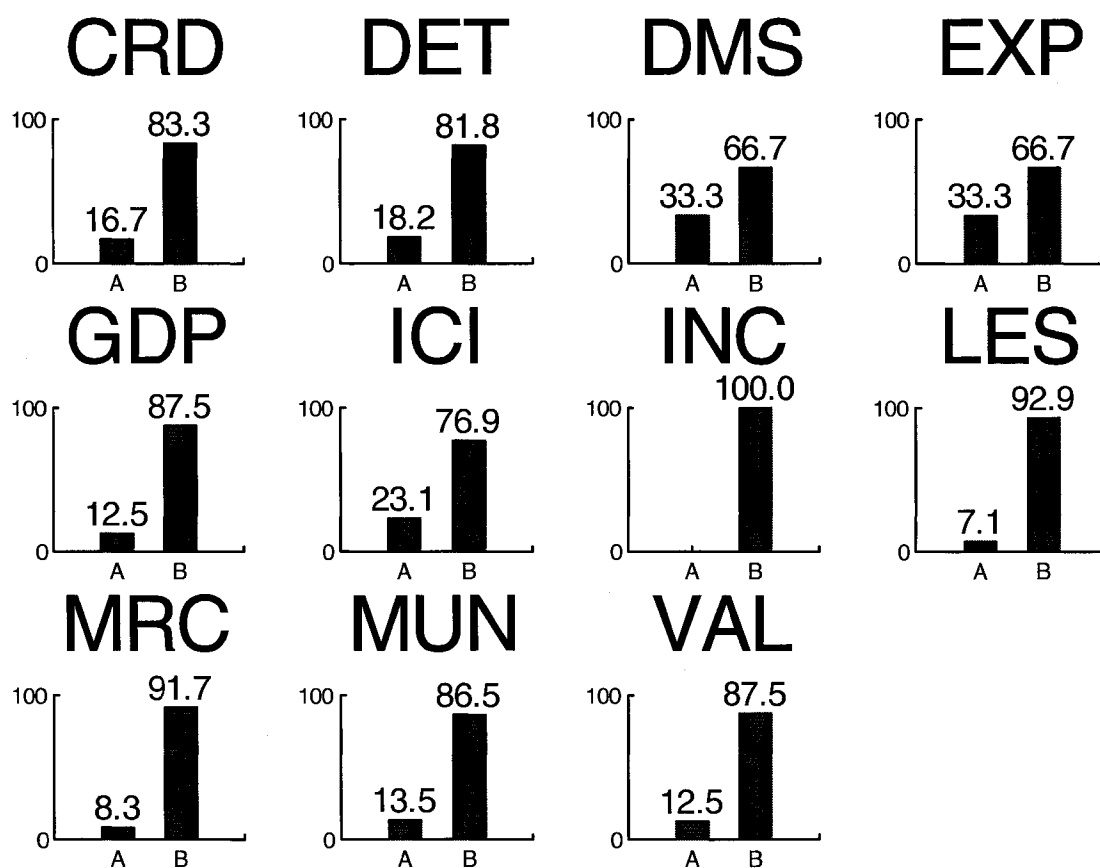



---

Résultats par région



## Résultats par secteur (%)



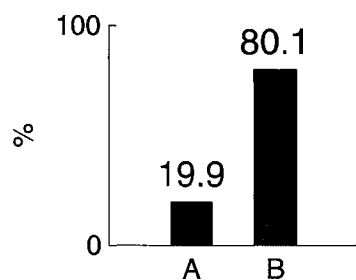
---

**Question 2**

Croyez-vous que l'objectif de sécuriser pour les personnes et l'environnement les activités d'élimination des déchets sera totalement atteint d'ici 2008?

A) oui

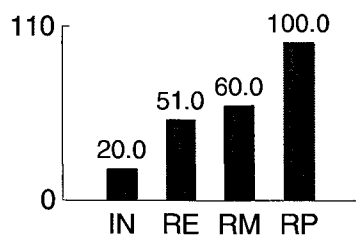
B) non



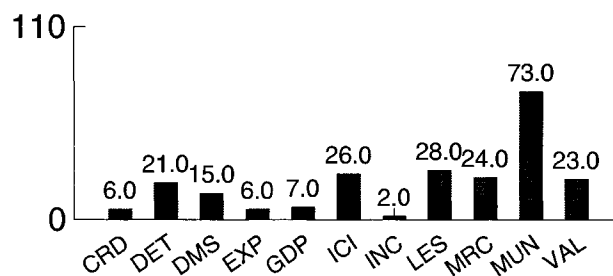

---

Nombre de répondants : 231

**Par région**

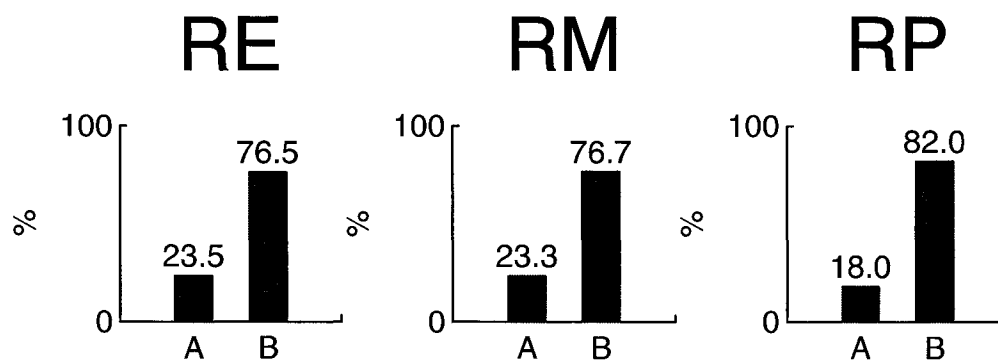


**Par secteur**



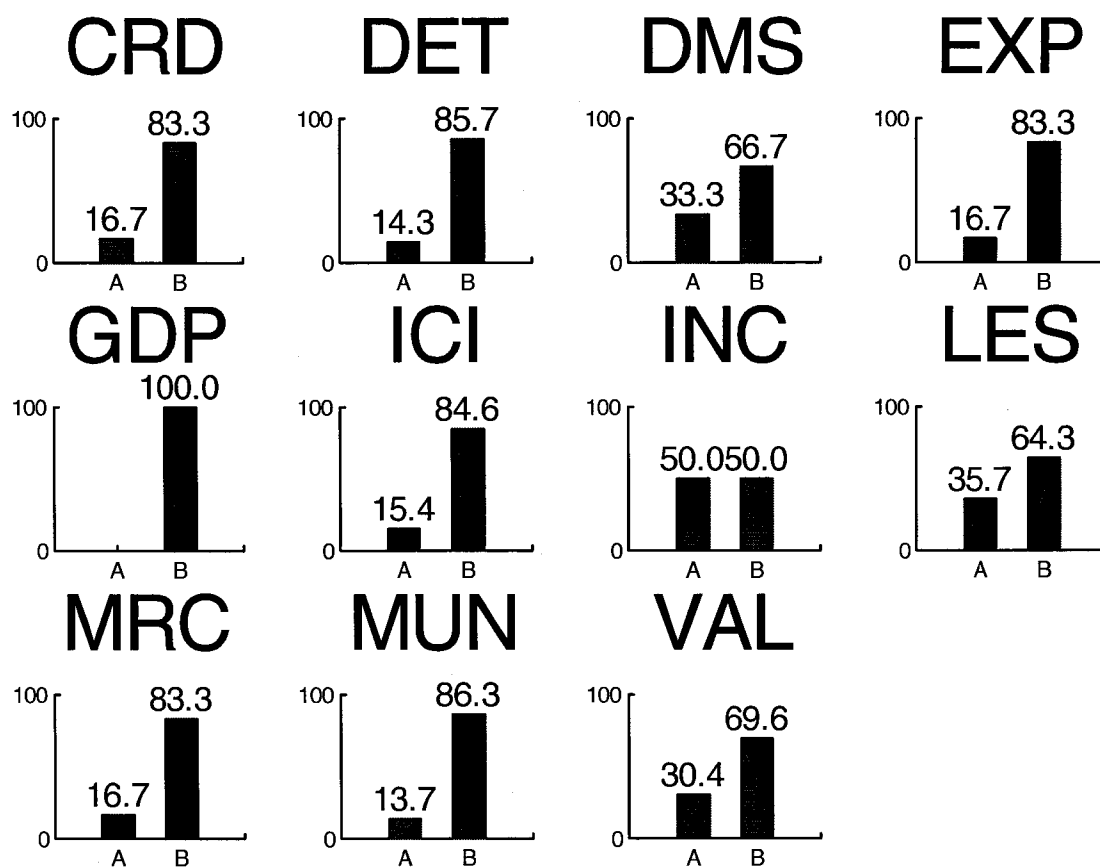

---

**Résultats par région**





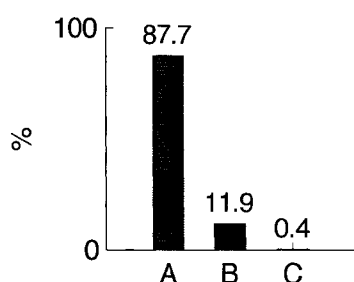
---

Résultats par secteur (%)

### Question 3

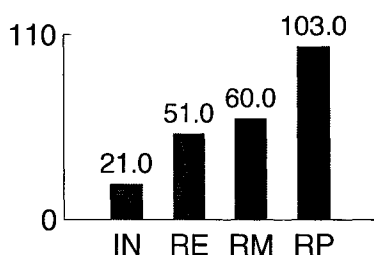
Dans la gestion des matières résiduelles à traiter, la Politique s'appuie, entre autres, sur le principe des 3R-V : la réduction à la source, la réutilisation, le recyclage, la valorisation et l'élimination. Croyez-vous que **la réduction à la source, la réutilisation, le recyclage et la valorisation** des matières résiduelles peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique?

A) oui, de façon significative      B) uniquement de façon marginale      C) non

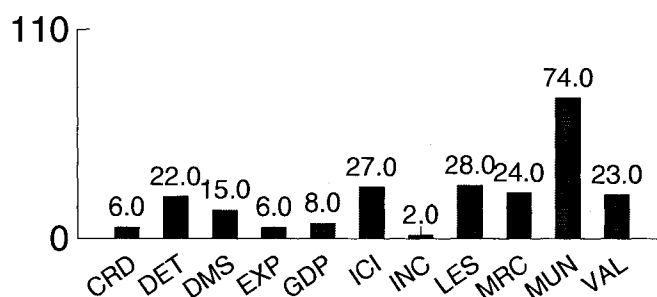


Nombre de répondants : 235

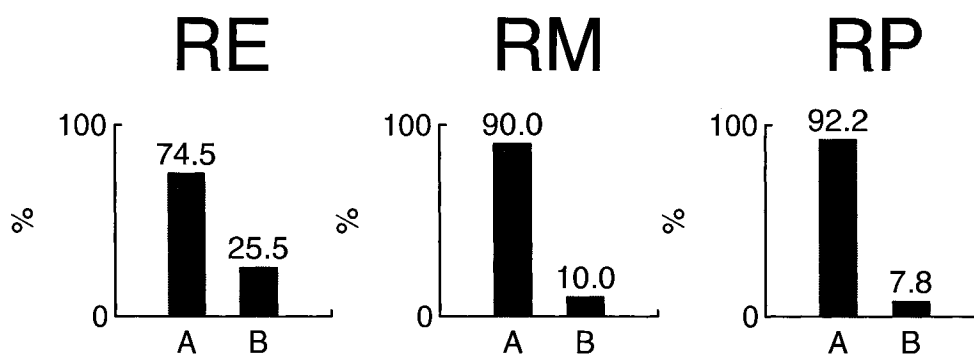
Par région



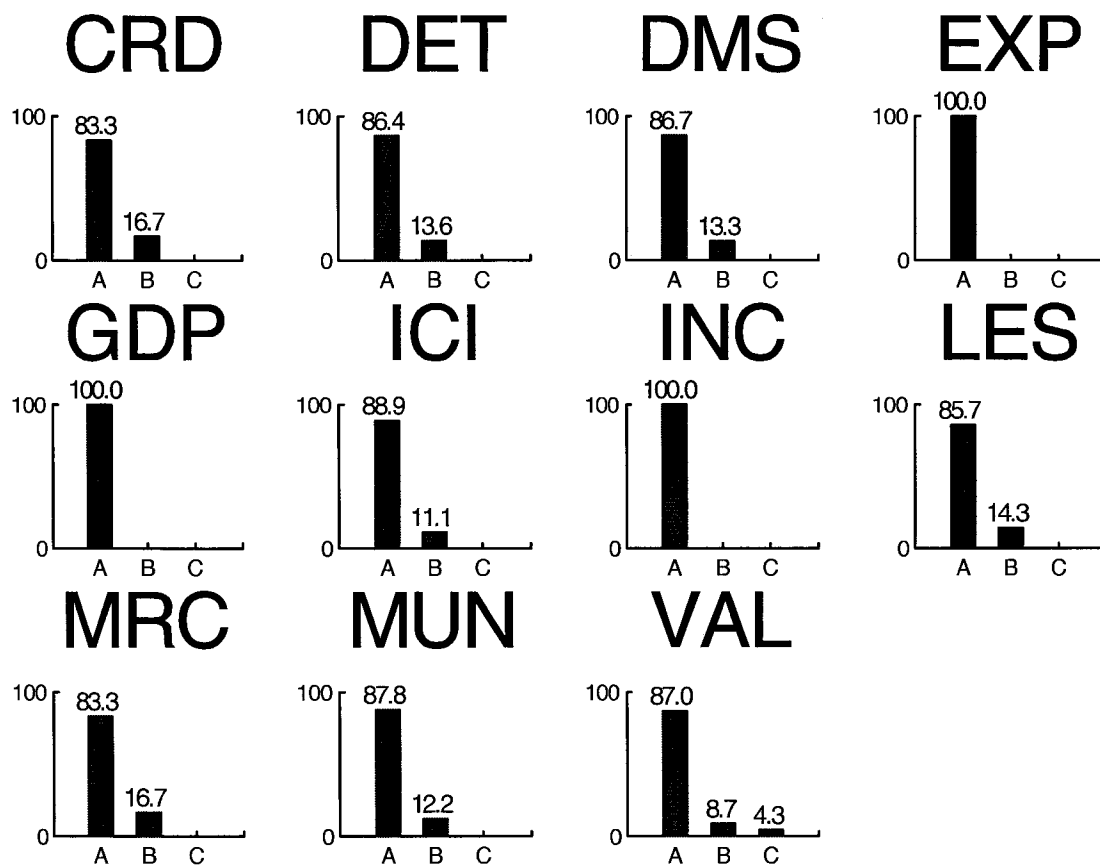
Par secteur



Résultats par région



---

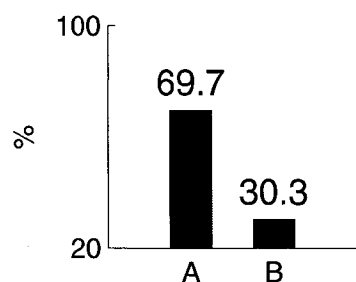
Résultats par secteur (%)

### Question 4

Croyez-vous que **l'élimination par enfouissement ou incinération** demeurera le principal mode de gestion des matières résiduelles (plus de 50%) au cours de cette décennie?

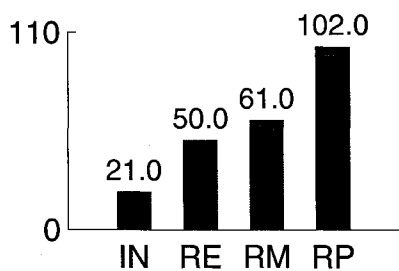
A) oui

B) non

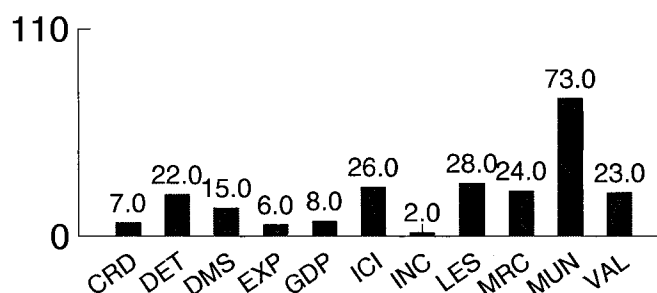


Nombre de répondants : 234

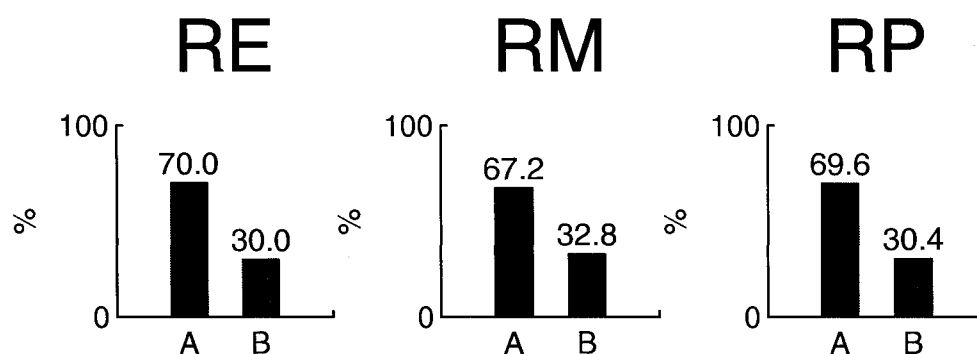
Par région



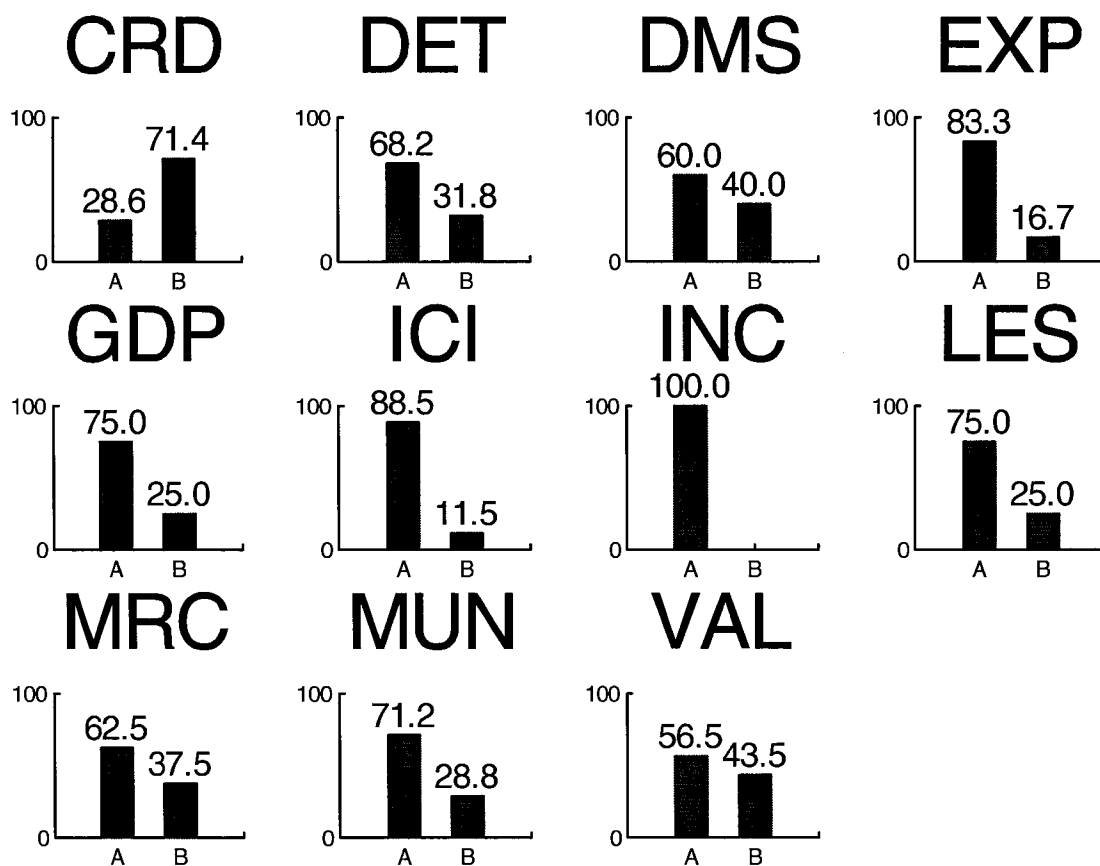
Par secteur



Résultats par région



---

Résultats par secteur (%)

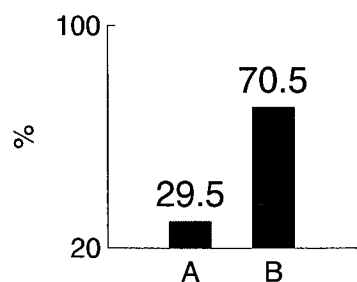
---

**Question 5**

La **récupération et la valorisation** des matières résiduelles peuvent-elles, à moyen terme, complètement s'autofinancer?

A) oui

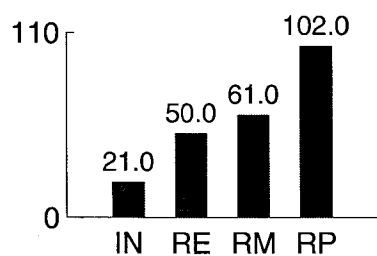
B) non



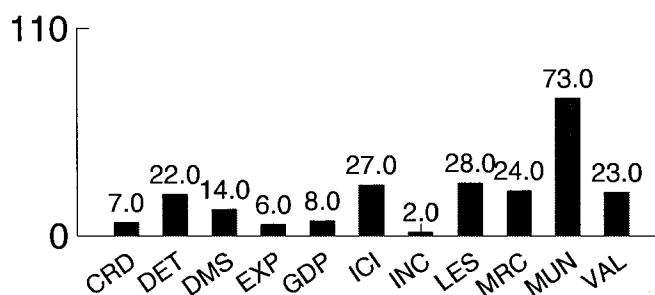

---

Nombre de répondants : 234

**Par région**

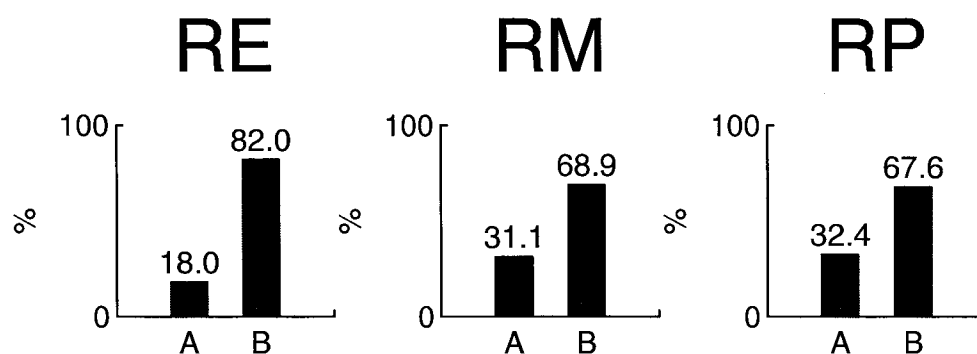


**Par secteur**

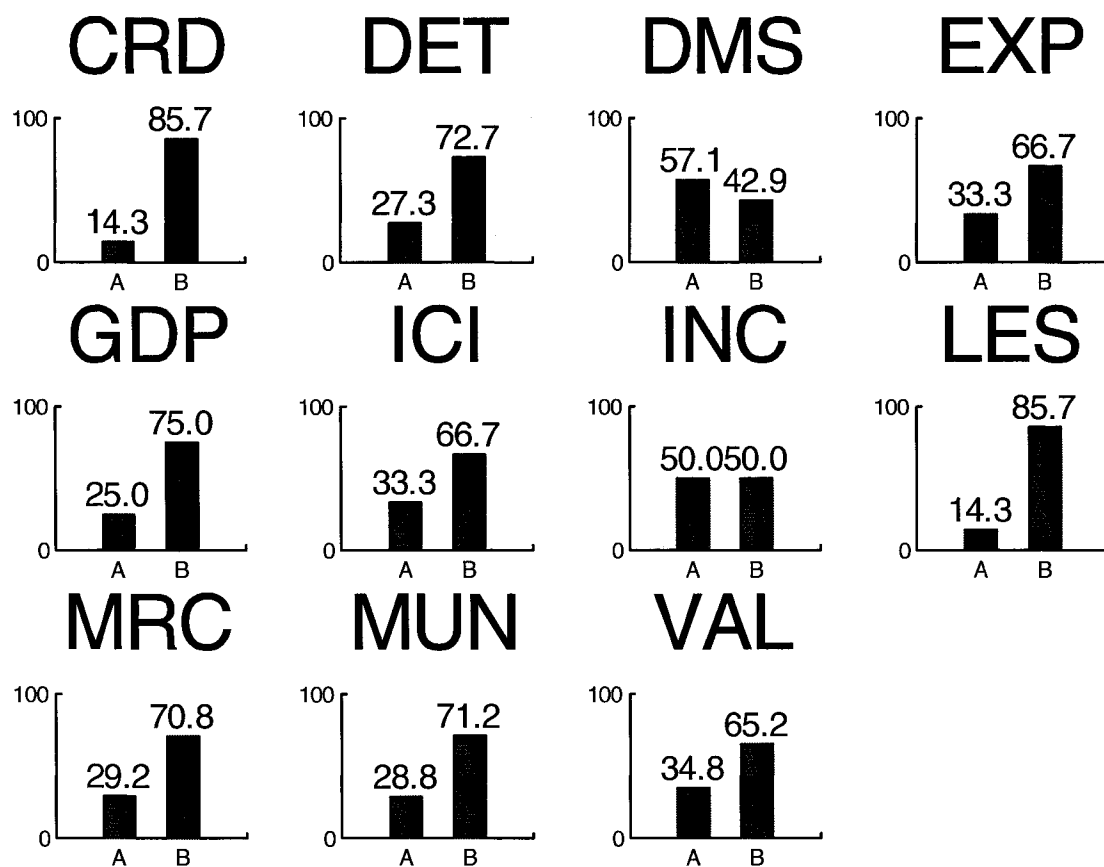



---

Résultats par région



---

Résultats par secteur (%)

---

**Question 6**

Si non, qui devrait financer les activités de récupération et de valorisation déficitaires?

Nombre de répondants : 162

Nombre de répondants par secteur et résumé des réponses :

- CRD (6) : Tous les intervenants devraient payer, gouvernement, producteurs, distributeurs, importateurs, pollueurs et consommateurs.
- DET (16) : Ce sont les compagnies et le gouvernement qui devraient payer.
- DMS (4) : Les producteurs d'emballage, les sites d'enfouissement, les producteurs et le législateur devraient payer.
- EXP (3) : Les fabricants d'emballage et les consommateurs devraient payer.
- GDP (6) : Les entreprises produisant des matières non récupérables devraient payer.
- ICI (19) : Les producteurs devraient payer.
- INC (1) : Les producteurs devraient payer.
- LES (24) : Les producteurs devraient payer.
- MRC (17) : Les producteurs devraient payer.
- MUN (50) : Les payeurs devraient être le gouvernement, les producteurs, les distributeurs, les consommateurs, les municipalités et les citoyens.
- VAL (16) : Les producteurs, les municipalités et le gouvernement devraient payer.

En résumé, une grande part des répondants croit que ce sont les producteurs de biens manufacturés et d'emballages qui devraient prendre en charge le financement des activités de récupération et de valorisation ou qu'à tout le moins les coûts devraient être répartis entre les divers intervenants.



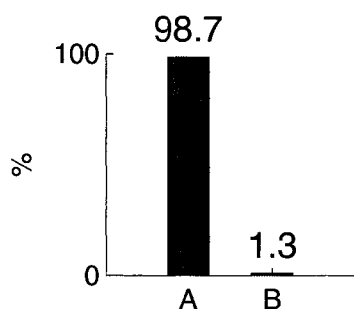
---

**Question 7**

Croyez-vous que les producteurs devraient tenir compte du potentiel de valorisation des matières résiduelles dans le choix des composantes de leurs produits?

A) oui

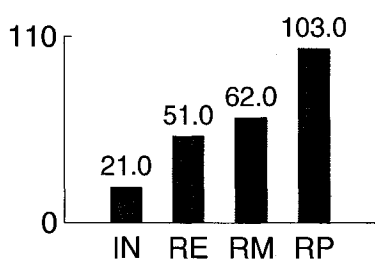
B) non



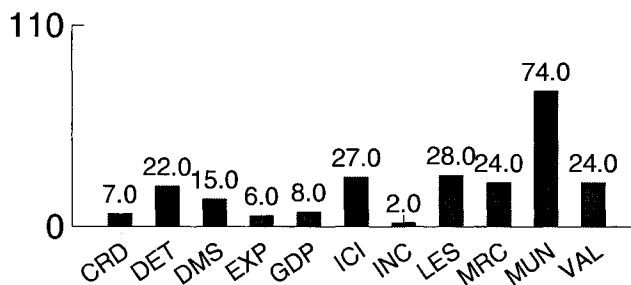

---

Nombre de répondants : 237

**Par région**

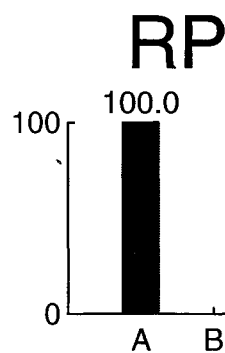
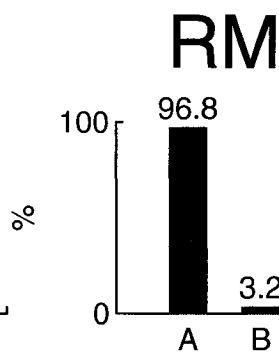
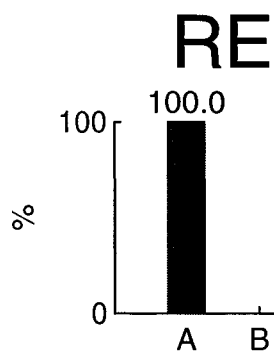


**Par secteur**



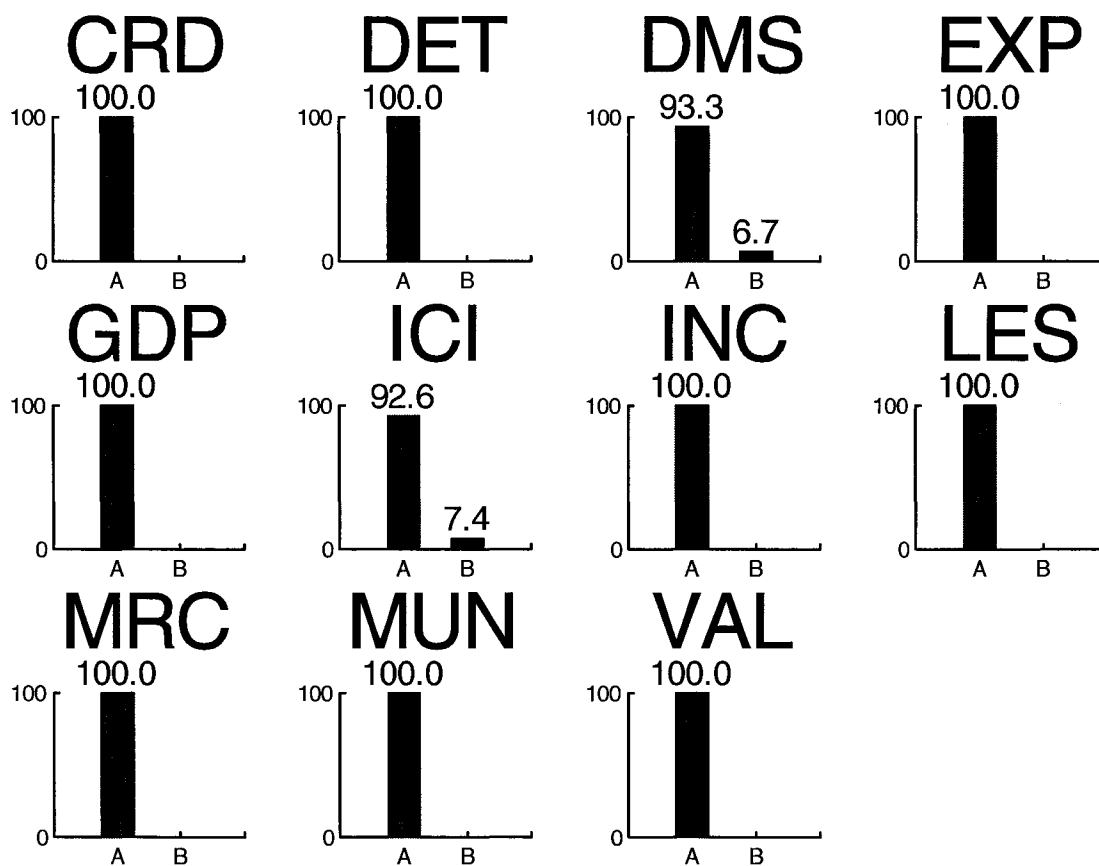

---

**Résultats par région**



---

Résultats par secteur (%)



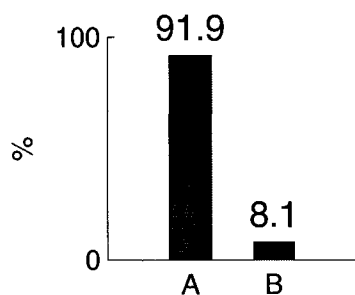
---

**Question 8**

Une réglementation en ce sens devrait-elle être adoptée par le gouvernement provincial?

**A)** oui

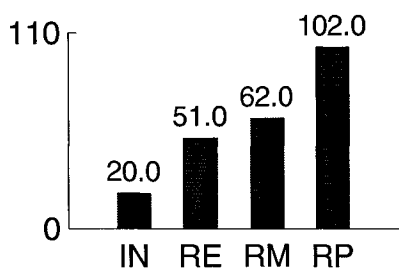
**B)** non



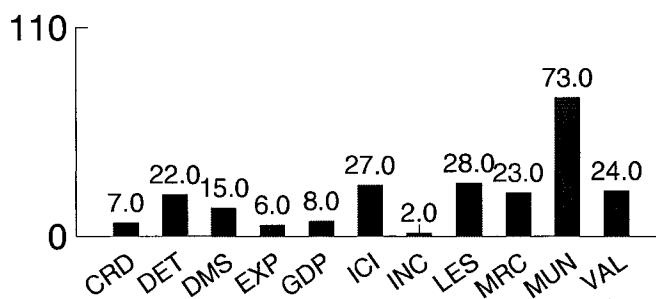

---

Nombre de répondants : 235

**Par région**

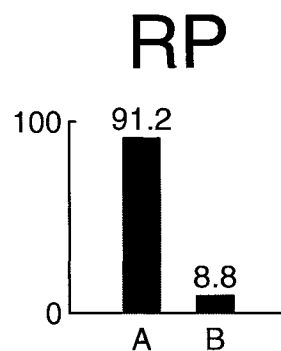
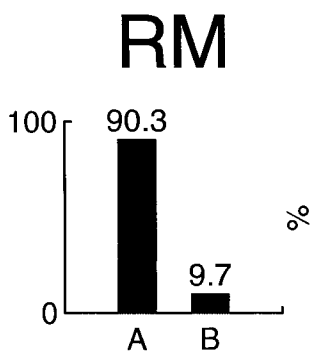
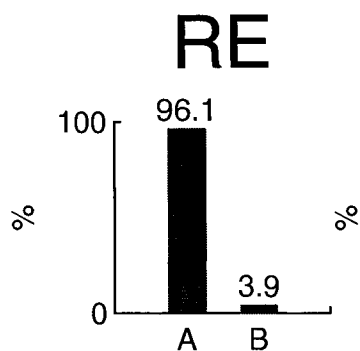


**Par secteur**

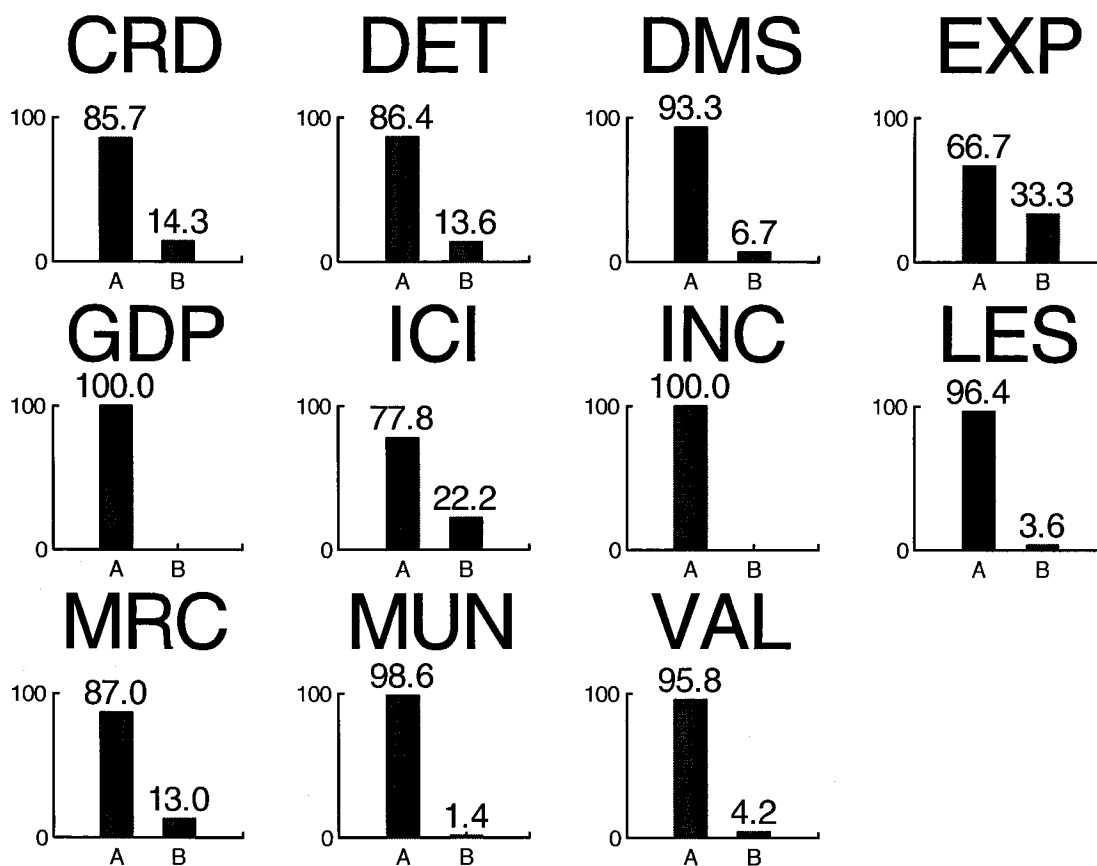



---

Résultats par région



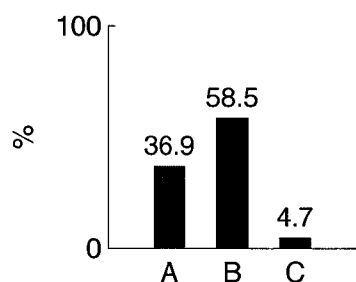
---

Résultats par secteur (%)

### Question 9

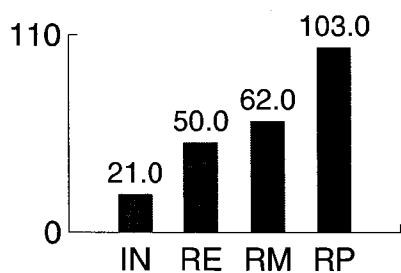
Quelle part des coûts reliés à la **collecte sélective** de leurs produits les producteurs et les importateurs devraient-ils assumer?

A) la totalité    B) une partie    C) aucune

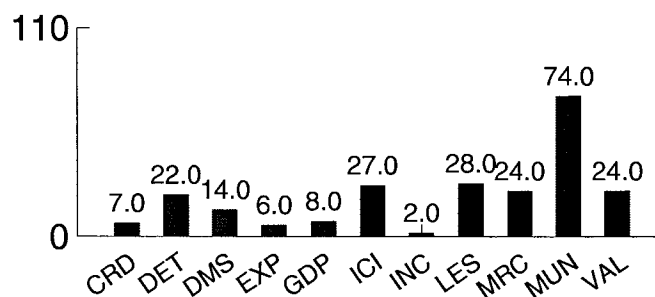


Nombre de répondants : 236

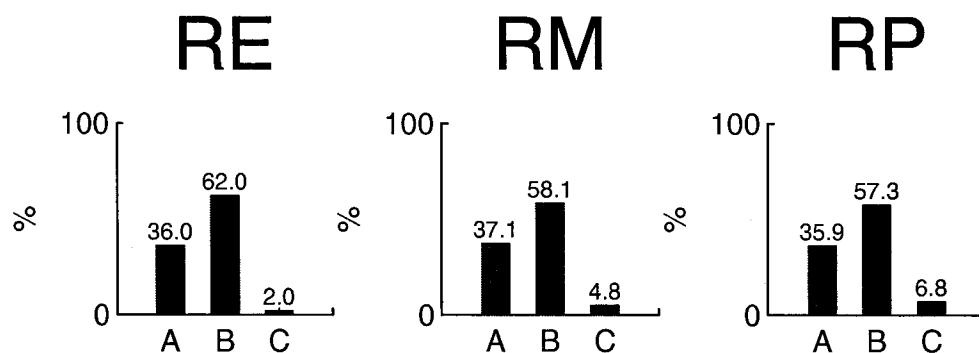
Par région



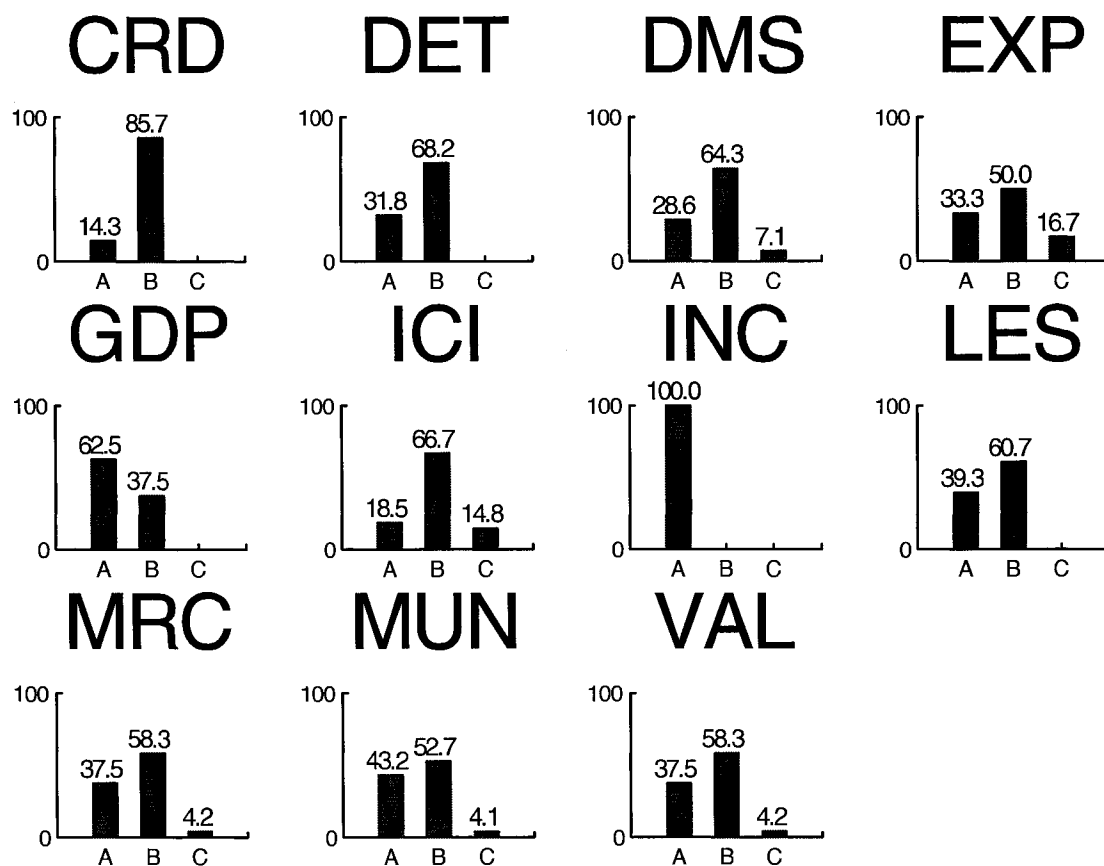
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)



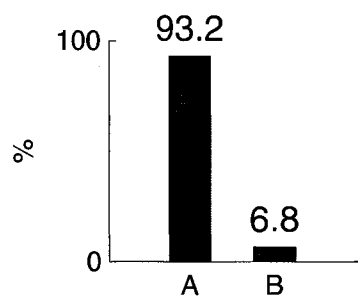
---

**Question 10**

Une réglementation en ce sens devrait-elle être adoptée par le gouvernement provincial?

A) oui

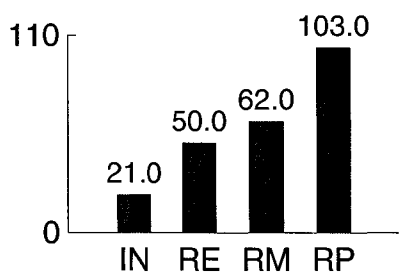
B) non



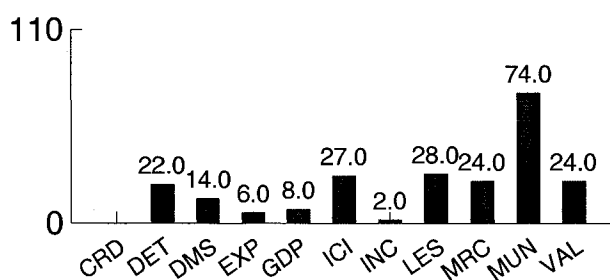

---

Nombre de répondants : 236

**Par région**

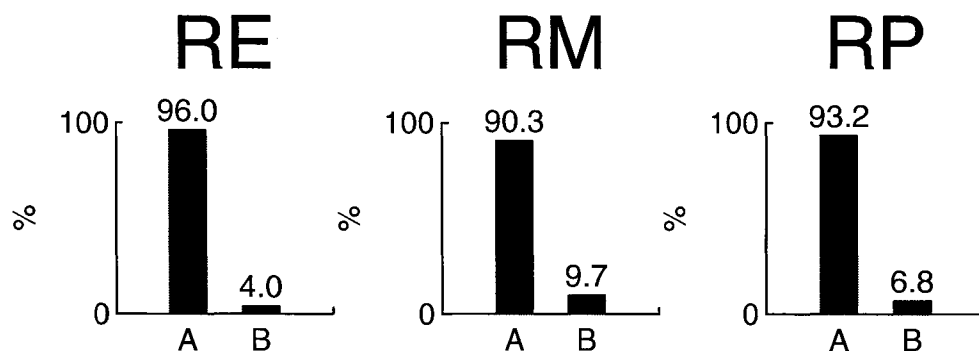


**Par secteur**

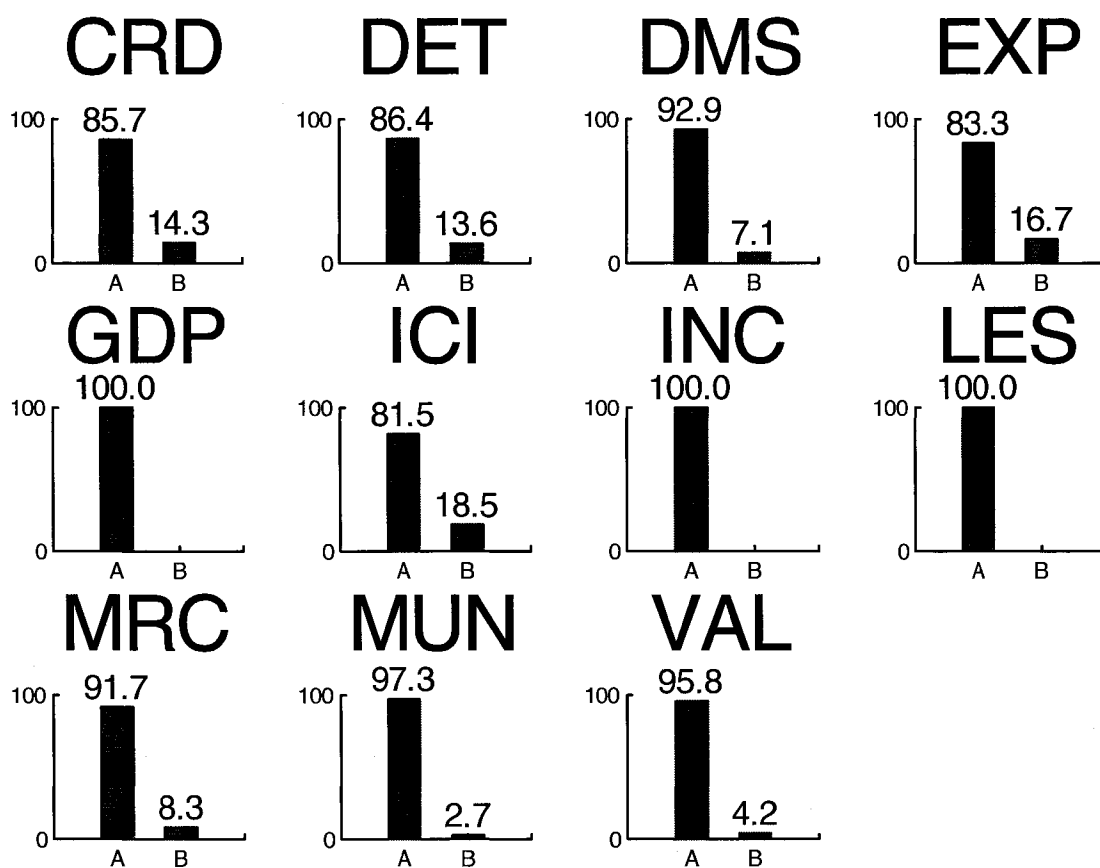



---

Résultats par région



---

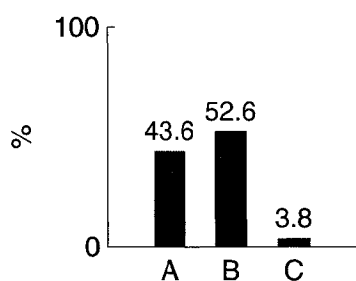
Résultats par secteur (%)



### Question 11

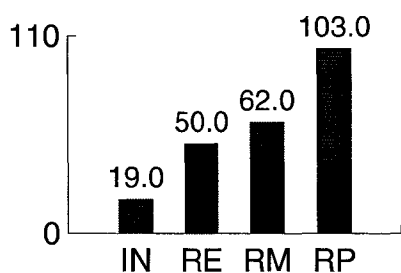
Quelle part des coûts reliés à l'élimination de leurs produits les producteurs et les importateurs devraient-ils assumer?

A) la totalité    B) une partie    C) aucune

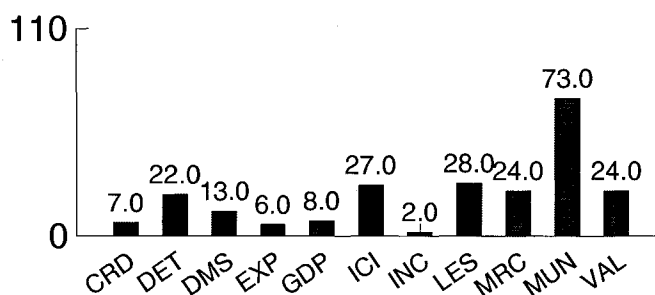


Nombre de répondants : 234

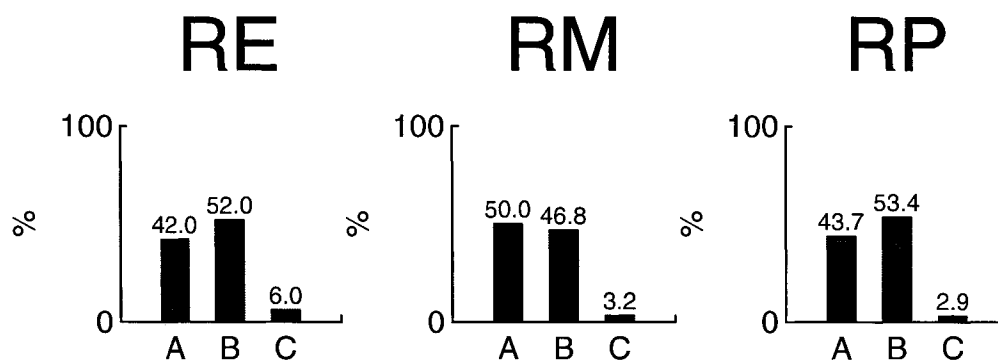
Par région



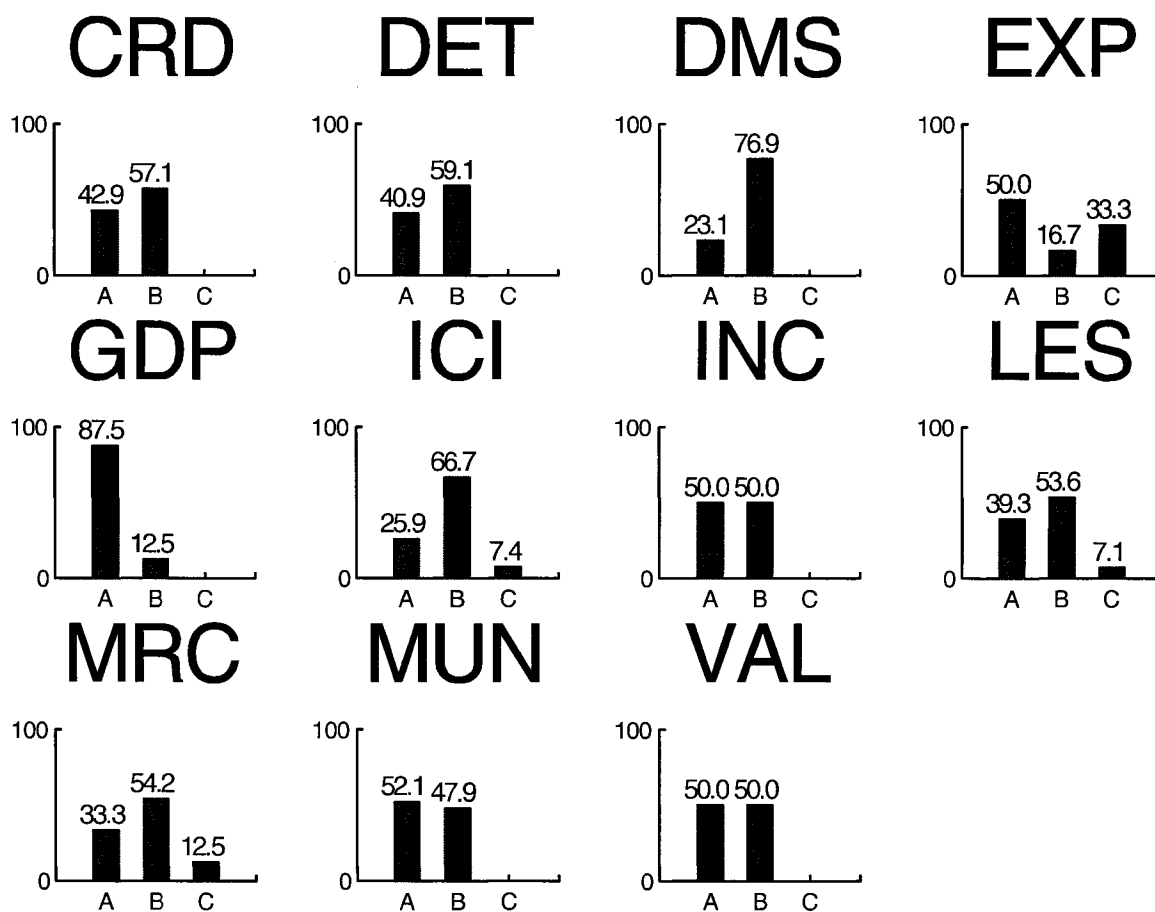
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)



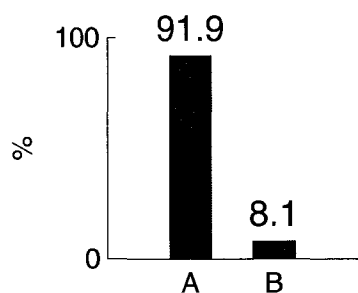
---

**Question 12**

Une réglementation en ce sens devrait-elle être adoptée par le gouvernement provincial?

A) oui

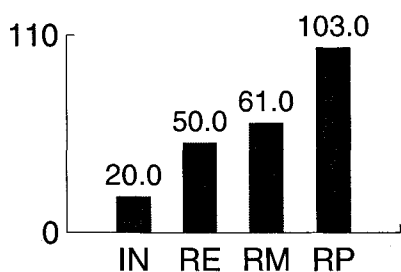
B) non



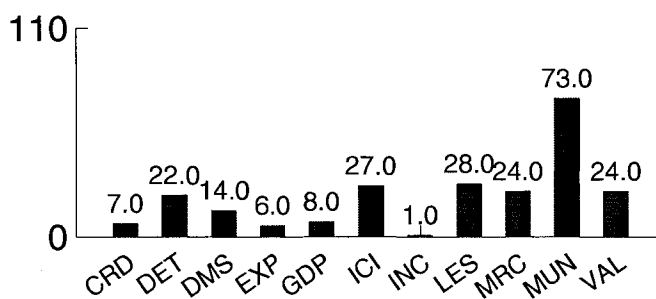

---

Nombre de répondants : 234

**Par région**

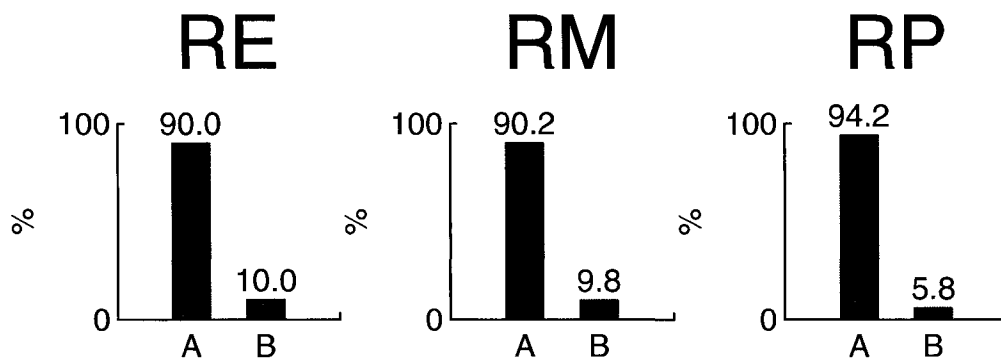


**Par secteur**

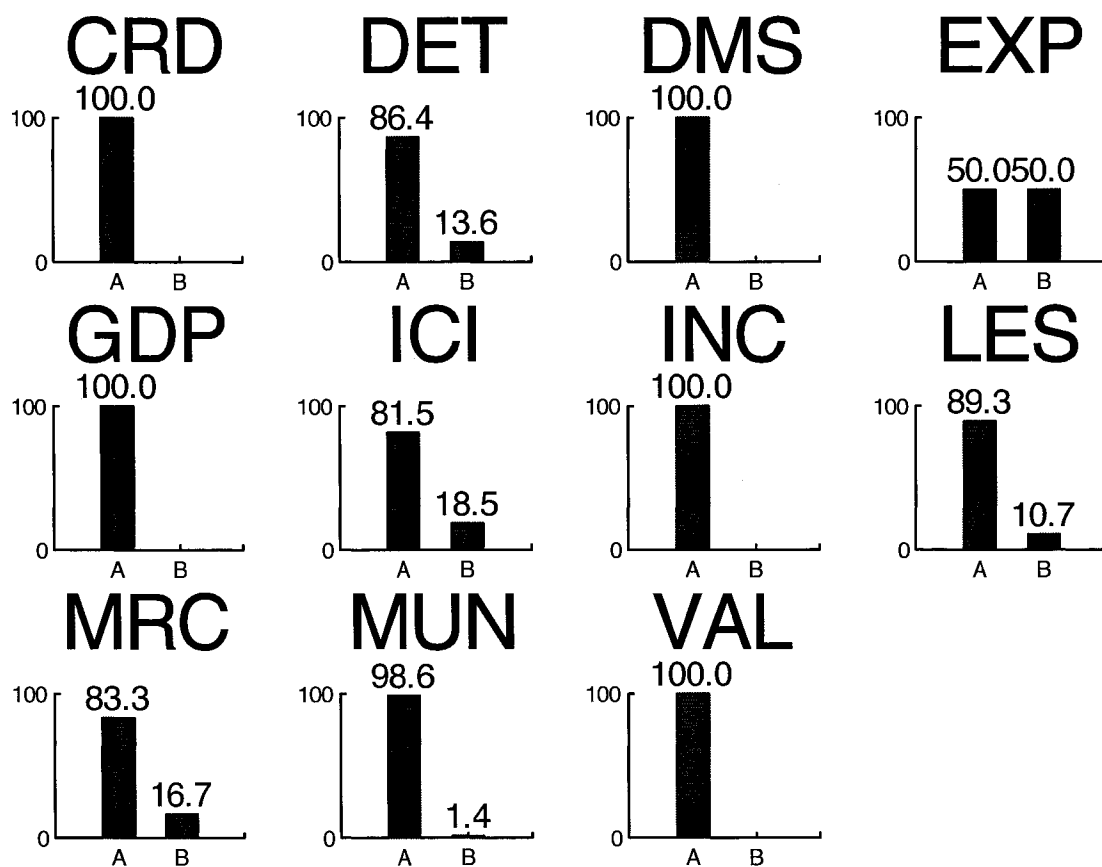



---

Résultats par région



---

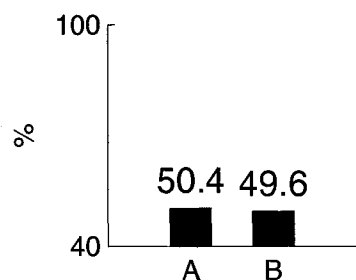
Résultats par secteur (%)

### Question 13

Croyez-vous que l'élimination des matières résiduelles devrait être réalisée en totalité à l'intérieur des limites d'une municipalité régionale?

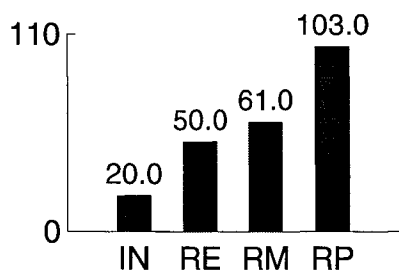
A) oui

B) non

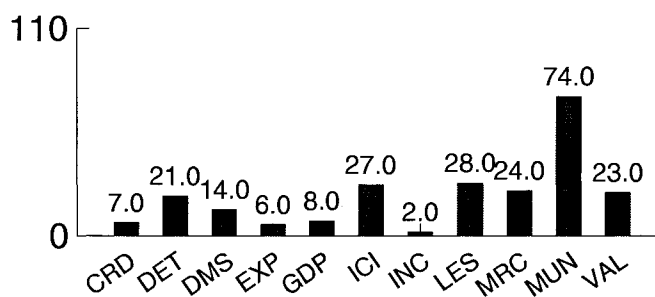


Nombre de répondants : 234

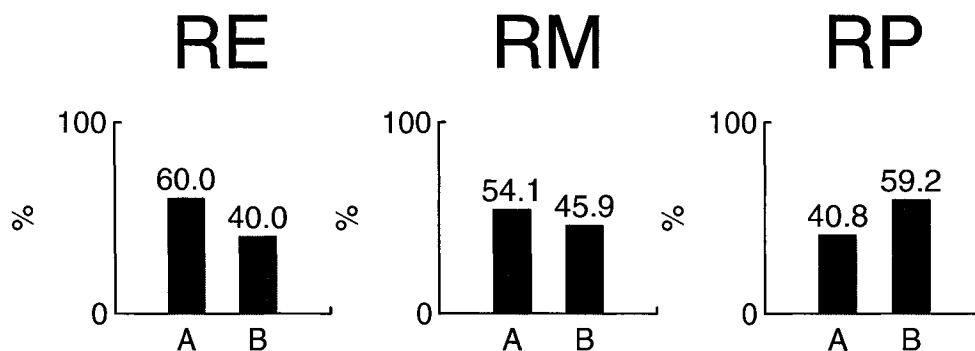
Par région



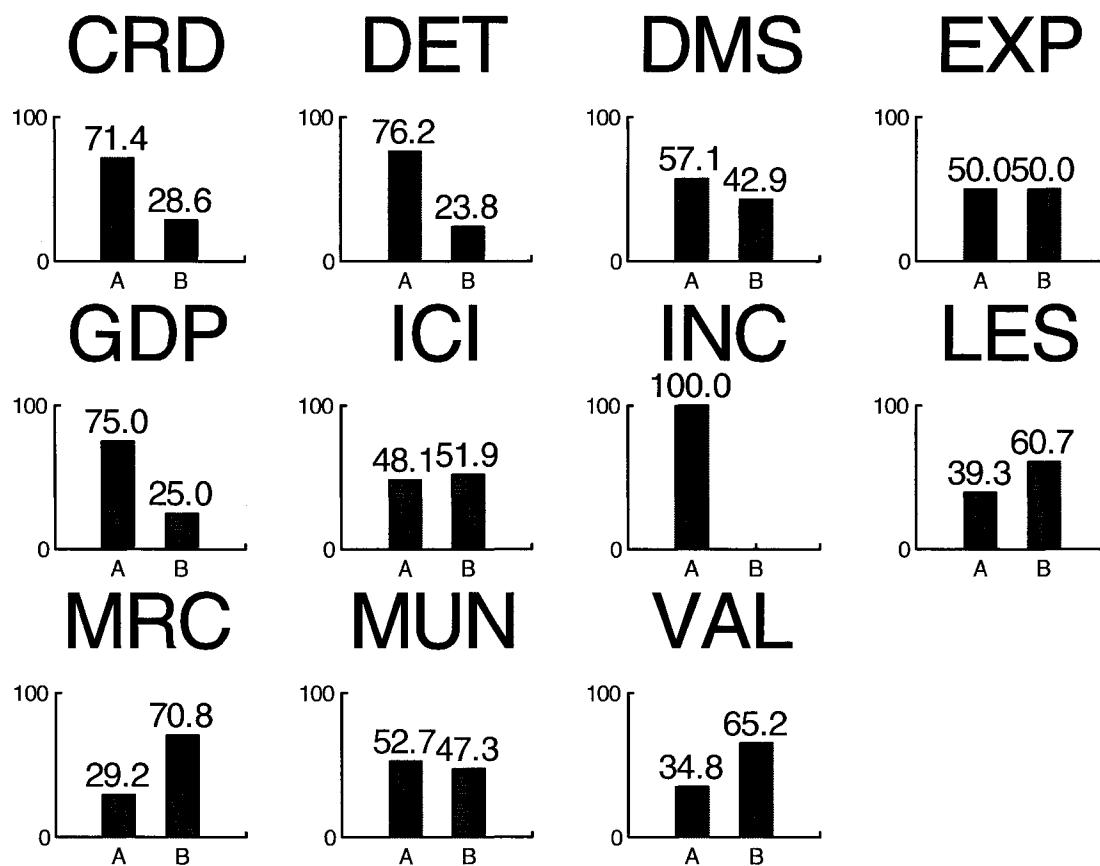
Par secteur



Résultats par région



---

Résultats par secteur (%)

### Question 14

Si non, une limite territoriale devrait-elle être imposée, laquelle?

Nombre de répondants : 113

Nombre de répondants par secteur et résumé des réponses :

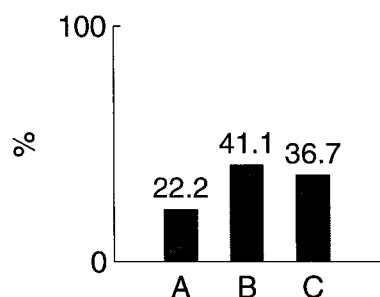
Secteur	En faveur d'une limite territoriale	Limite suggérée
CRD (1)	Oui	MRC
DET (7)	Majoritairement non	MRC, quelques MRC avoisinantes, limite plus étendue dans les régions éloignées
DMS (5)	Majoritairement oui	La province, limite déterminée en fonction des coûts de transport, limite déterminée par le libre marché
EXP (5)	Oui	MRC contiguës, la province, ailleurs
GDP (5)	Oui	MRC, les MRC limitrophes, la région administrative
ICI (11)	Majoritairement oui	La province, les territoires peu peuplés, la région administrative
INC (1)	Oui	Dans un rayon de 50 km du centre de l'agglomération
LES (15)	Oui	La région administrative, limite englobant quelques MRC, un bassin de population suffisant pour réduire les coûts.
MRC (15)	Oui	Selon la densité de population, la région administrative, limite englobant quelques MRC
MUN (35)	Opinions partagées	La région administrative
VAL (13)	Oui	La région administrative

En résumé, la majorité des répondants croit qu'une limite territoriale devrait exister, et cette limite pourrait être la région administrative.

### Question 15

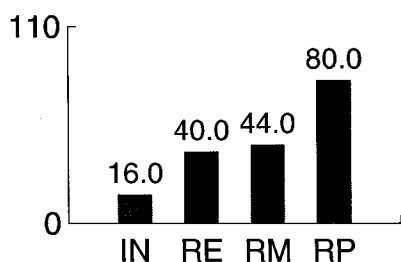
Dans les secteurs à forte densité de population, quelle est, selon vous, la solution à adopter pour l'élimination des matières résiduelles **ne pouvant pas être valorisées** :

- A) Autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de mégasites d'enfouissement destinés à accueillir les matières résiduelles d'une vaste population;
- B) Autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de petits sites d'enfouissement destinés à accueillir les matières résiduelles de la population locale;
- C) Restreindre l'agrandissement ou l'ouverture des sites d'enfouissement et autoriser l'ouverture ou l'accroissement des capacités d'incinérateurs régionaux;
- D) Autre solution.

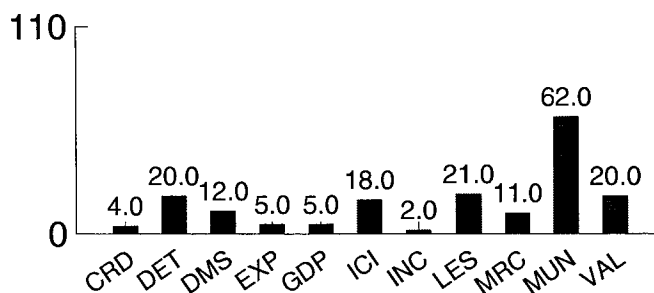


Nombre de répondants : 180

#### Par région

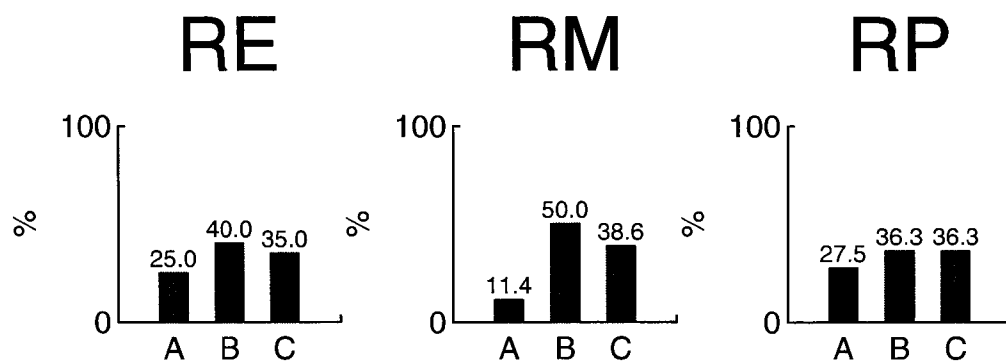


#### Par secteur

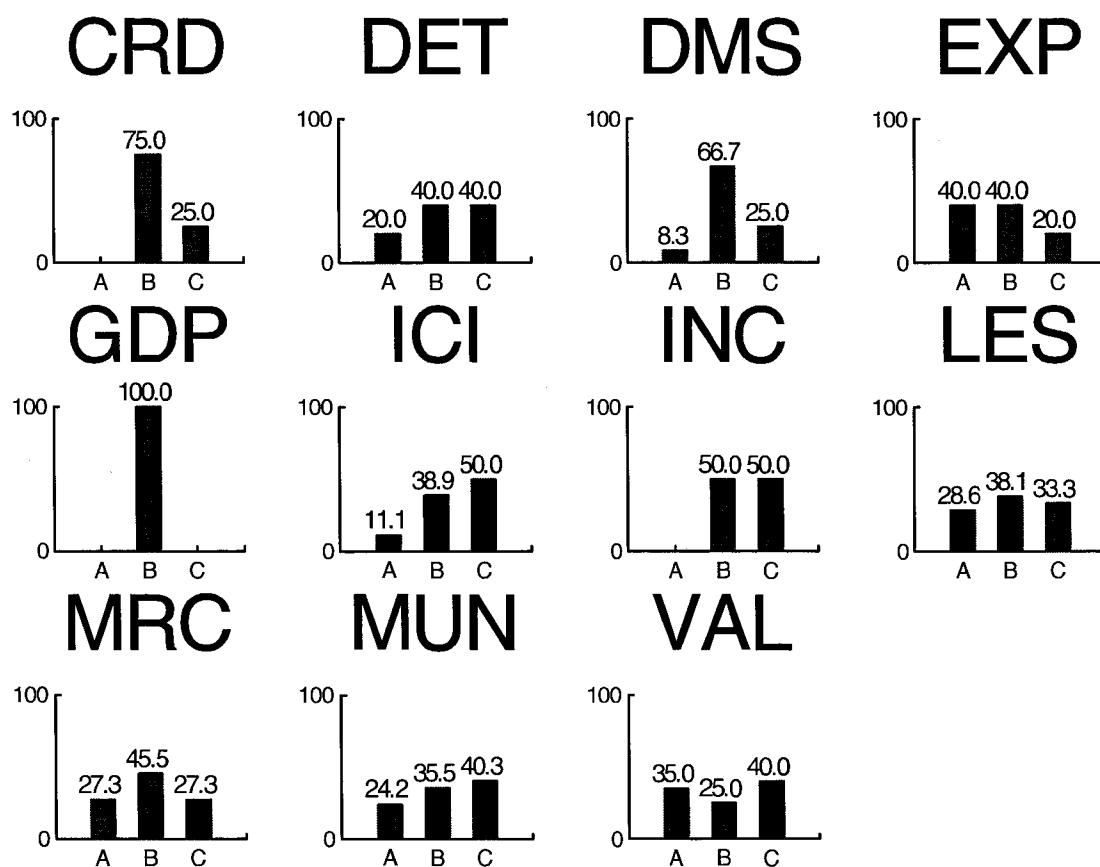




## Résultats par région



## Résultats par secteur (%)



#### D) Autre solution

Nombre de répondants : 40

Nombre de répondants par secteur et résumé des réponses :

- CRD (2) : Création de centres de tri et de compostage.
- DET (2) : Dans les grandes agglomérations, obligation de récupérer et de valoriser les matières résiduelles à 100%.
- DMS (2) : Production d'électricité par cogénération à partir du bois; augmentation de la taxe à l'enfouissement.
- EXP (1) : Incinération en dernier recours.
- GDP (3) : La pyrolyse.
- ICI (6) : Enfouissement des déchets au fond de mines abandonnées; développement de la recherche.
- LES (5) : Agrandissement des sites éloignés de la population.
- MRC (8) : Bioréacteur; compostage; pyrolyse; torches à plasma
- MUN (10) : Bioréacteurs; incinérateurs; anciennes mines.
- VAL (1) : Incinérateurs; usines de cogénération.

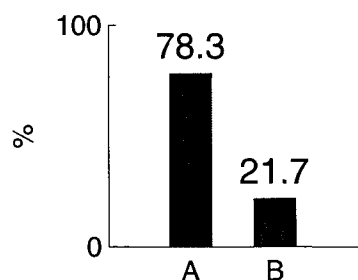
En résumé, aucun moyen ne fait l'unanimité, mais certains sont proposés : obligation de récupérer, les bioréacteurs, l'incinération, les usines de cogénération, l'enfouissement dans des mines désaffectées et les torches au plasma.

### Question 16

Les citoyens et les commerces devraient-ils être facturés en fonction du poids des matières résiduelles **non triées** qu'ils rejettent?

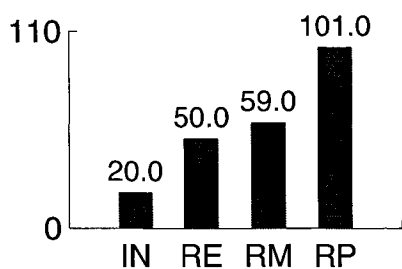
A) oui

B) non

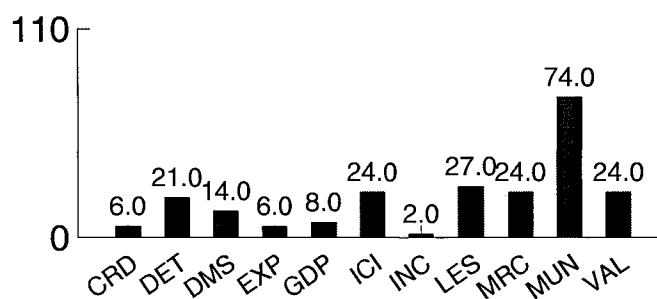


Nombre de répondants : 230

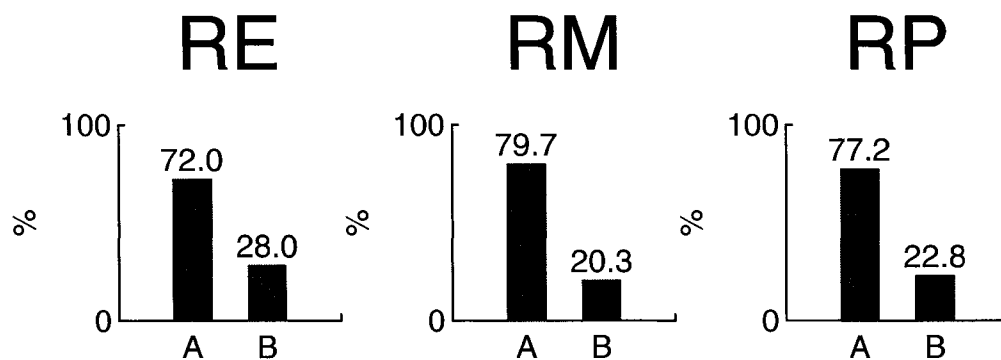
Par région



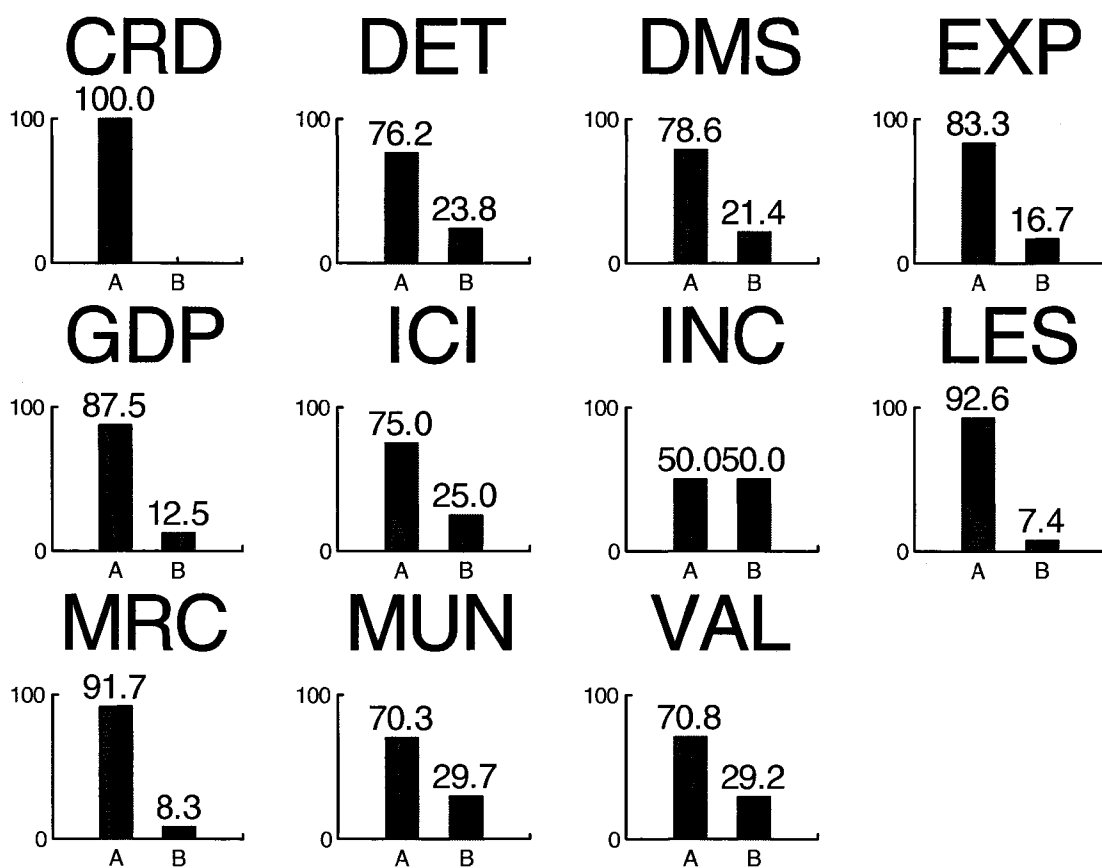
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)

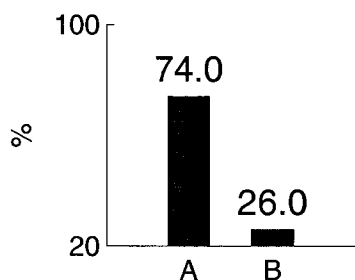


### Question 17

Le coût d'enfouissement à la tonne devrait-il être augmenté afin de créer un incitatif à la récupération et à la valorisation des matières résiduelles?

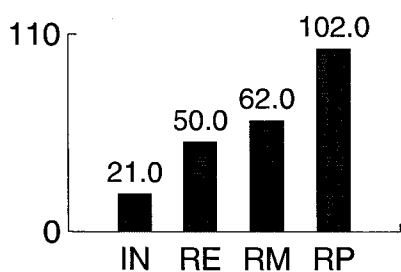
A) oui

B) non

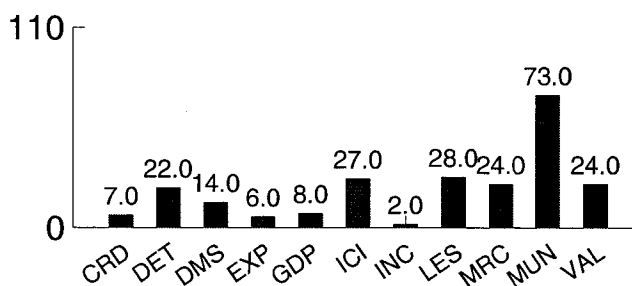


Nombre de répondants : 235

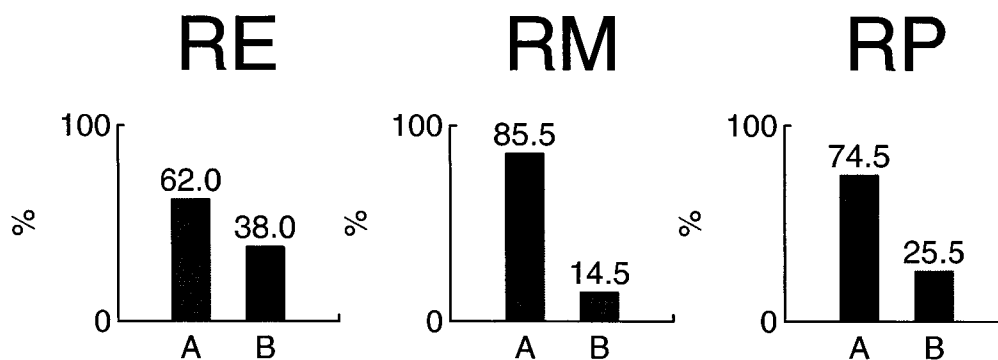
Par région



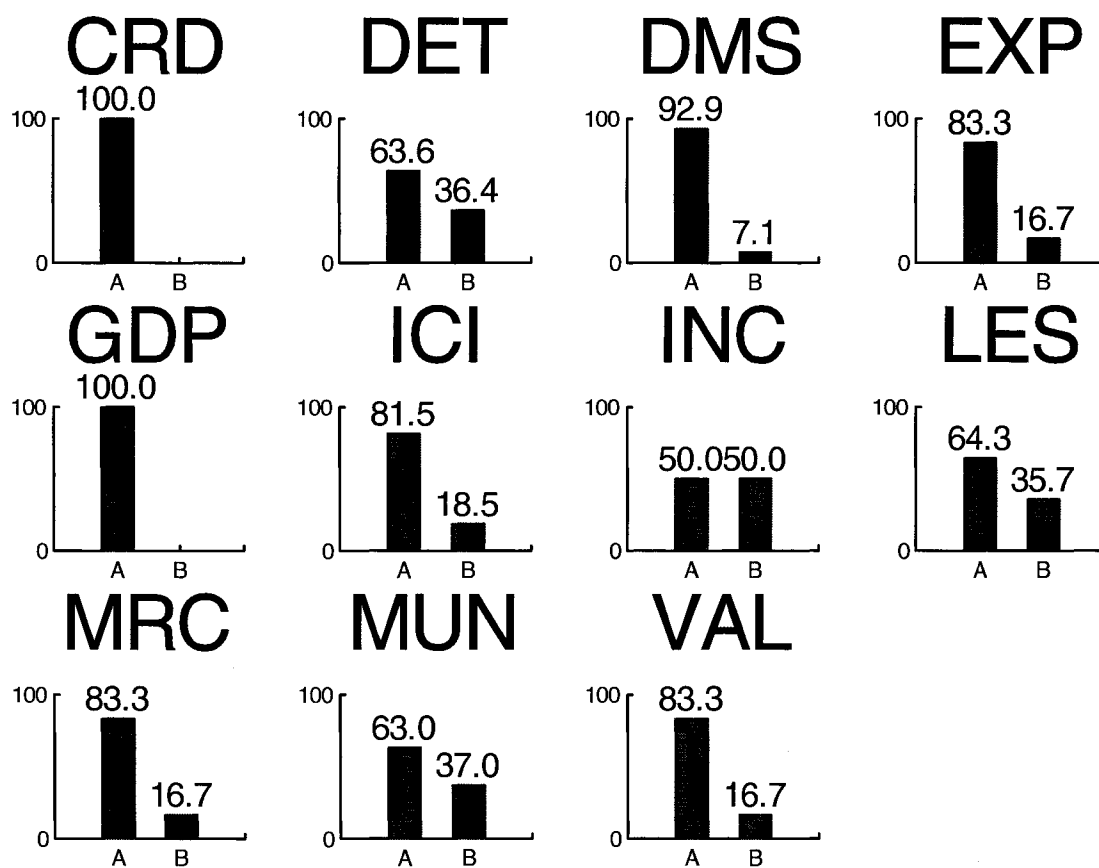
Par secteur



Résultats par région



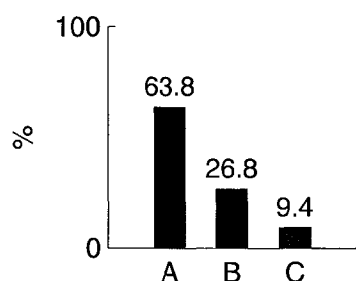
---

Résultats par secteur (%)

### Question 18

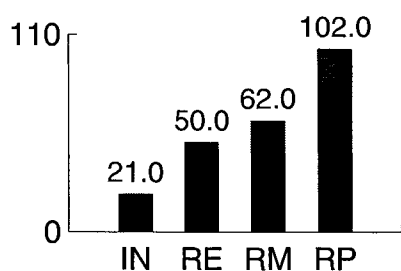
Des campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens et les entreprises à **réduire à la source** la quantité de matières résiduelles générées ont-elles été entreprises sur votre territoire?

A) oui                      B) non                      C) ne sais pas

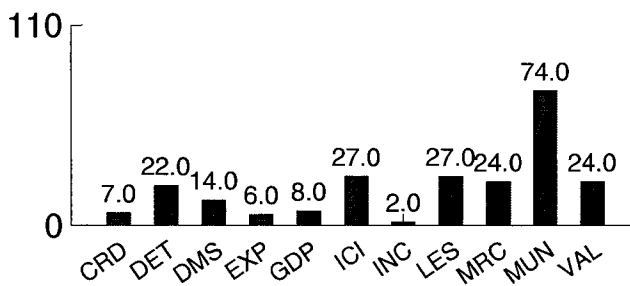


Nombre de répondants : 235

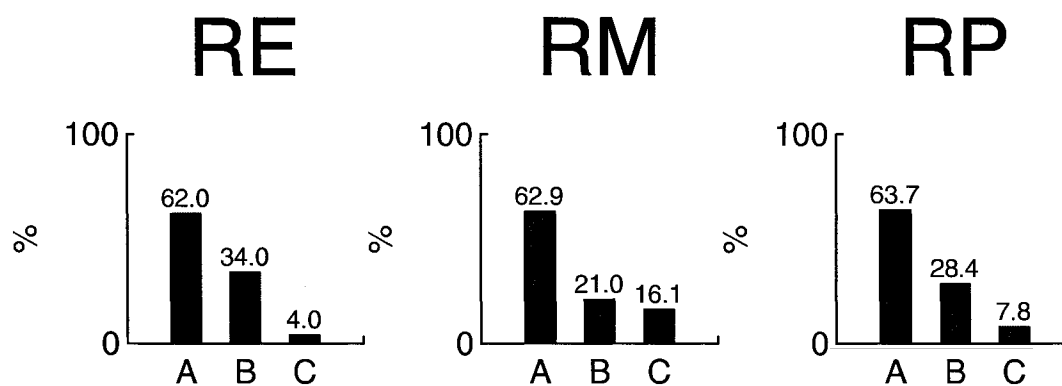
Par région



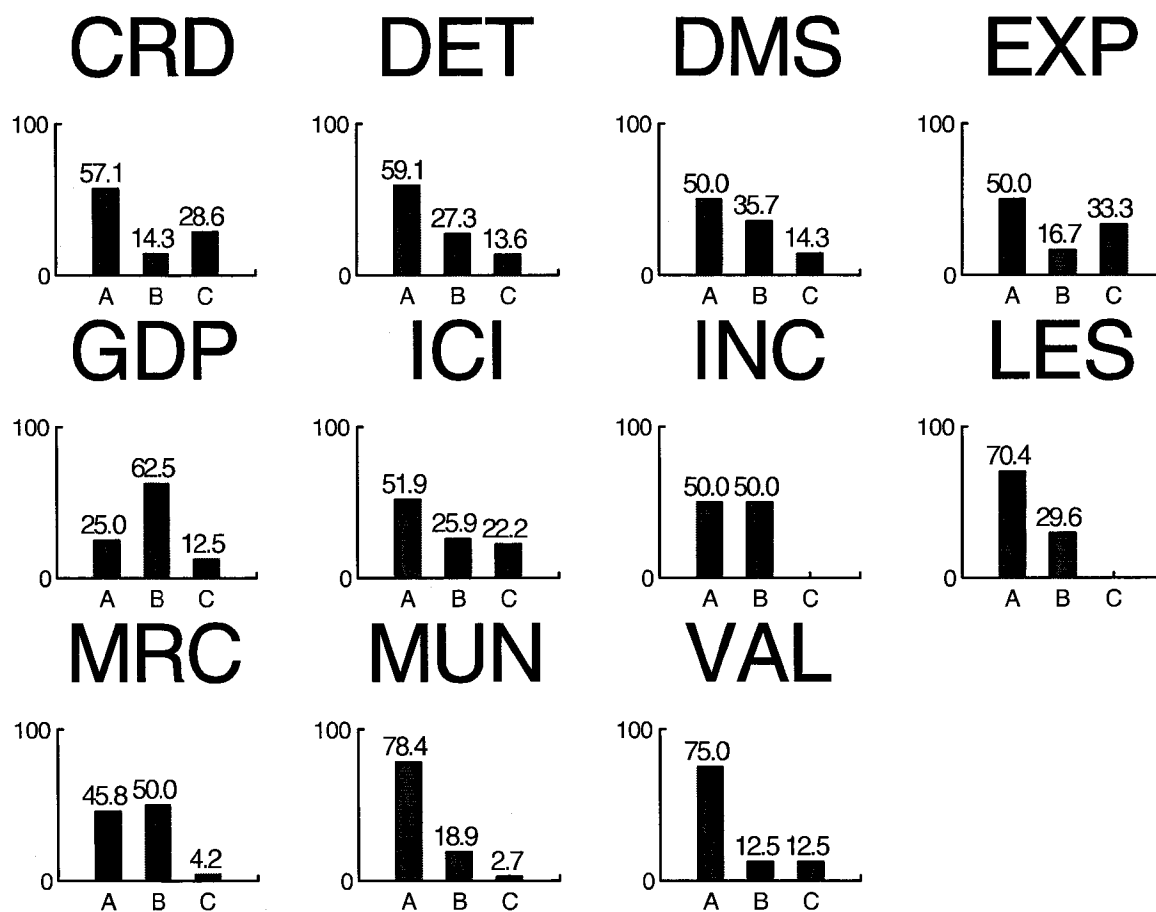
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)





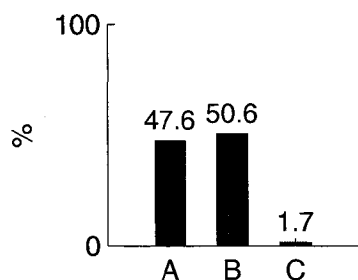
### Question 19

Selon vous, de telles campagnes de sensibilisation peuvent-elles contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique sur votre territoire?

A) oui, de façon significative

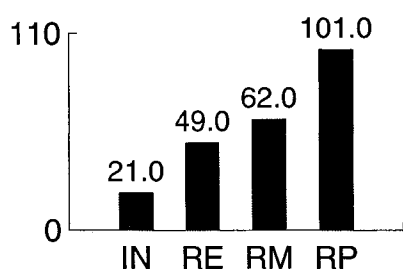
B) uniquement de façon marginale

C) non

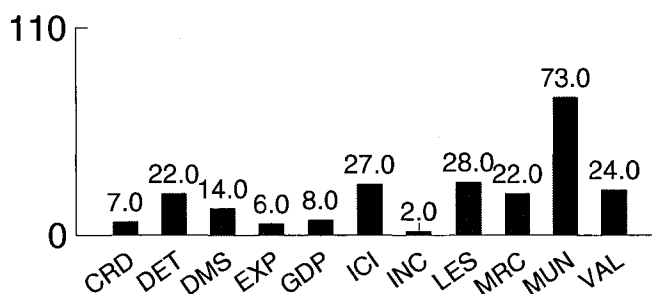


Nombre de répondants : 233

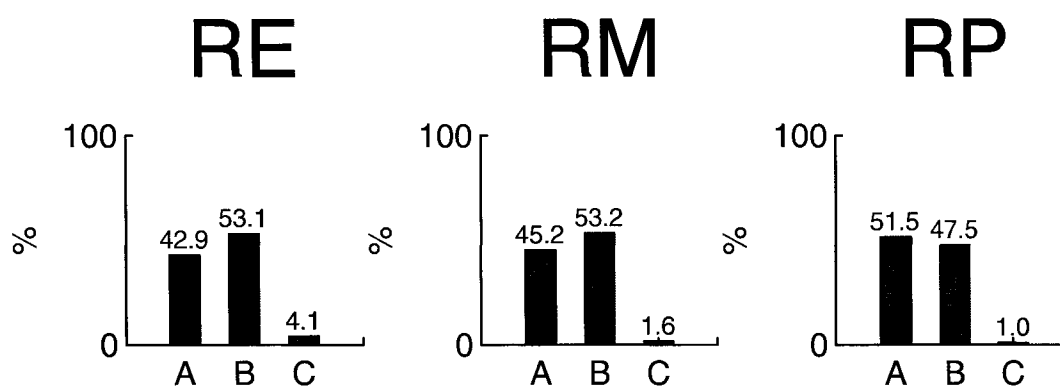
Par région



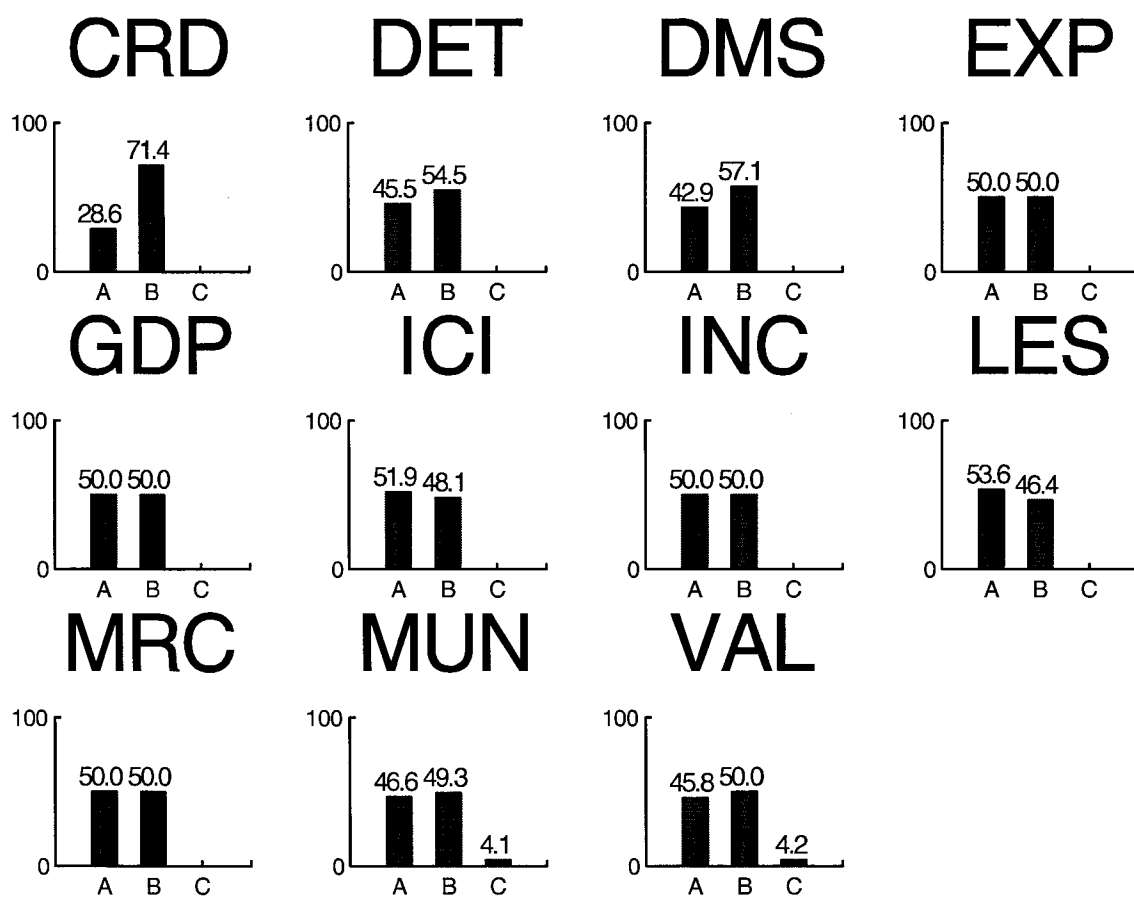
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)

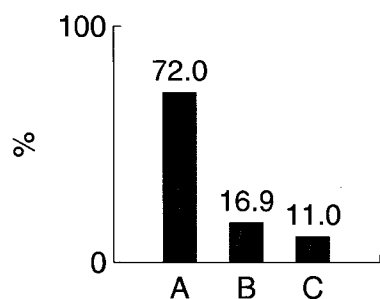


---

**Question 20**

Des campagnes de sensibilisation à la **récupération** ont-elles été entreprises auprès des citoyens, des commerces et des industries de votre territoire?

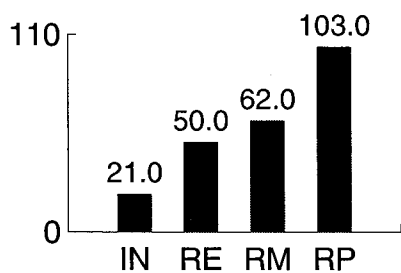
A) oui                      B) non                      C) ne sais pas



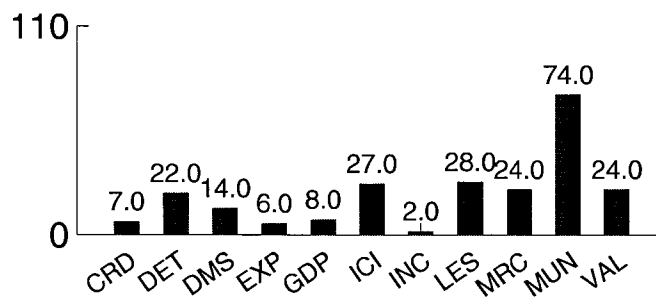

---

Nombre de répondants : 236

**Par région**



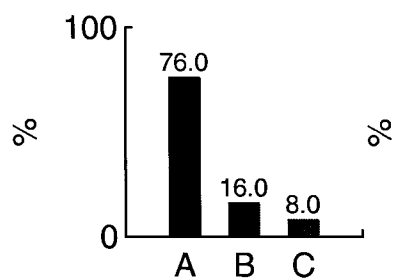
**Par secteur**



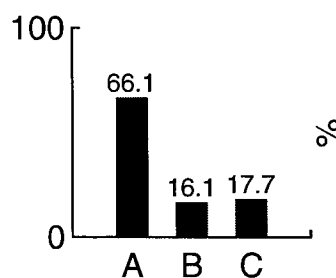

---

Résultats par région

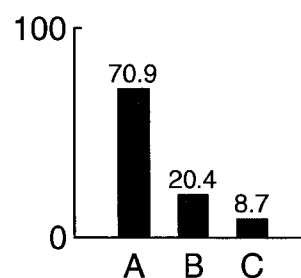
**RE**



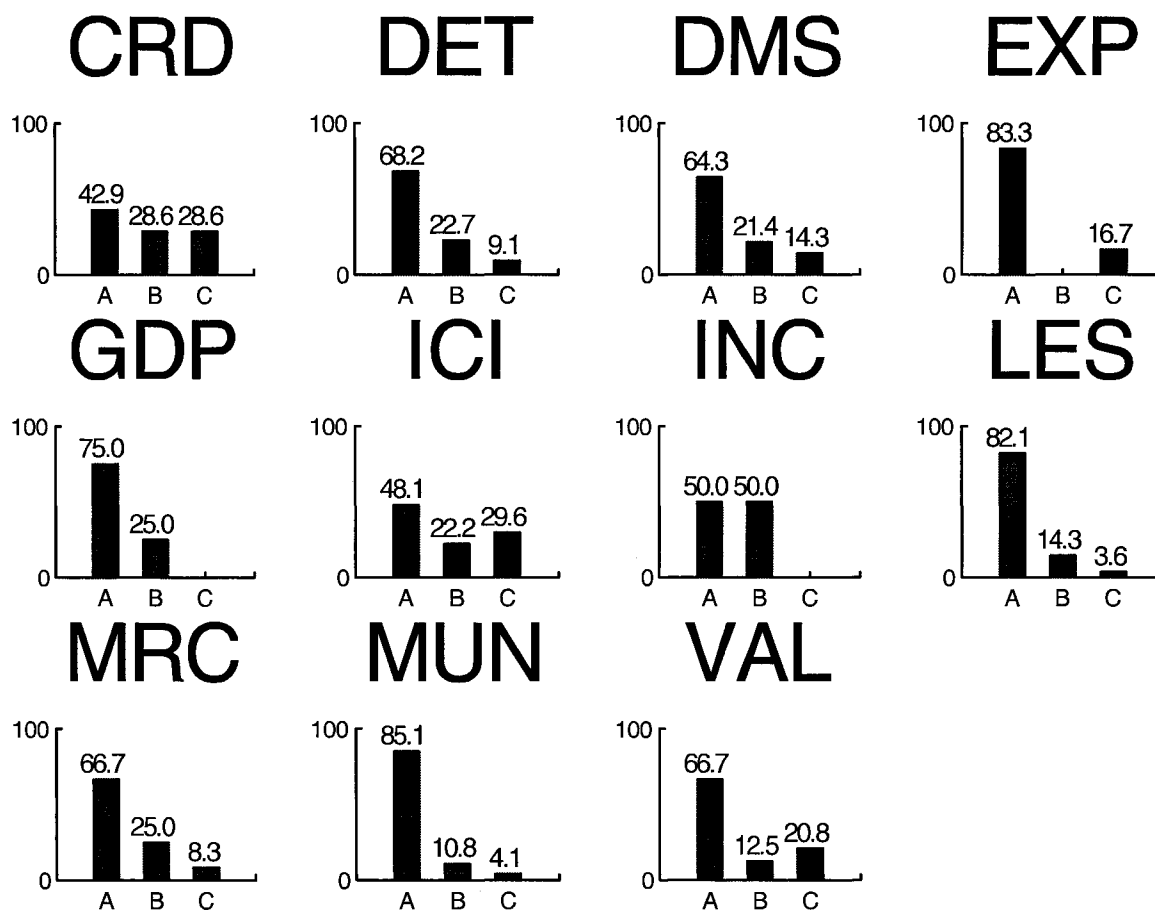
**RM**



**RP**



## Résultats par secteur (%)



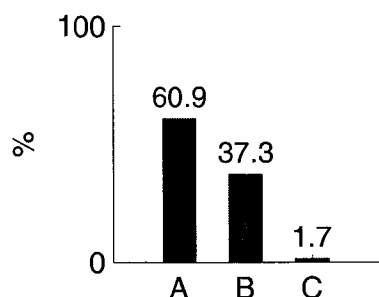
### Question 21

Selon vous, de telles campagnes de sensibilisation peuvent-elles contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique sur votre territoire?

A) oui, de façon significative

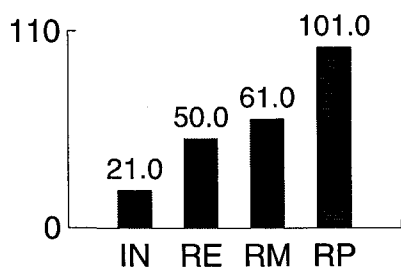
B) uniquement de façon marginale

C) non

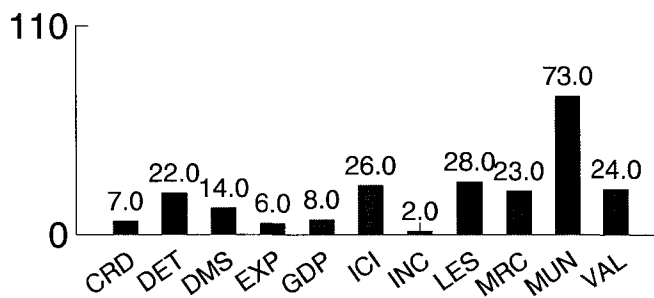


Nombre de répondants : 233

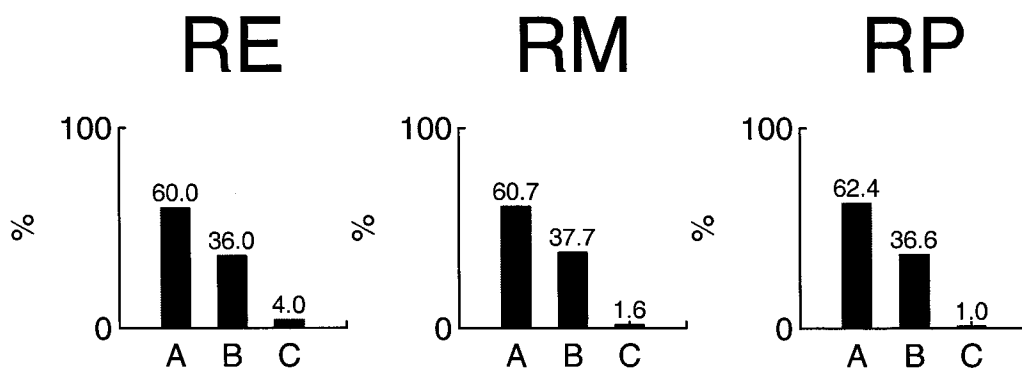
Par région



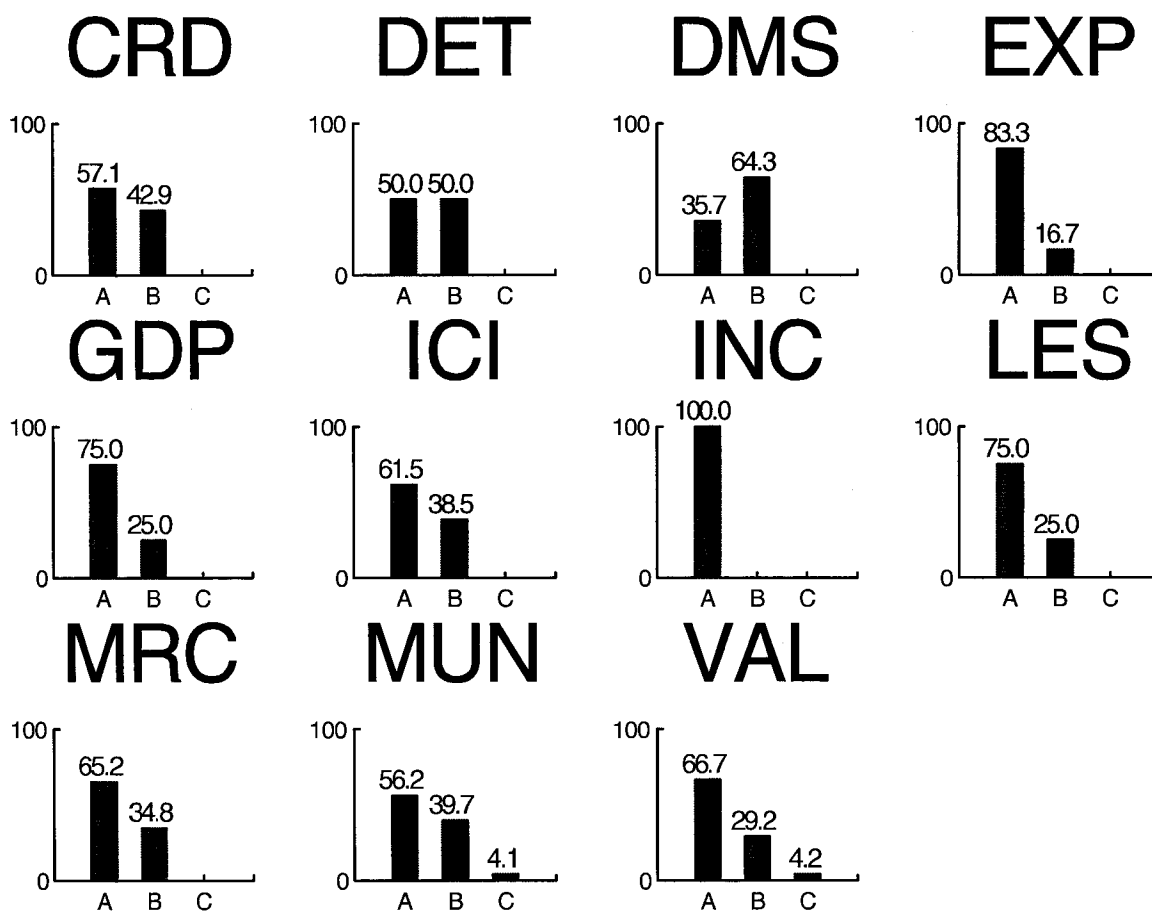
Par secteur



Résultats par région



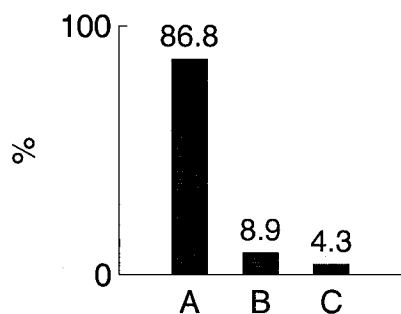
## Résultats par secteur (%)



## Question 22

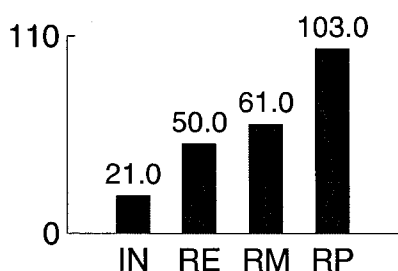
Des efforts de récupération et de valorisation des matières résiduelles ont-ils été entrepris sur votre territoire?

A) oui                      B) non                      C) ne sait pas

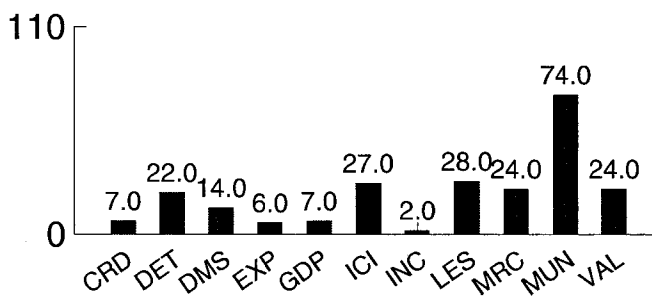


Nombre de répondants : 235

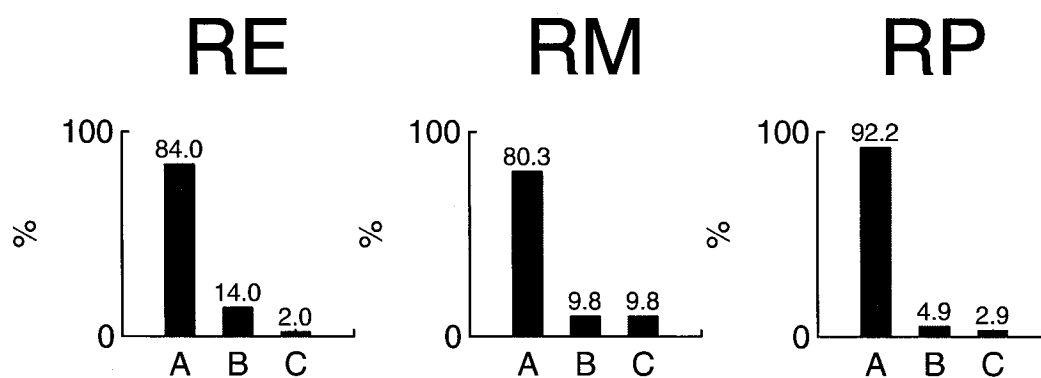
Par région



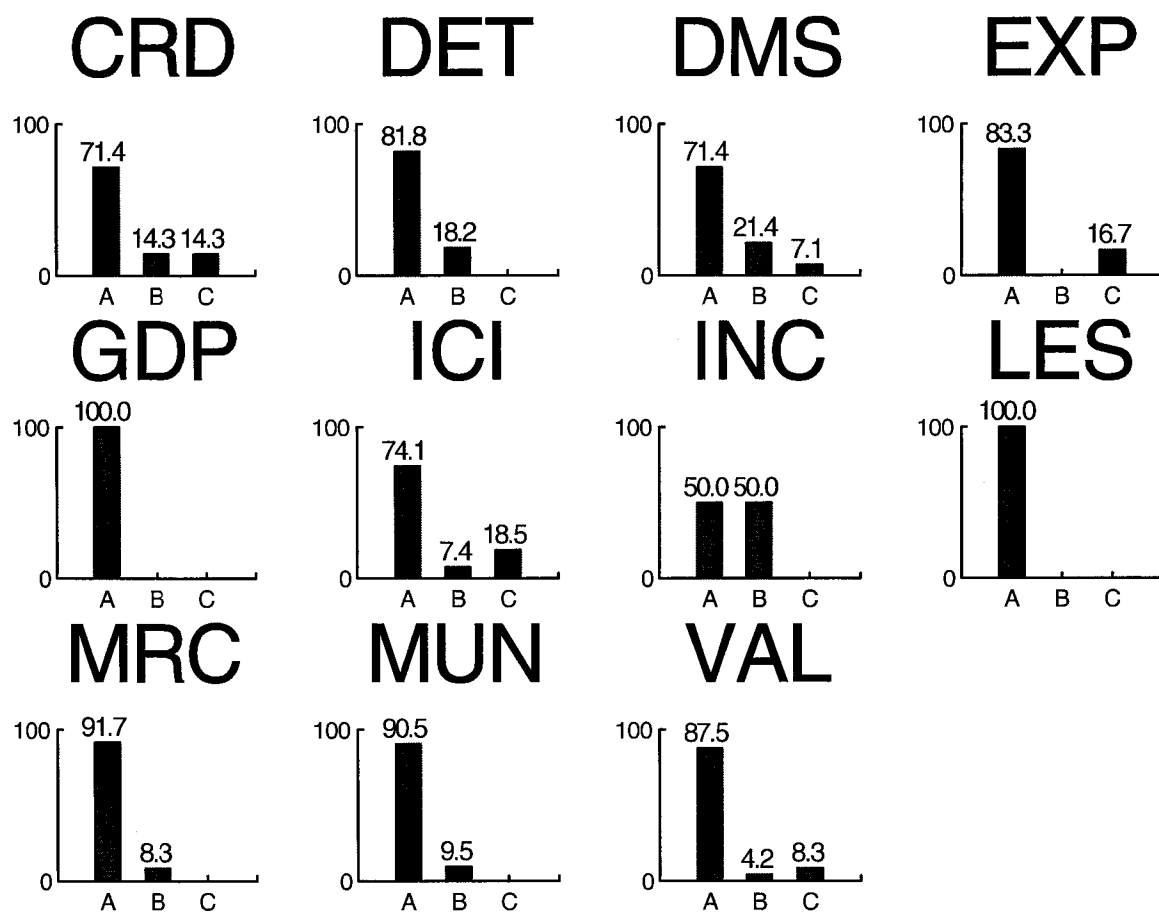
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)



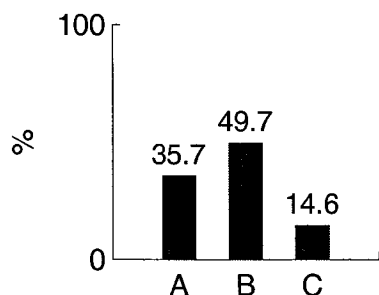


---

**Question 23**

Croyez-vous que les municipalités régionales de votre territoire disposent des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de leur plan de gestion des matières résiduelles?

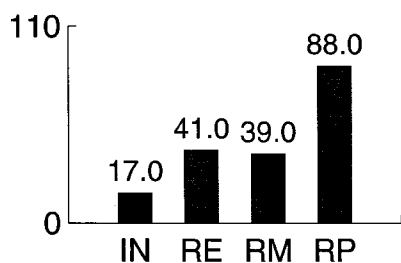
A) oui                      B) non                      C) ne sais pas



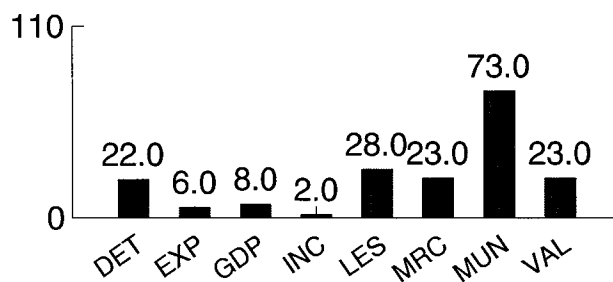

---

Nombre de répondants : 185

**Par région**



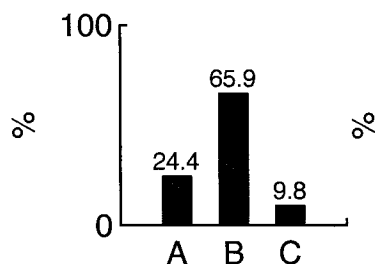
**Par secteur**



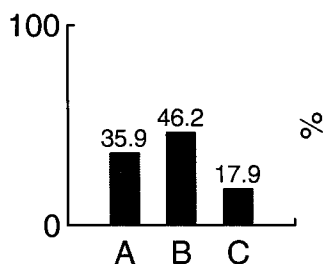

---

Résultats par région

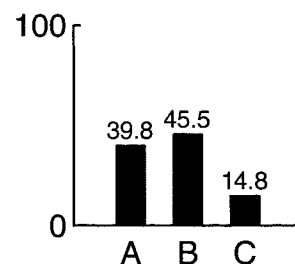
**RE**



**RM**

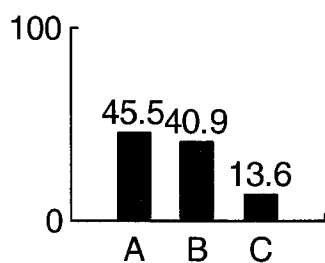


**RP**

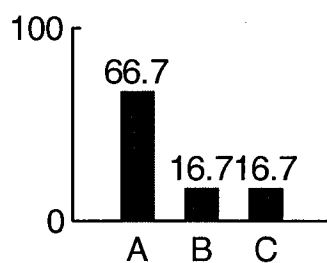


## Résultats par secteur (%)

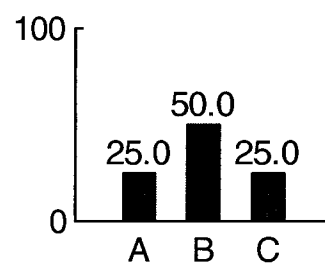
DET



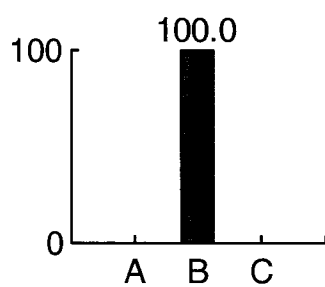
EXP



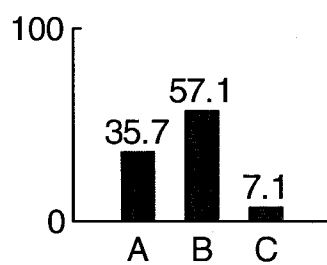
GDP



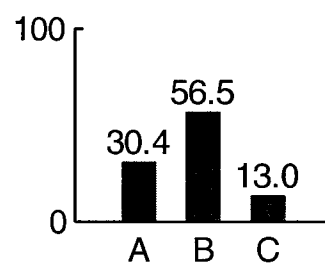
INC



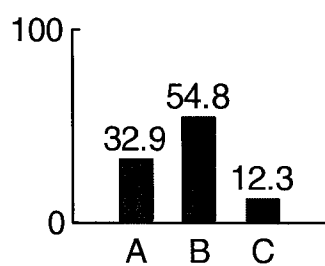
LES



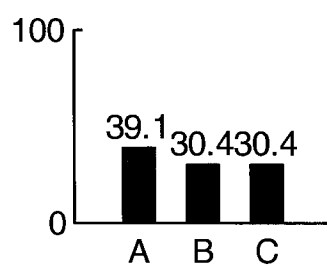
MRC



MUN



VAL



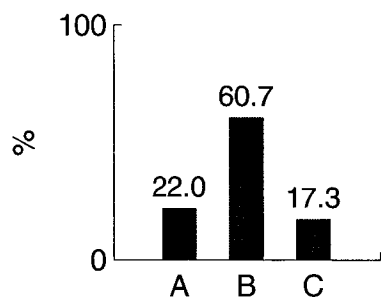
### Question 24

Les consultations publiques et les opinions émises par les citoyens en général ont-elles joué un rôle dans l'élaboration du plan de gestion des matières résiduelles de votre territoire?

A) oui, de façon significative

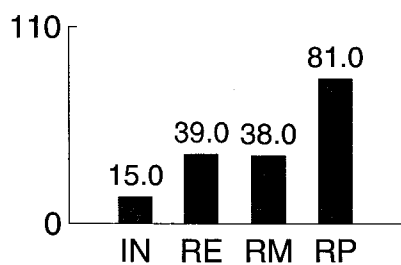
B) uniquement de façon marginale

C) non

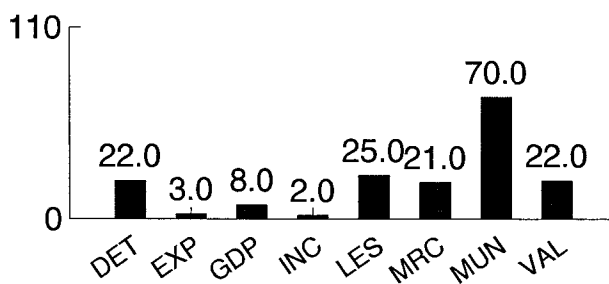


Nombre de répondants : 173

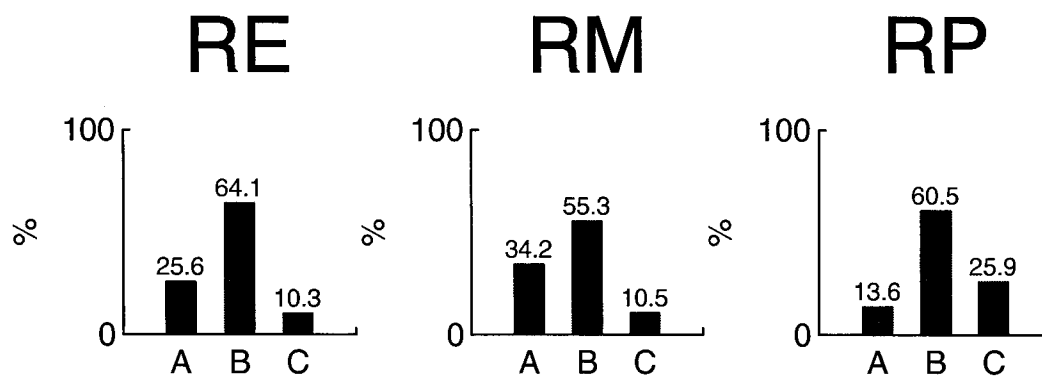
Par région



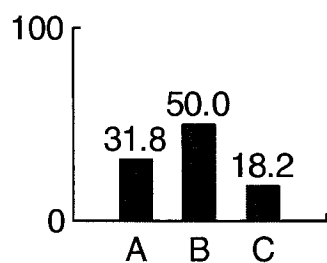
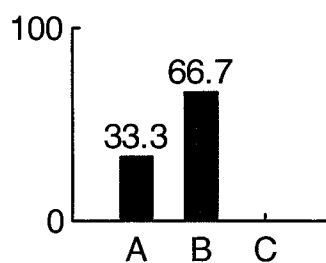
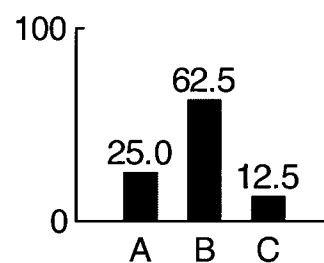
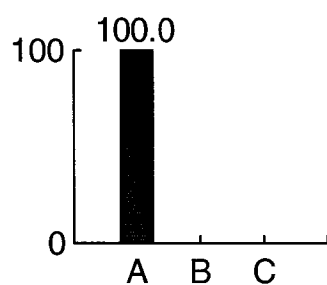
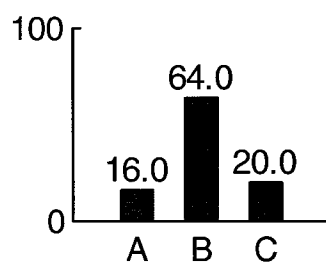
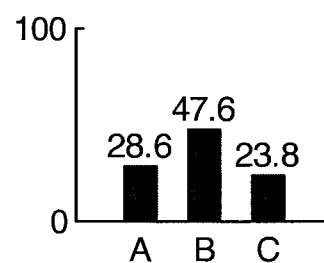
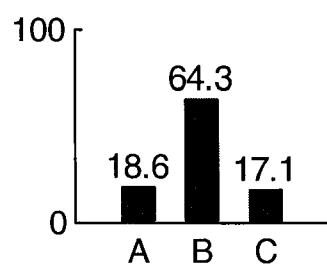
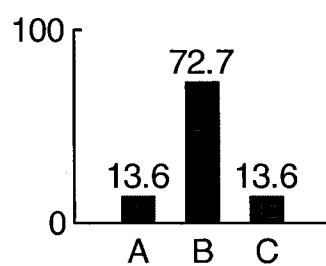
Par secteur



Résultats par région



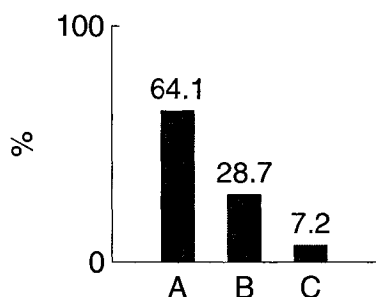
## Résultats par secteur (%)

**DET****EXP****GDP****INC****LES****MRC****MUN****VAL**

### Question 25

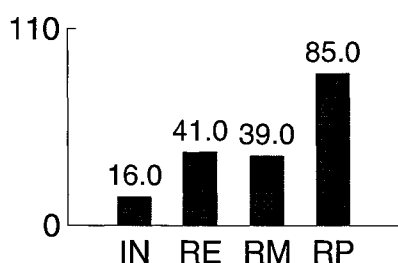
Croyez-vous que la durée de vie des sites d'enfouissement sécuritaires sera augmentée grâce à la mise en œuvre du plan de gestion des matières résiduelles de votre territoire?

A) oui, de façon significative      B) uniquement de façon marginale      C) non

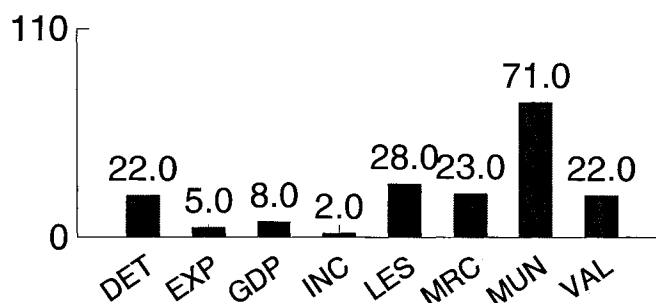


Nombre de répondants : 181

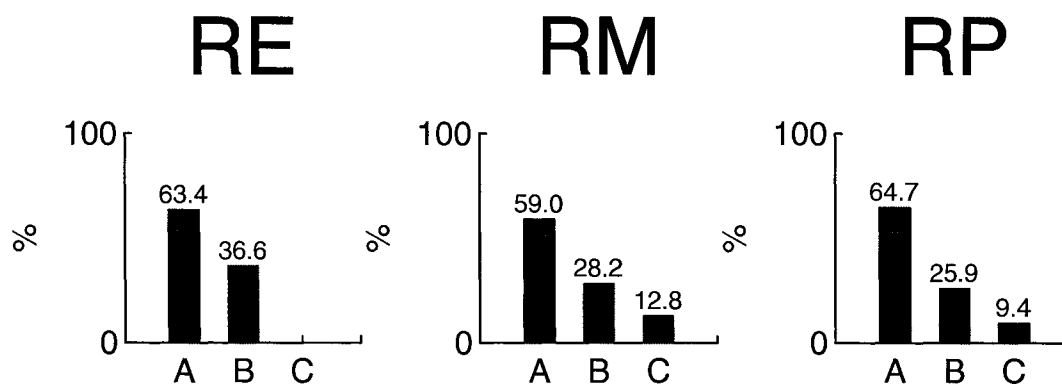
Par région



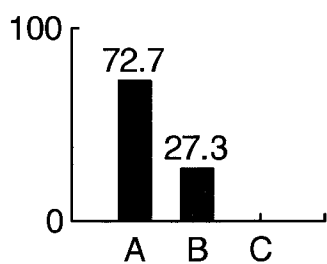
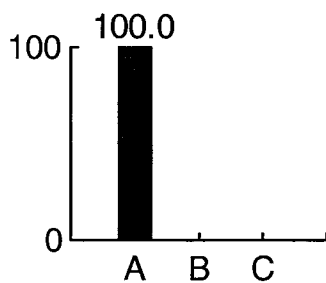
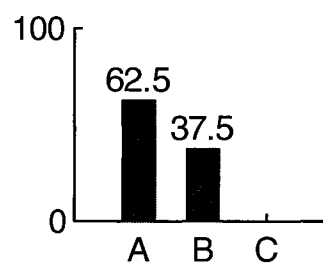
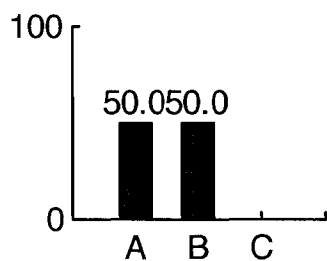
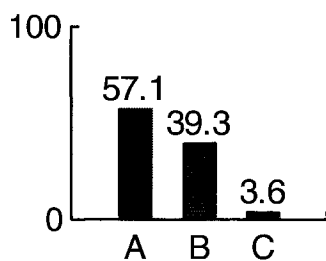
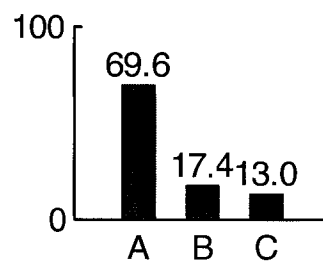
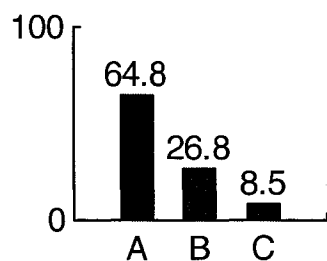
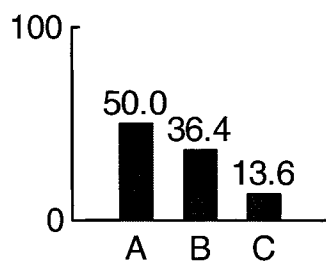
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)

**DET****EXP****GDP****INC****LES****MRC****MUN****VAL**

### Question 26

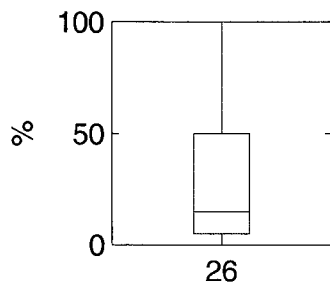
Sur le total des matières résiduelles non valorisées, quelle est la part approximative (%) des matières éliminées dans des sites non sécurisés (dépôts en tranchée, dépôts clandestins, etc)? Répondez au meilleur de vos connaissances.

A) %

B) ne sais pas

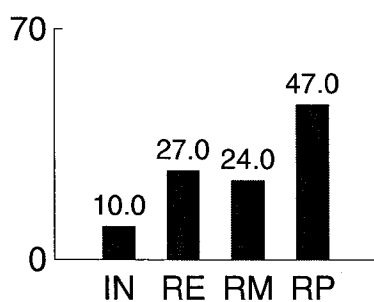
A) Moyenne et écart type :  $29,2 \pm 31,2$

B) 75 répondants

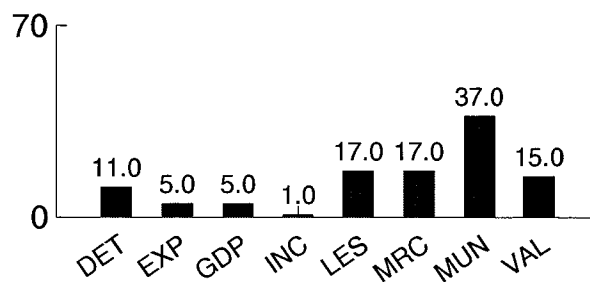


Nombre de répondants (réponse A) : 108

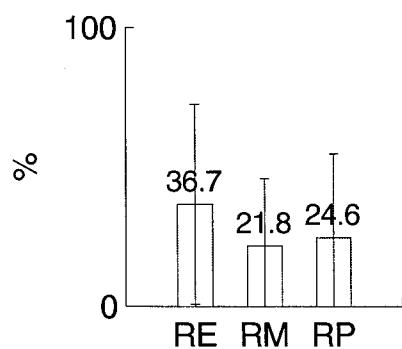
Par région



Par secteur

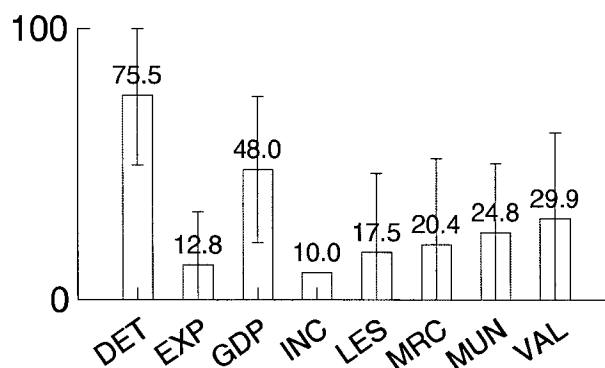


Résultats par région



$p = 0,15$

Résultats par secteur

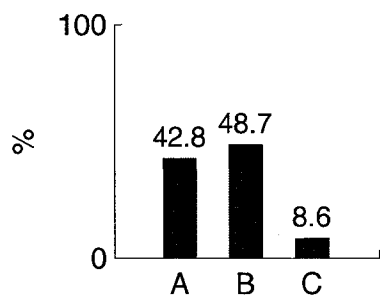


$p \leq 0,00$

### Question 27

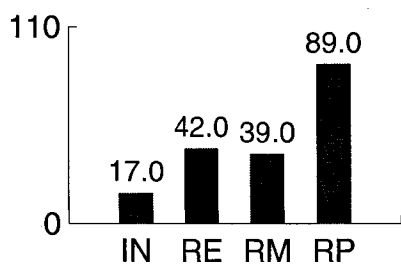
Votre territoire dispose-t-il des sites d'élimination sécuritaires nécessaires pour l'élimination des matières résiduelles de la décennie à venir?

A) oui                      B) non                      C) ne sais pas

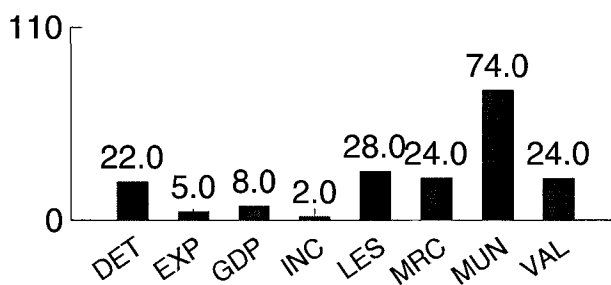


Nombre de répondants : 187

Par région

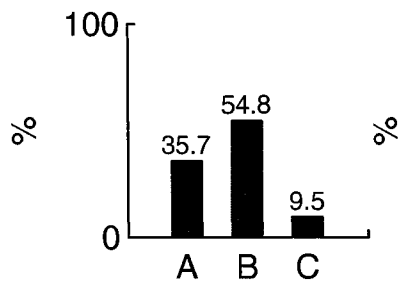


Par secteur

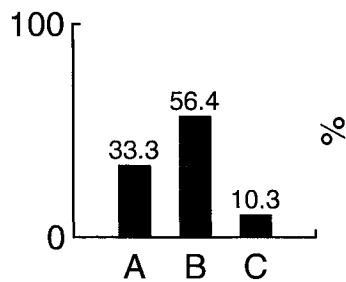


Résultats par région

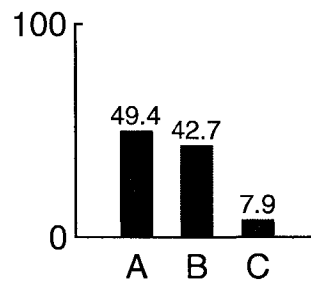
RE



RM

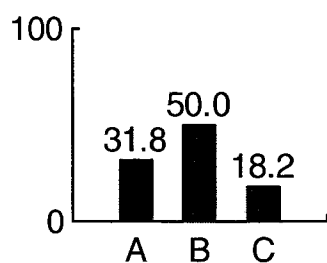
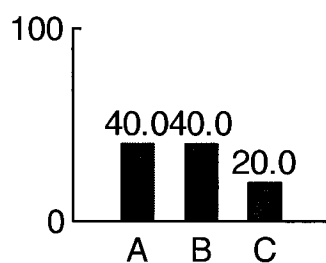
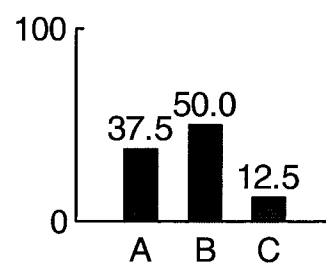
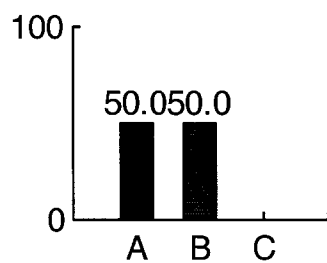
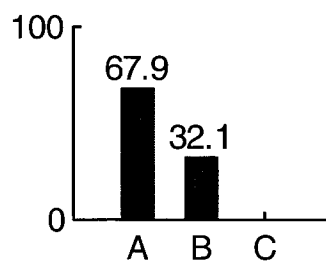
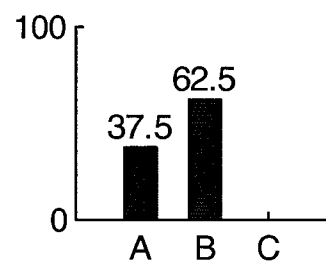
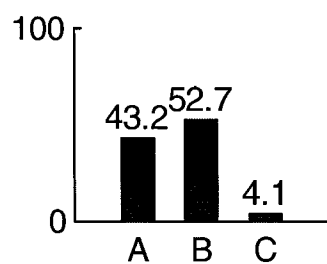
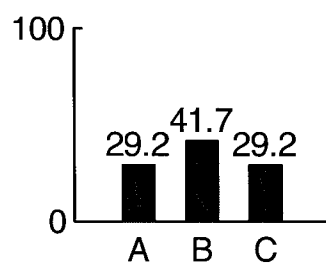


RP





---

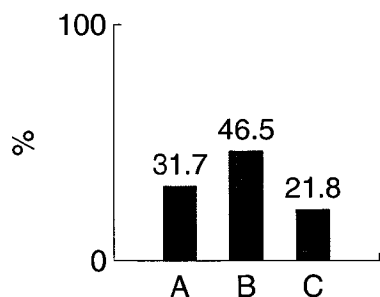
Résultats par secteur (%)**DET****EXP****GDP****INC****LES****MRC****MUN****VAL**

---

**Question 28**

Sinon, prévoyez-vous l'ouverture de nouveaux sites sécurisés sur votre territoire au cours de la décennie à venir?

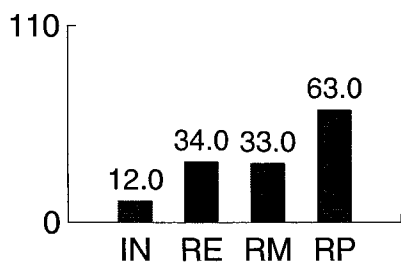
A) oui                      B) non                      C) ne sais pas



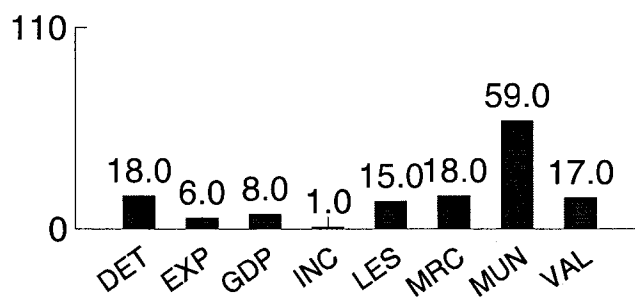

---

Nombre de répondants : 142

**Par région**



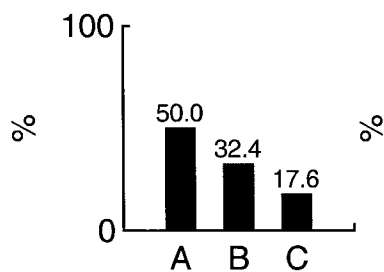
**Par secteur**



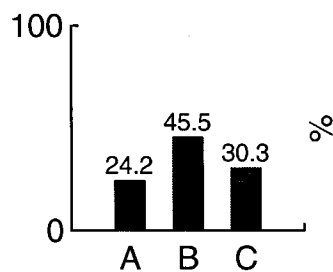

---

Résultats par région

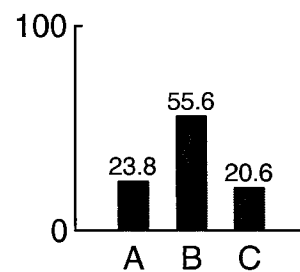
**RE**



**RM**

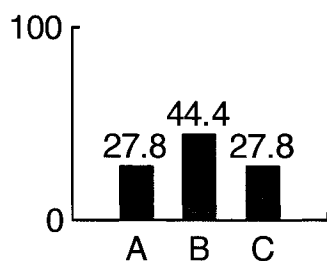


**RP**

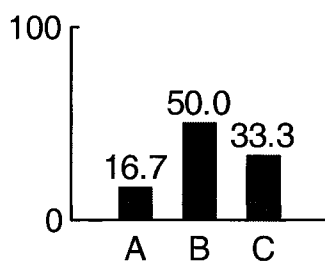


## Résultats par secteur (%)

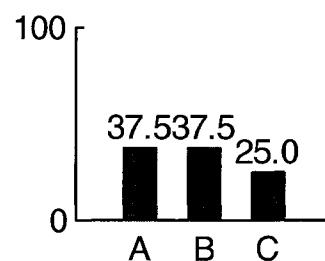
DET



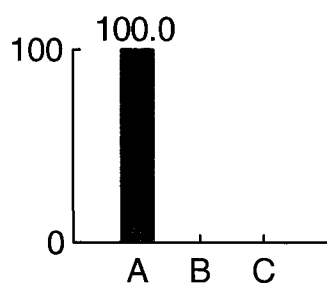
EXP



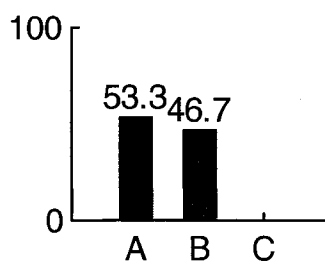
GDP



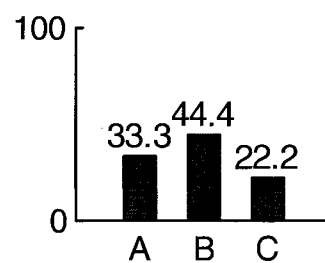
INC



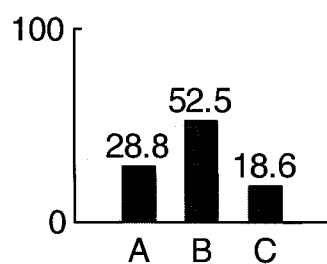
LES



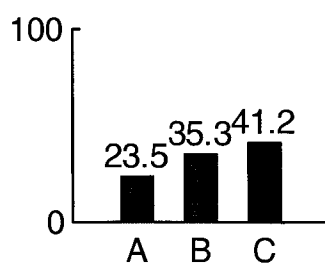
MRC



MUN



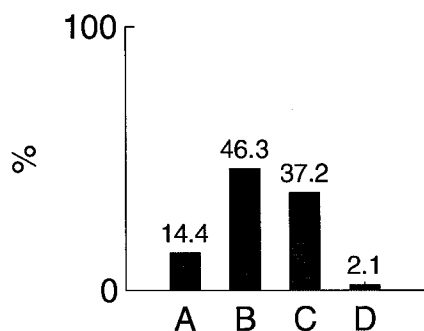
VAL



### Question 29

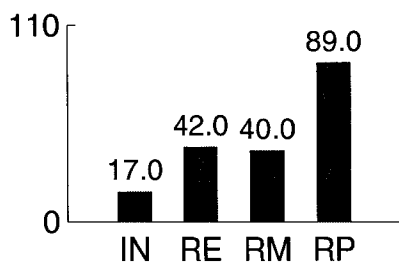
Les herbes, les feuilles et les matières putrescibles sont-elles récupérées pour en faire du compost sur votre territoire?

A) oui      B) partiellement      C) non      D) ne sais pas

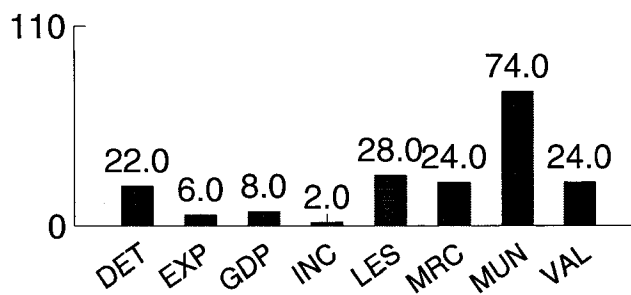


Nombre de répondants : 188

Par région

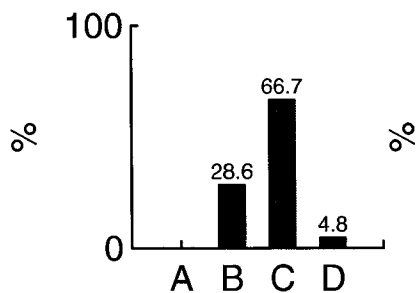


Par secteur

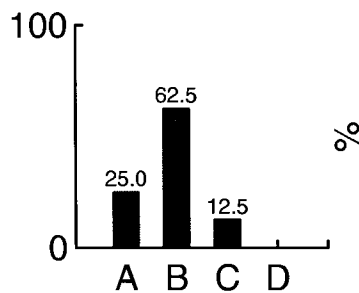


Résultats par région

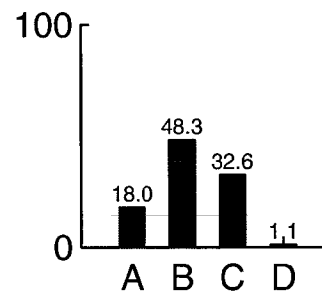
RE



RM

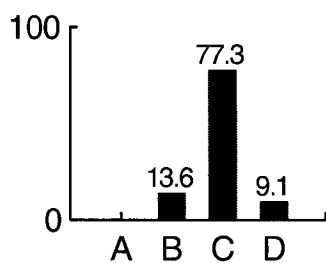


RP

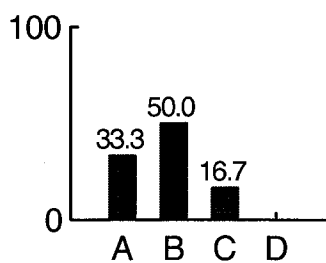


## Résultats par secteur (%)

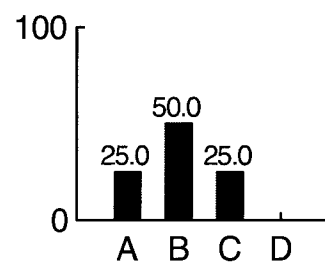
DET



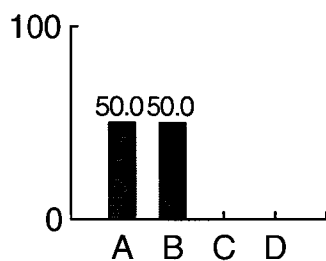
EXP



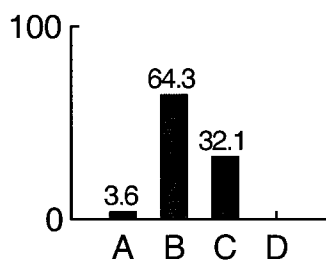
GDP



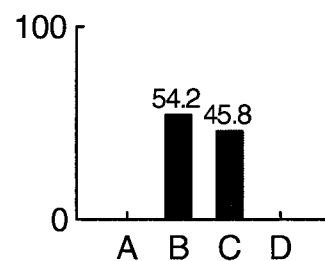
INC



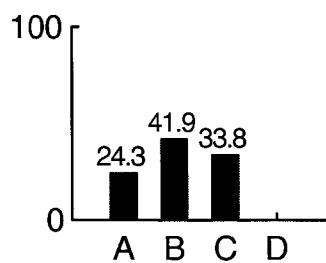
LES



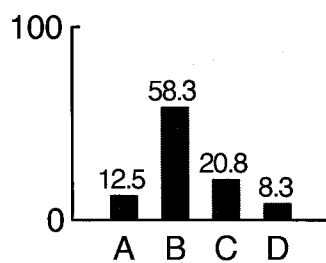
MRC



MUN



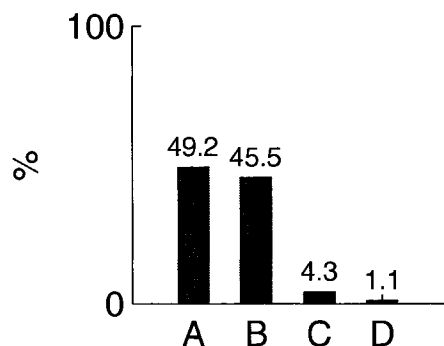
VAL



### Question 30

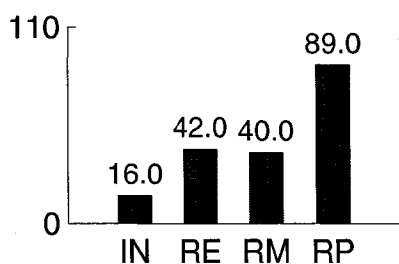
Les produits ayant un caractère de dangerosité, tels que les huiles usées, les peintures, les solvants, les pesticides et les piles, sont-ils récupérés sur votre territoire?

A) oui                      B) partiellement                      C) non                      D) ne sais pas

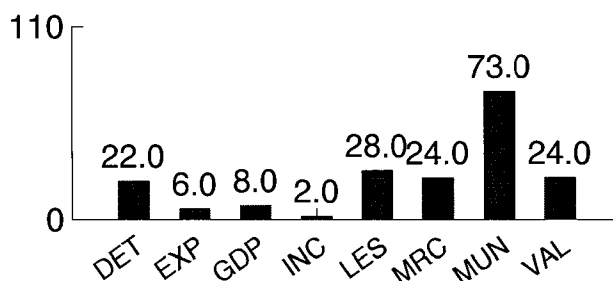


Nombre de répondants : 187

Par région

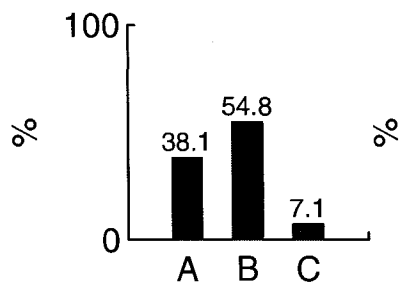


Par secteur

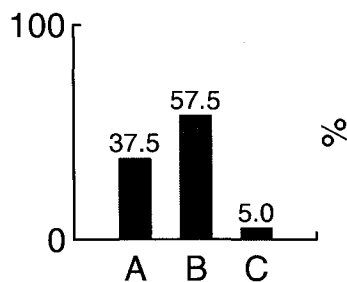


Résultats par région

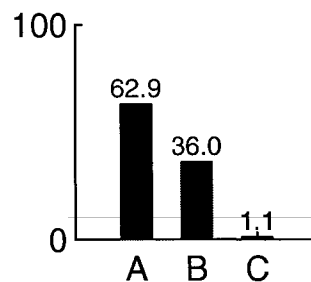
RE



RM

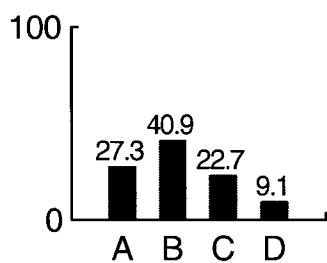


RP

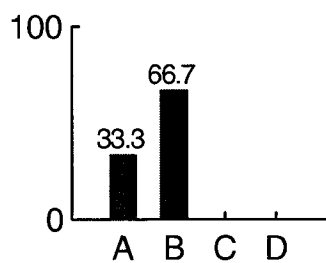


## Résultats par secteur (%)

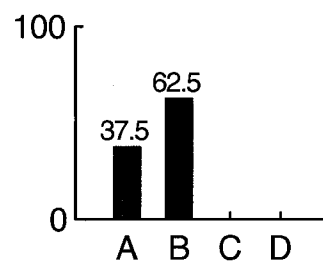
DET



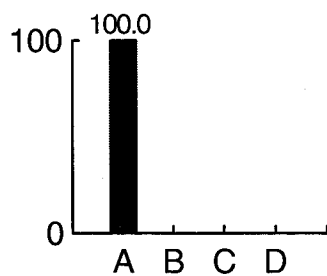
EXP



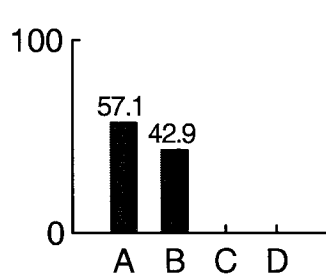
GDP



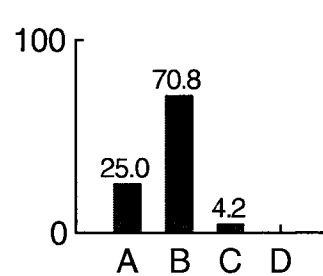
INC



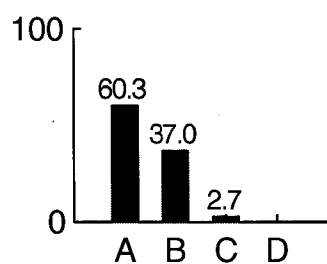
LES



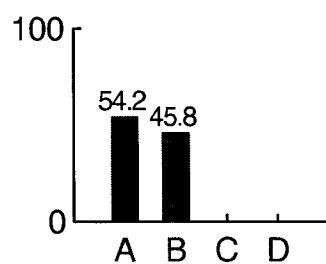
MRC



MUN



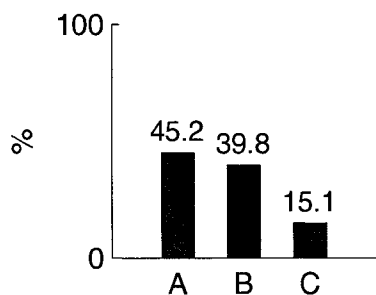
VAL



### Question 31

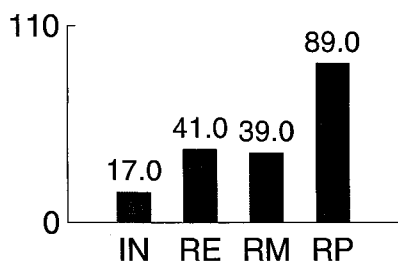
La majeure partie (plus de 50%) des résidus de construction, de rénovation et de démolition est-elle éliminée dans des dépôts de matériaux secs sur votre territoire?

A) oui                      B) non                      C) ne sais pas

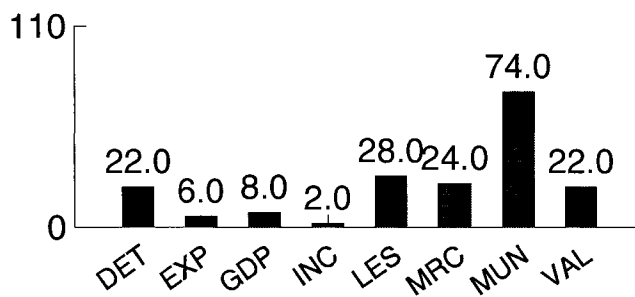


Nombre de répondants : 186

Par région

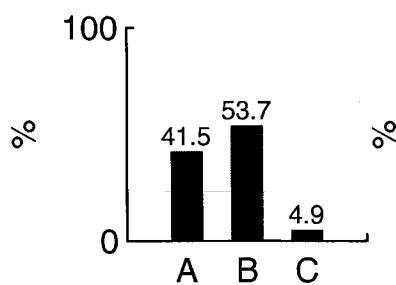


Par secteur

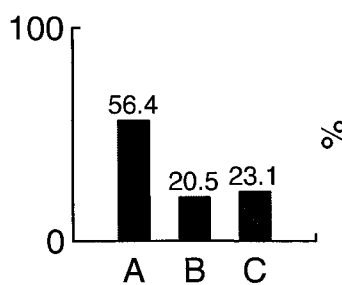


Résultats par région

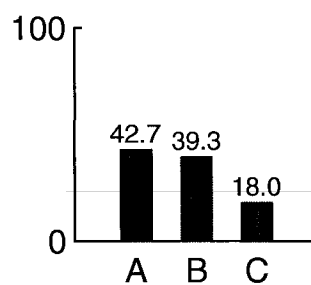
RE



RM



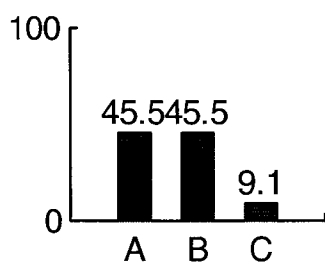
RP



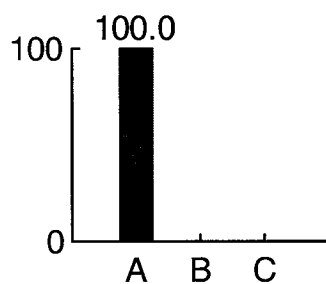


## Résultats par secteur (%)

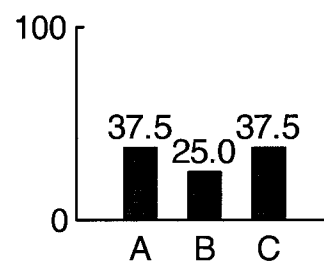
DET



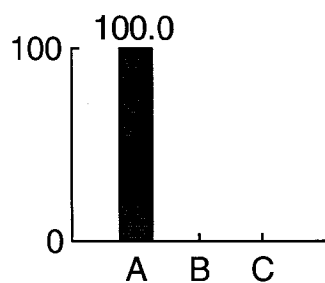
EXP



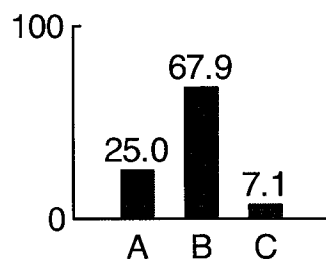
GDP



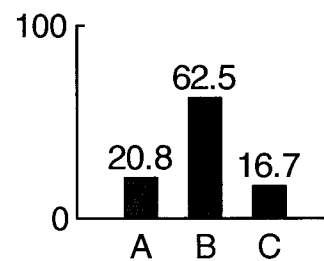
INC



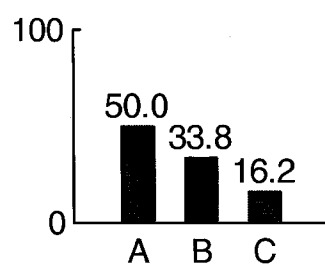
LES



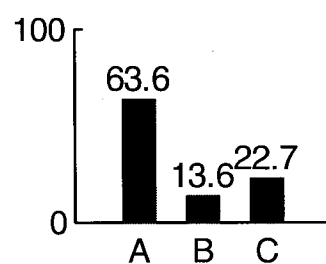
MRC



MUN



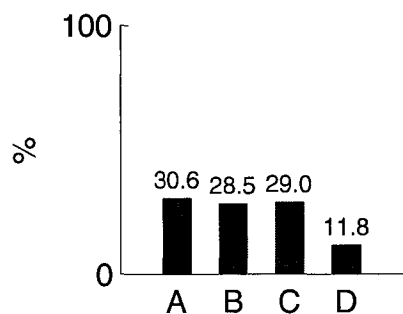
VAL



### Question 32

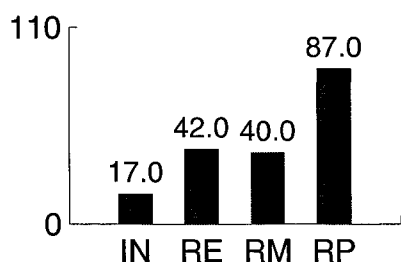
Afin de pallier à la fermeture progressive des dépôts secs, est-il prévu de mettre en place un centre de traitement ou une installation d'élimination des résidus de construction?

A) oui      B) non      C) ne sais pas      D) ces installations existent déjà

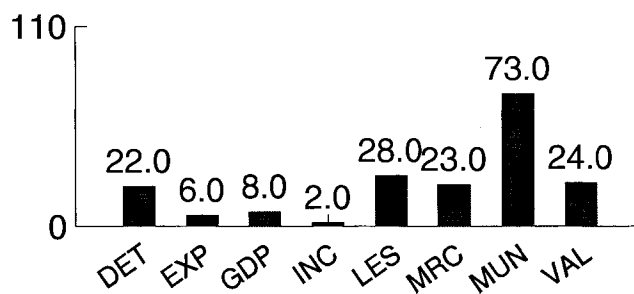


Nombre de répondants : 186

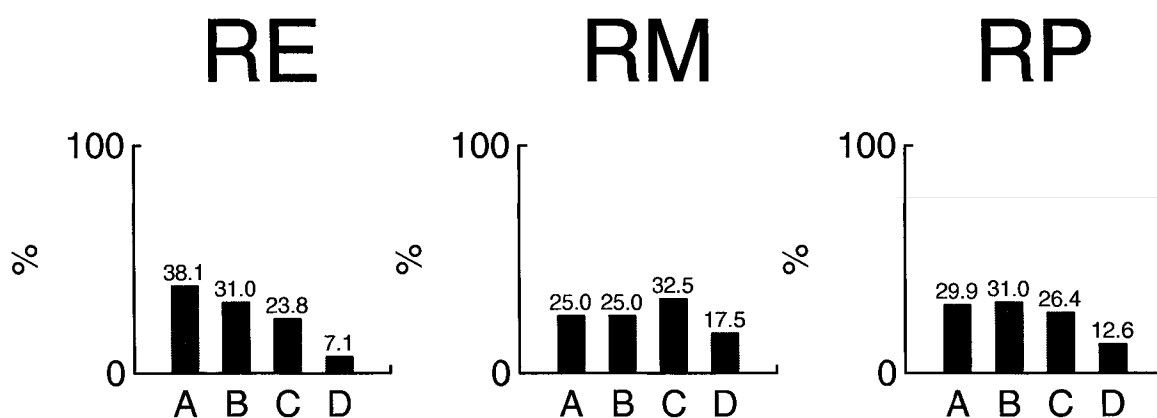
Par région



Par secteur

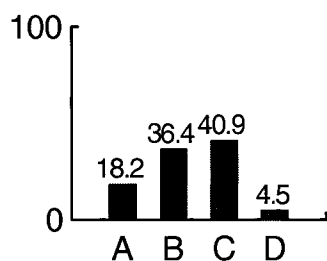


Résultats par région

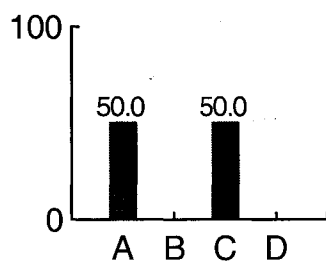


## Résultats par secteur (%)

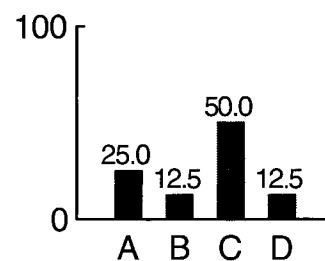
DET



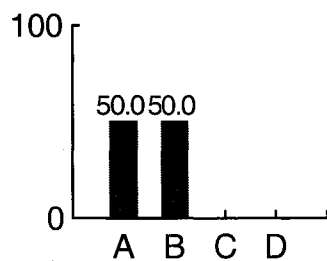
EXP



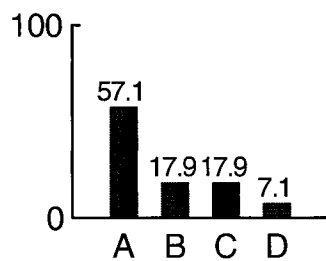
GDP



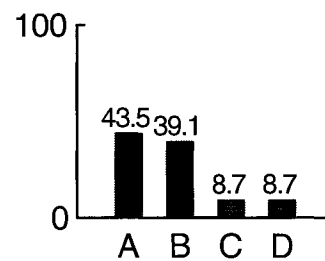
INC



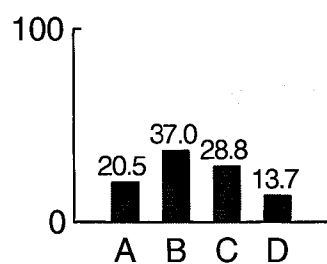
LES



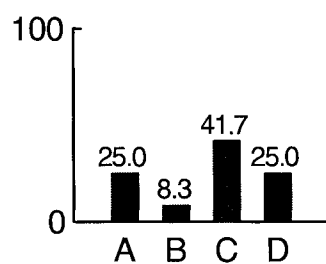
MRC



MUN



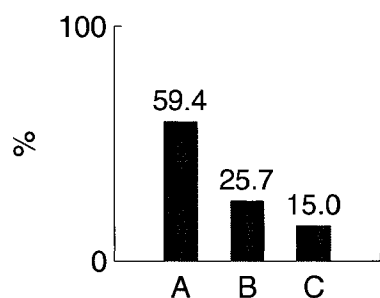
VAL



### Question 33

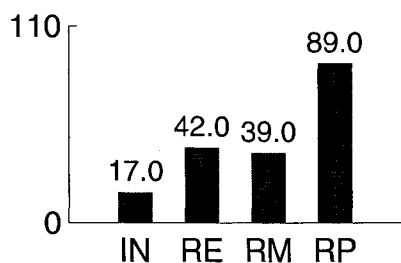
Croyez-vous que les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs de la Politique, notamment l'article sur la disparition des dépôts secs, pourraient provoquer une augmentation des dépotoirs clandestins?

A) oui      B) non      C) ne sais pas

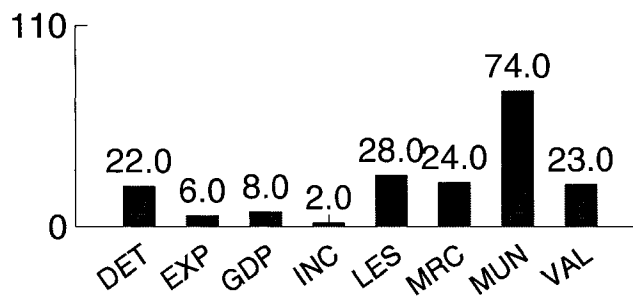


Nombre de répondants : 187

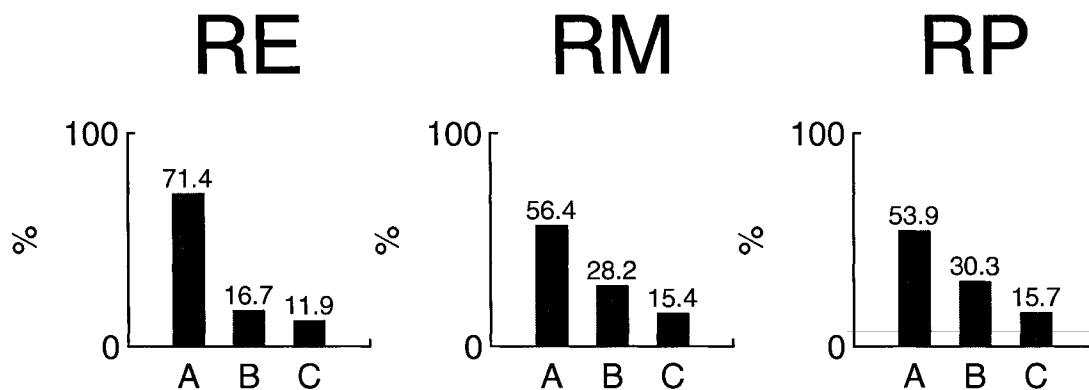
Par région



Par secteur

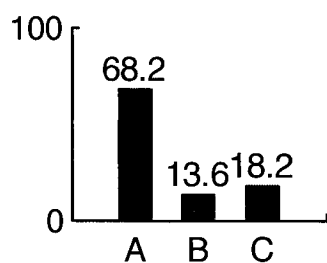


Résultats par région

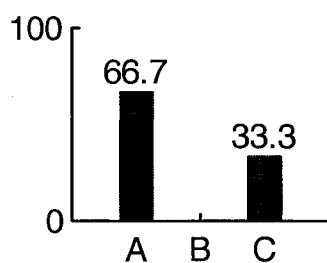


## Résultats par secteur (%)

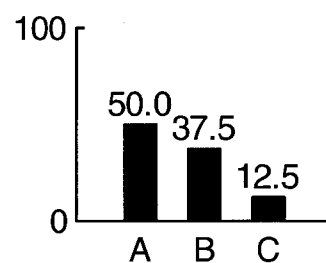
DET



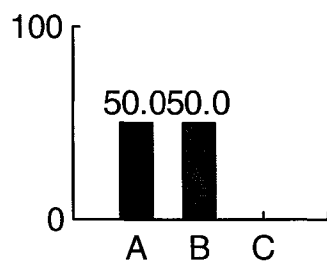
EXP



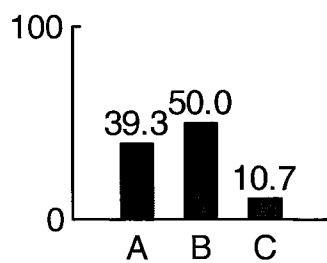
GDP



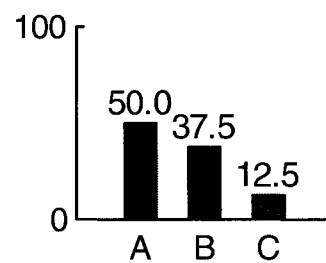
INC



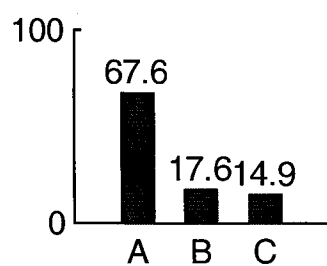
LES



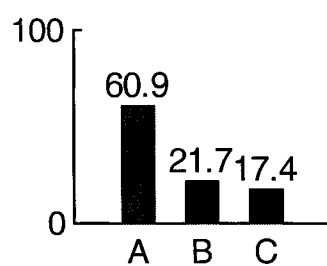
MRC



MUN



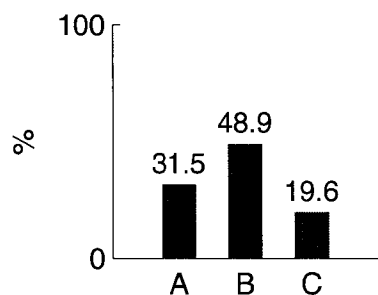
VAL



### Question 34

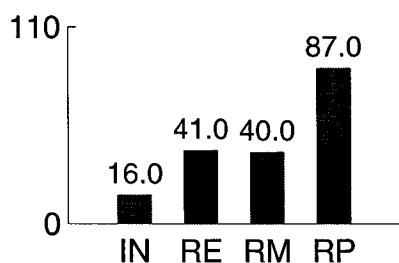
Votre municipalité régionale accepte-t-elle des matières résiduelles provenant de l'extérieur de son territoire?

A) oui                      B) non                      C) ne sais pas

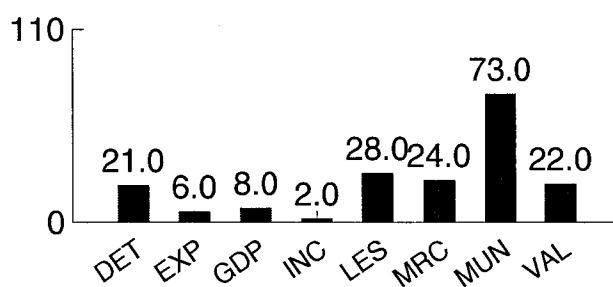


Nombre de répondants : 184

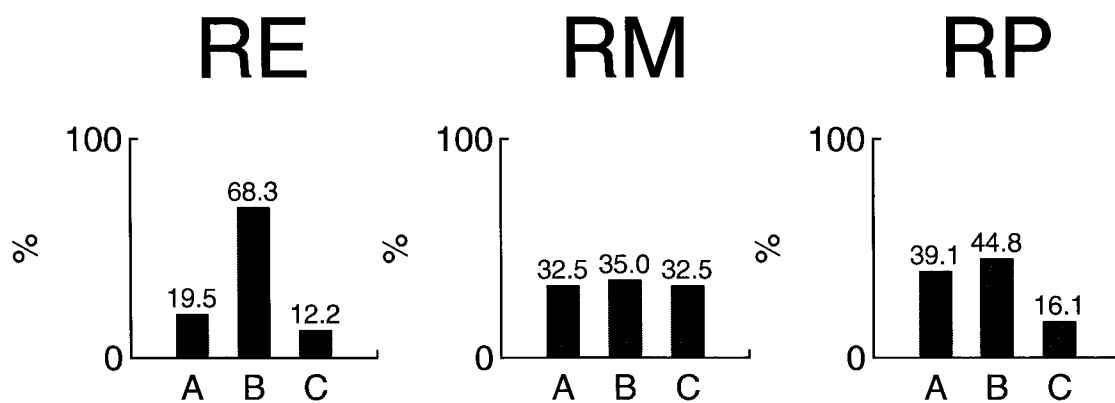
Par région



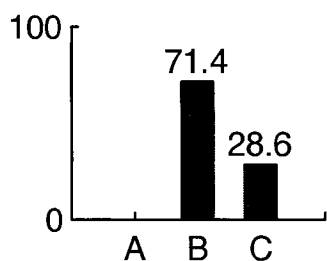
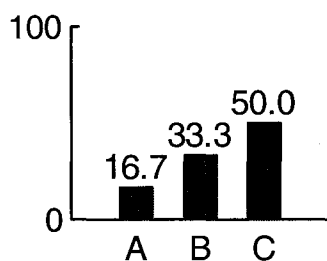
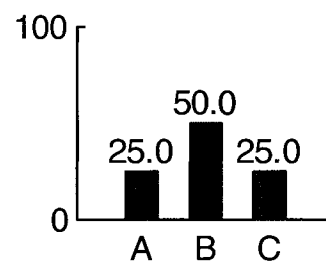
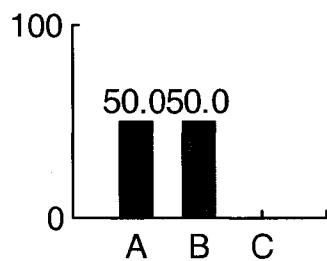
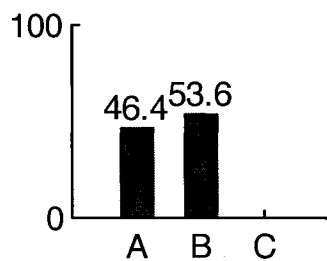
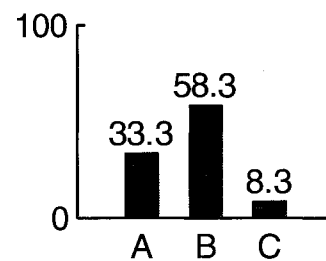
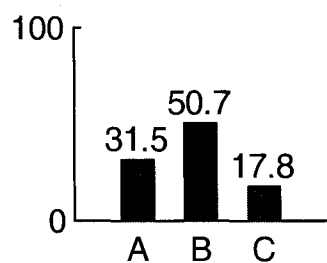
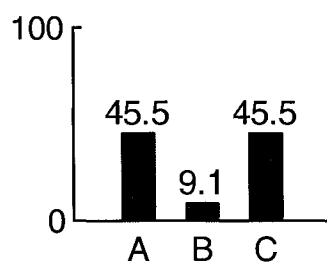
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)

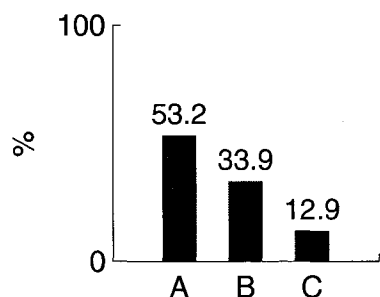
**DET****EXP****GDP****INC****LES****MRC****MUN****VAL**

---

**Question 35**

Votre municipalité régionale exporte-t-elle à l'extérieur de son territoire une partie de ses matières résiduelles?

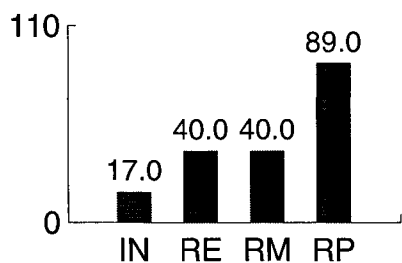
A) oui                      B) non                      C) ne sais pas



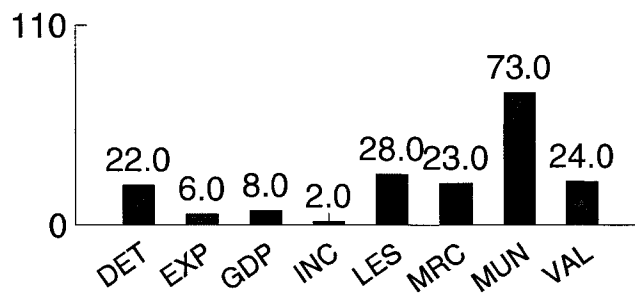

---

Nombre de répondants : 186

**Par région**



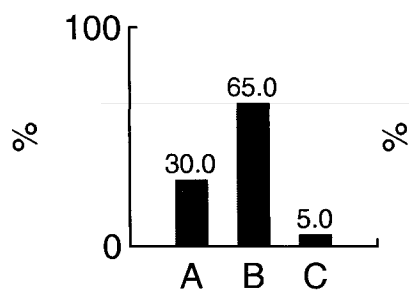
**Par secteur**



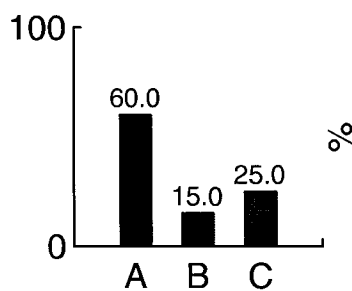

---

Résultats par région

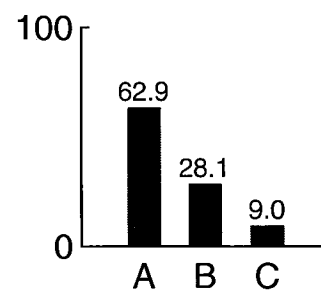
**RE**



**RM**



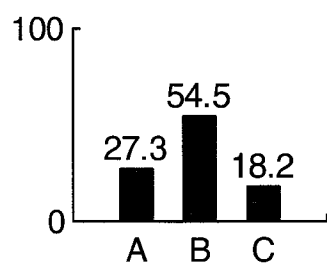
**RP**



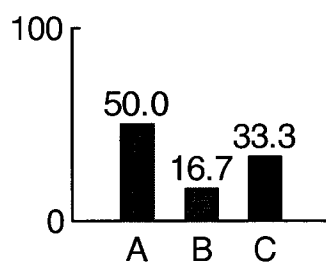


## Résultats par secteur (%)

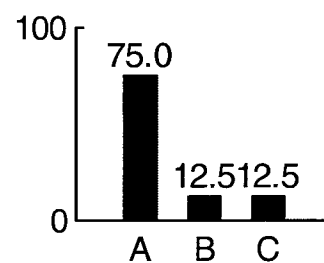
DET



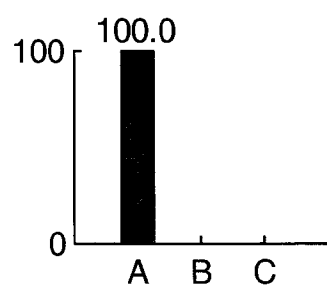
EXP



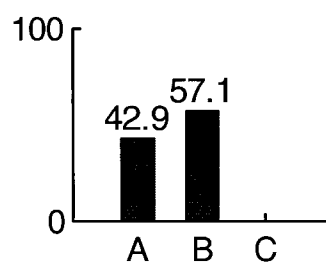
GDP



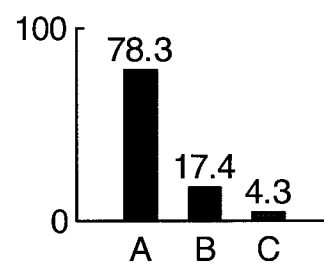
INC



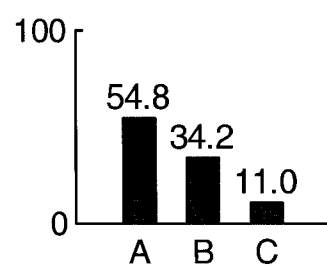
LES



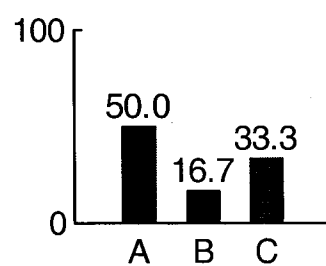
MRC



MUN



VAL



### Question 36

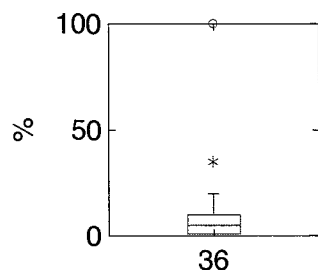
Quelle est la part approximative de la récupération et de la valorisation des matières résiduelles qui est assumée par les entreprises d'économie sociale sur votre territoire?

A) %

B) ne sais pas

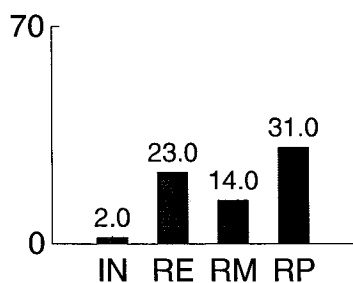
Moyenne et écart type :  $11,1 \pm 20,4$

B) 115 répondants

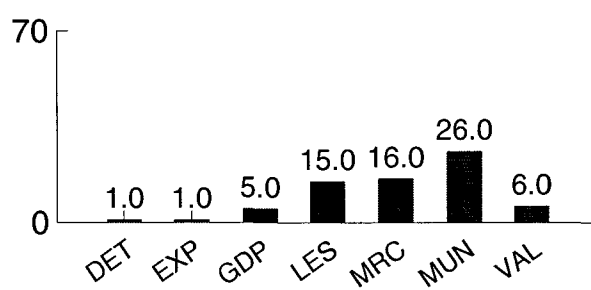


Nombre de répondants (réponse A) : 70

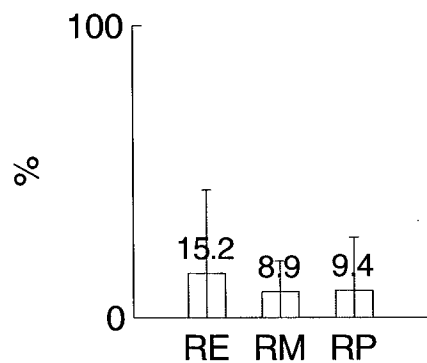
Par région



Par secteur

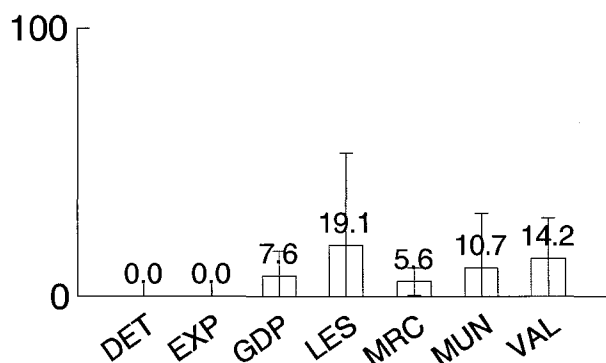


Résultats par région



$p = 0,53$

Résultats par secteur



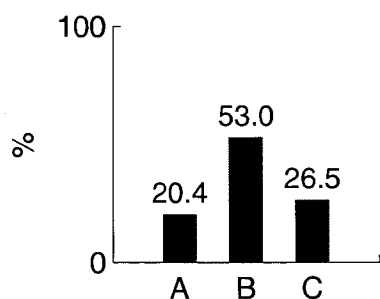
$p = 0,64$

---

**Question 37**

Ces entreprises bénéficient-elles de l'appui financier de votre organisme?

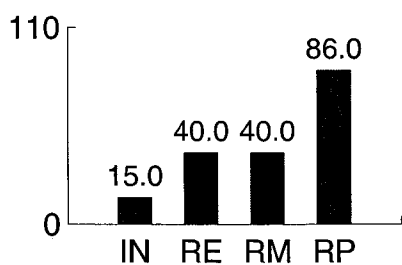
A) oui                      B) non                      C) ne sais pas



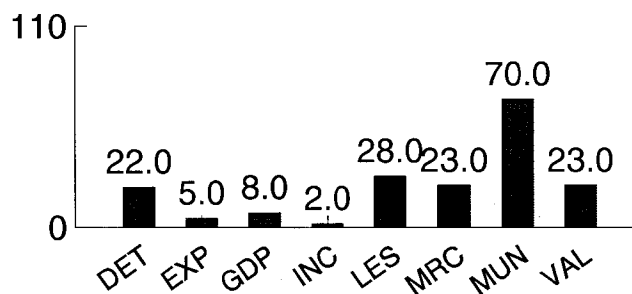

---

Nombre de répondants : 181

**Par région**



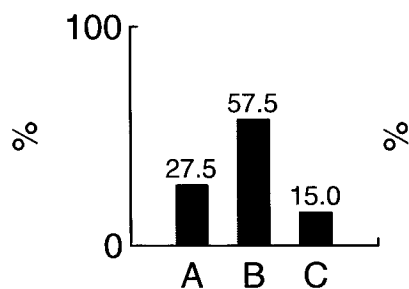
**Par secteur**



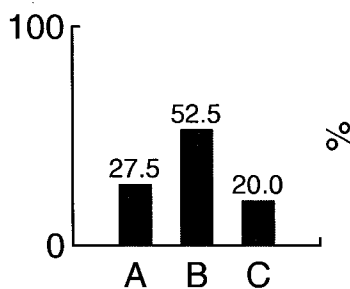

---

Résultats par région

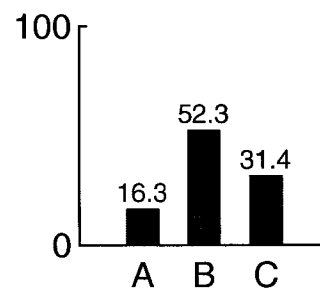
**RE**



**RM**

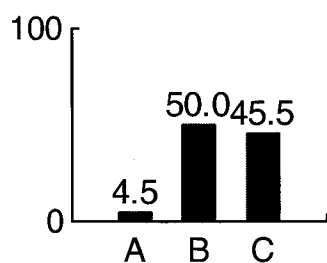


**RP**

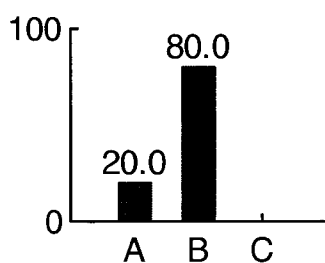


## Résultats par secteur (%)

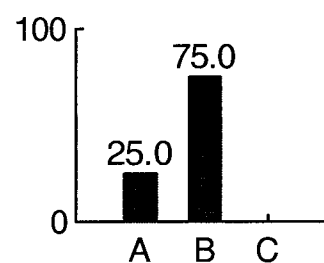
DET



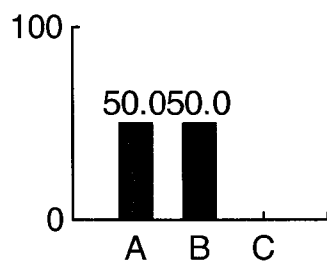
EXP



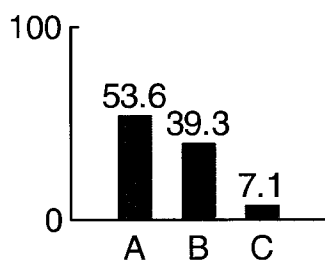
GDP



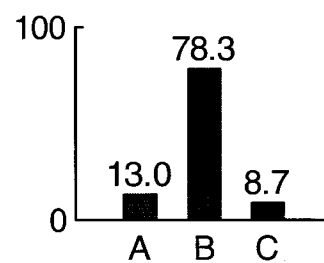
INC



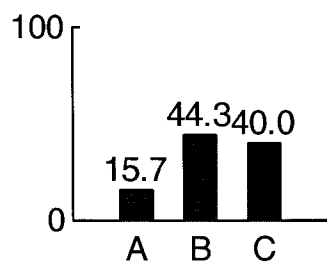
LES



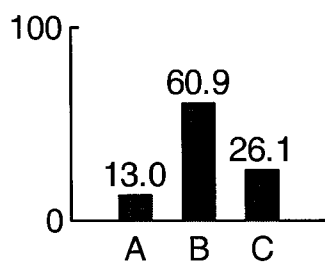
MRC



MUN



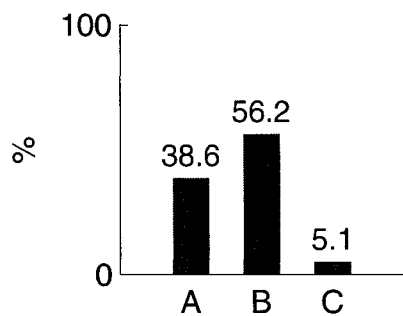
VAL



### Question 38

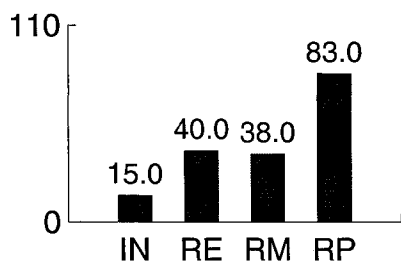
Les activités de ces entreprises pourraient-elles, selon vous, contribuer à moyen terme à l'atteinte des objectifs de la Politique?

A) oui, de façon significative      B) uniquement de façon marginale      C) non

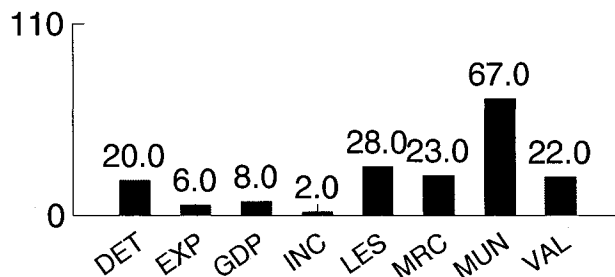


Nombre de répondants : 176

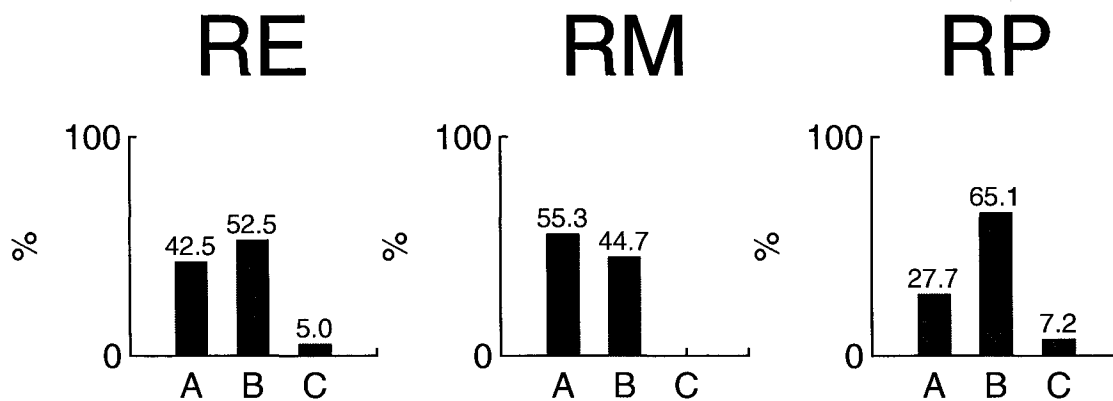
Par région



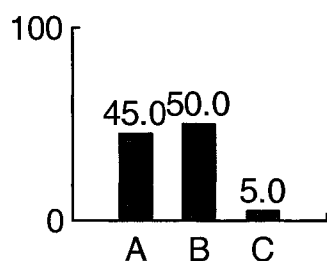
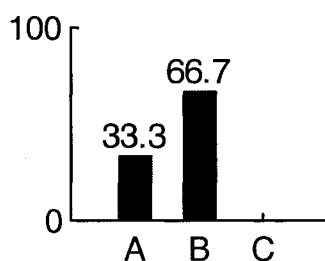
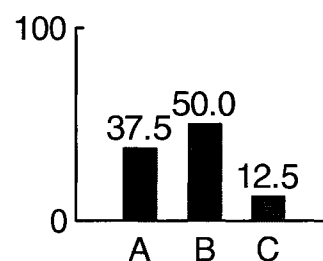
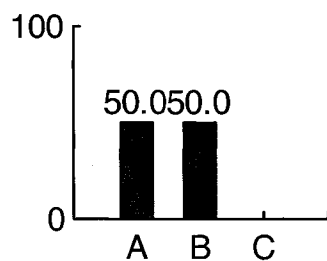
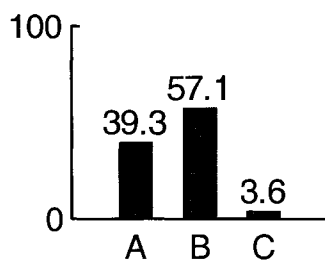
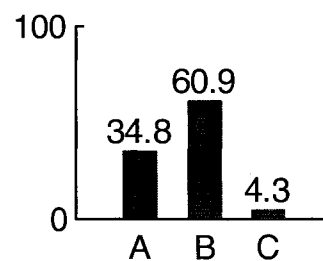
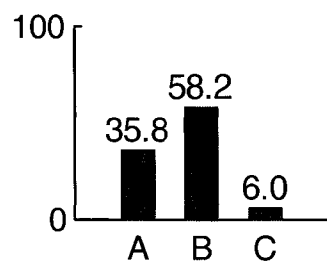
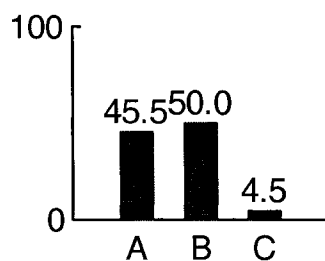
Par secteur



Résultats par région



## Résultats par secteur (%)

**DET****EXP****GDP****INC****LES****MRC****MUN****VAL**

### Question 39

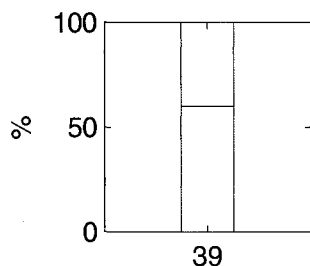
Quelle est la proportion approximative des boues municipales de votre territoire qui sont enfouies et qui ne sont donc pas valorisées?

A) %

B) ne sais pas

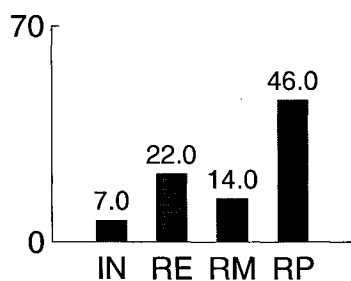
Moyenne et écart type :  $52,8 \pm 46,2$

B) 97 répondants

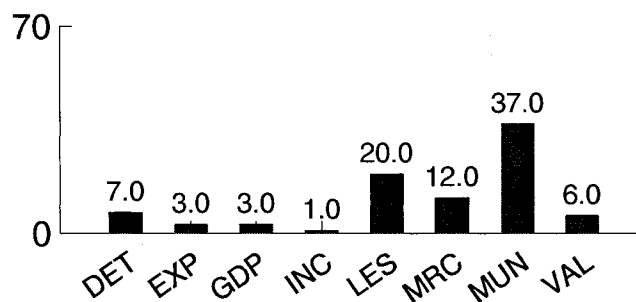


Nombre de répondants (réponse A) : 89

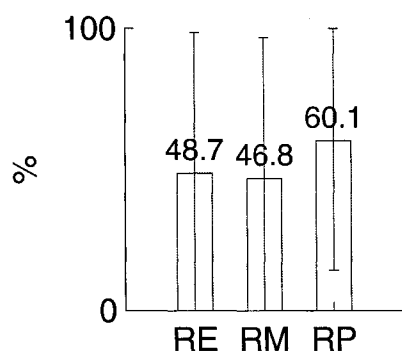
Par région



Par secteur

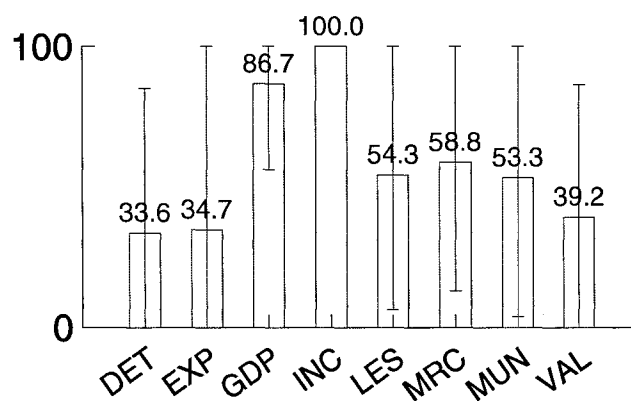


Résultats par région



$p = 0,50$

Résultats par secteur

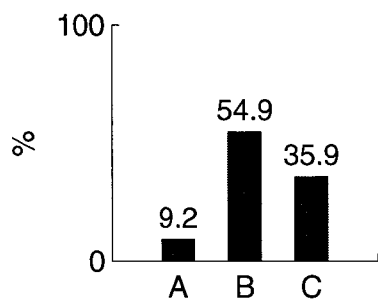


$p = 0,67$

### Question 40

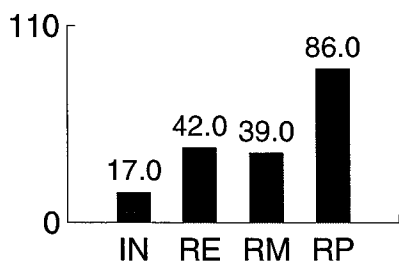
Existe-t-il un ou des comités de suivi des sites d'élimination non sécurisés sur votre territoire?

A) oui      B) non      C) ne sais pas

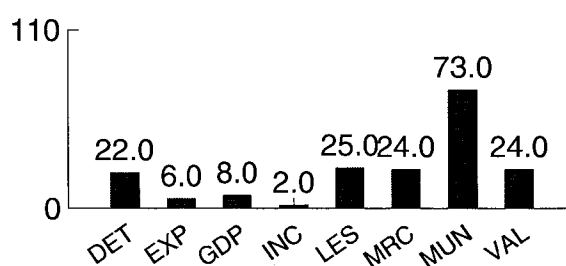


Nombre de répondants : 184

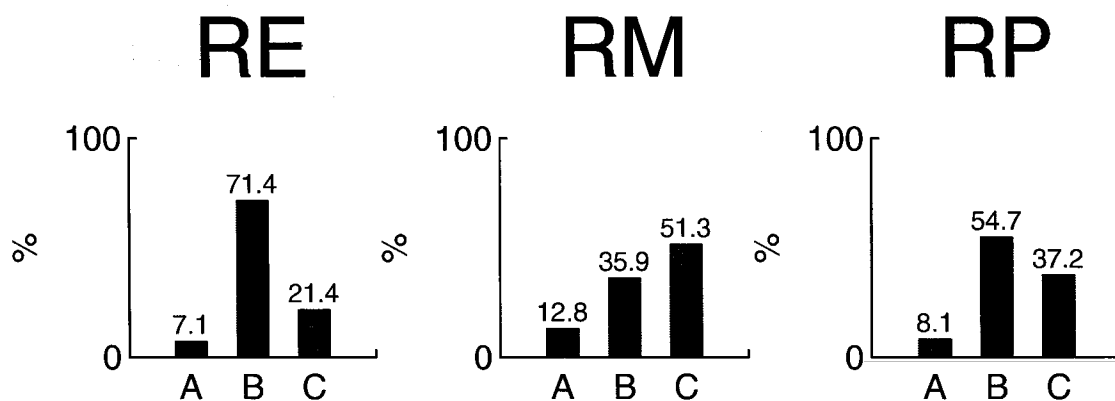
Par région



Par secteur

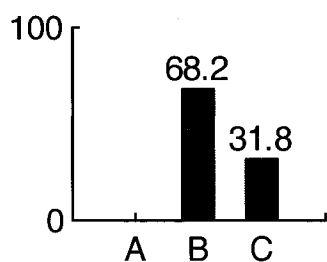
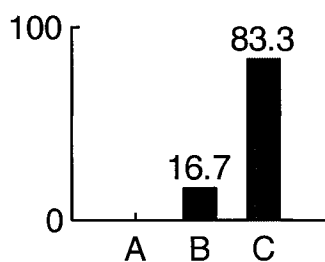
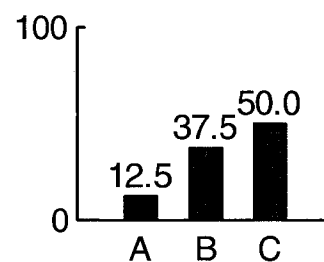
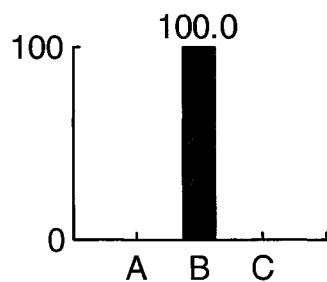
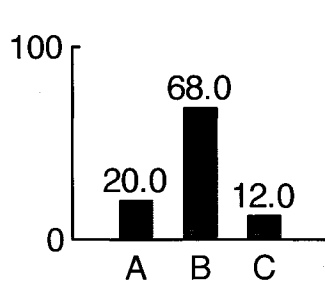
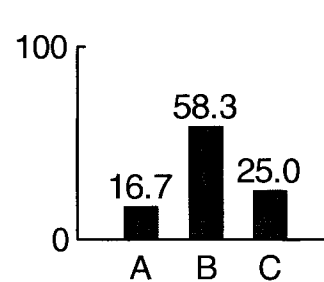
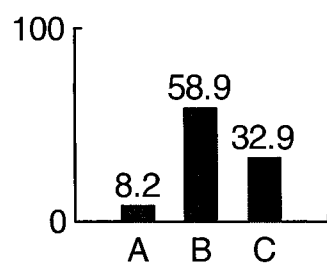
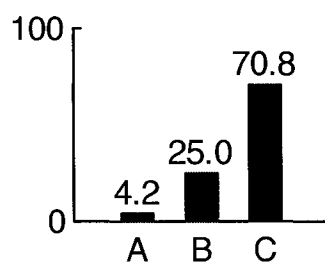


Résultats par région





## Résultats par secteur (%)

**DET****EXP****GDP****INC****LES****MRC****MUN****VAL**

### Question 41

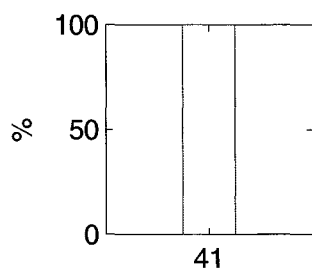
Quelle est la part approximative (%) des sites d'élimination non sécurisés faisant l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de surface et souterraines sur votre territoire?

A) %

B) ne sais pas

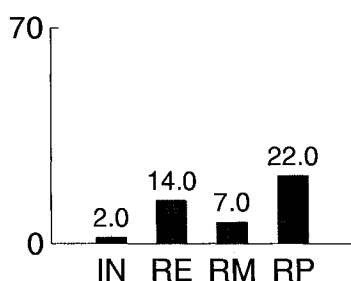
Moyenne et écart type :  $33,6 \pm 44,1$

B) 126 répondants

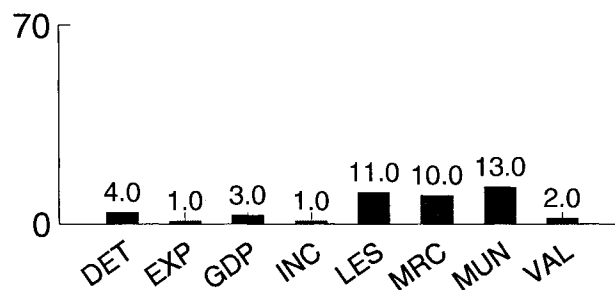


Nombre de répondants (réponse A) : 45

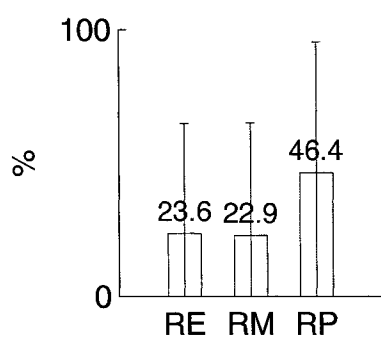
Par région



Par secteur

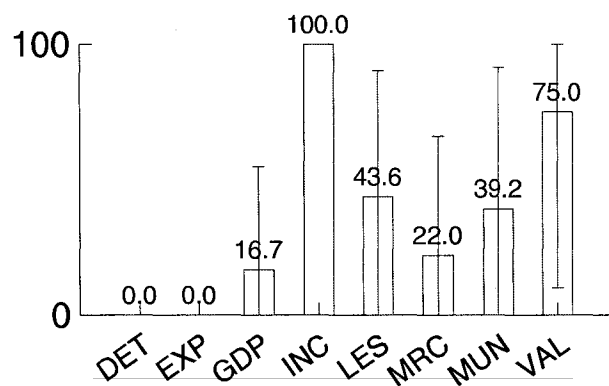


Résultats par région



$p = 0,24$

Résultats par secteur

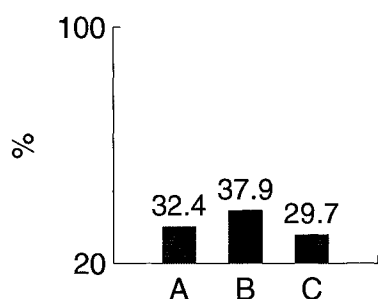


$p = 0,26$

### Question 42

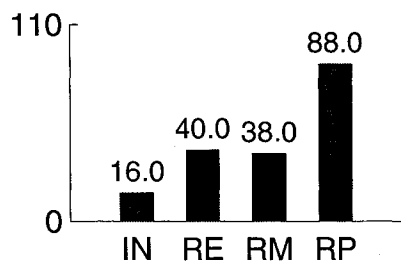
Croyez-vous que le rôle de Recyc-Québec, dont la mission consiste à coordonner les activités de valorisation prévues dans la Politique, soit rempli adéquatement?

A) oui                      B) non                      C) ne sais pas

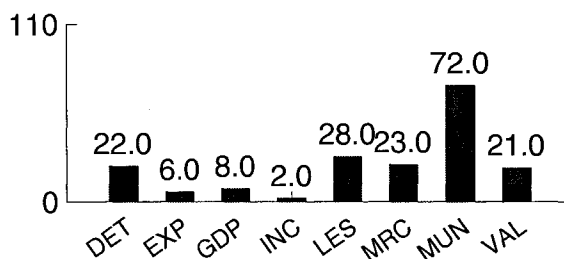


Nombre de répondants : 182

Par région

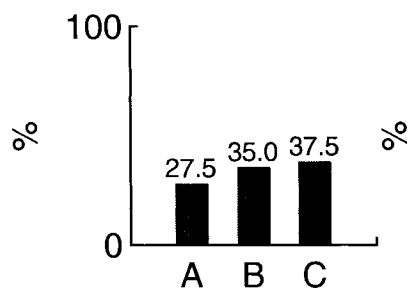


Par secteur

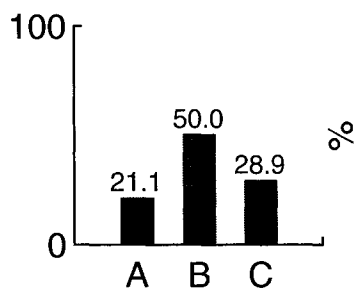


Résultats par région

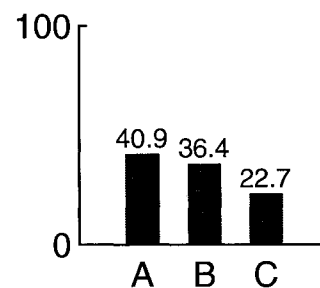
RE



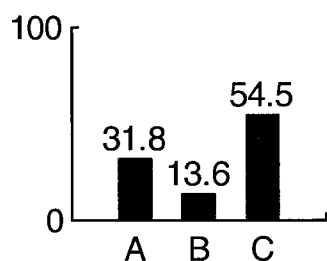
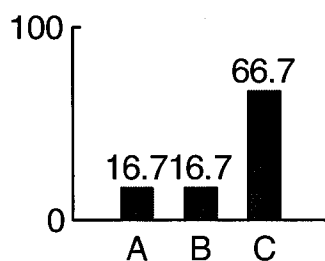
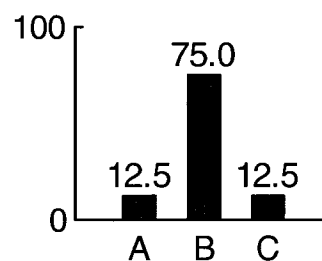
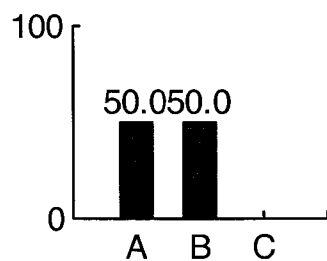
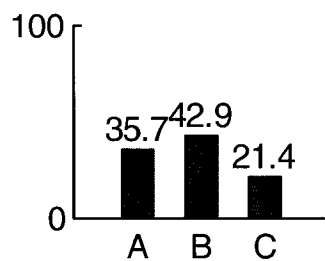
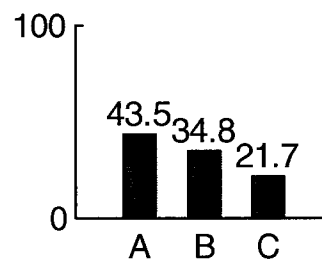
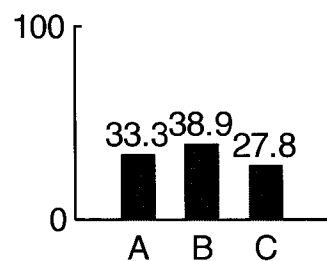
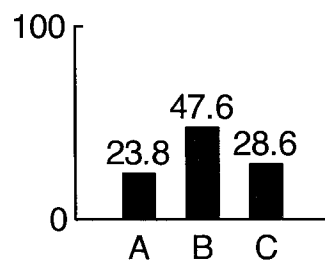
RM



RP



## Résultats par secteur (%)

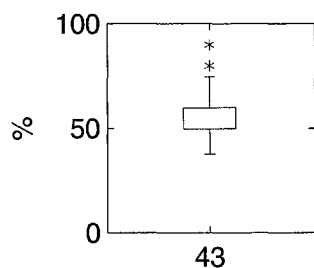
**DET****EXP****GDP****INC****LES****MRC****MUN****VAL**

### Question 43

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

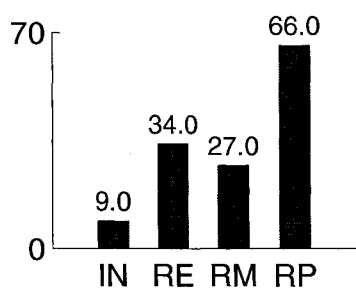
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Papiers et cartons	60%	33%	+13%		

Moyenne et écart type :  $53,4 \pm 8,3$

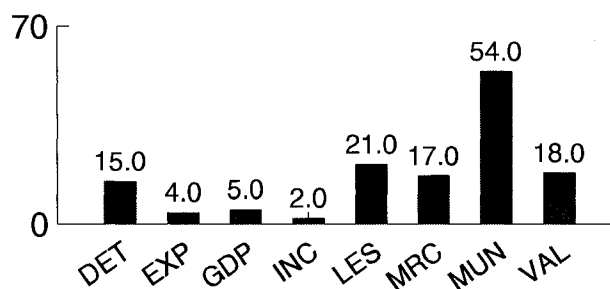


Nombre de répondants : 136

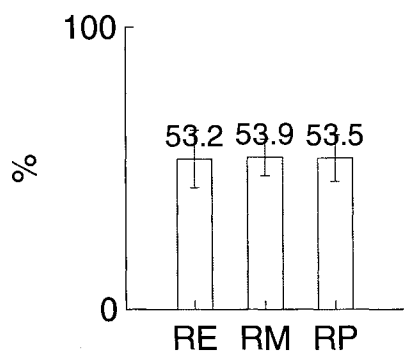
Par région



Par secteur

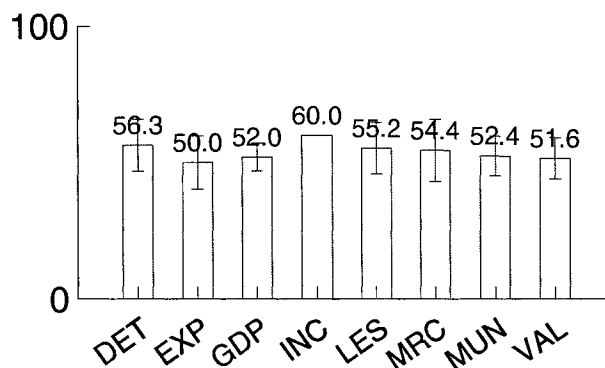


Résultats par région



$p = 0,95$

Résultats par secteur



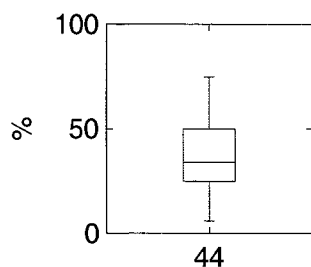
$p = 0,44$

### Question 44

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

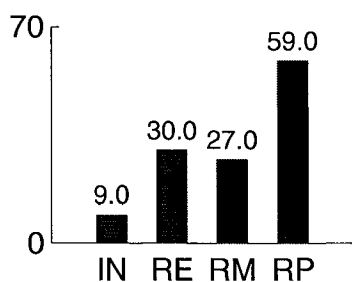
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas ✓
Verre	60%	16%	-26%		

Moyenne et écart type :  $37,4 \pm 16,8$

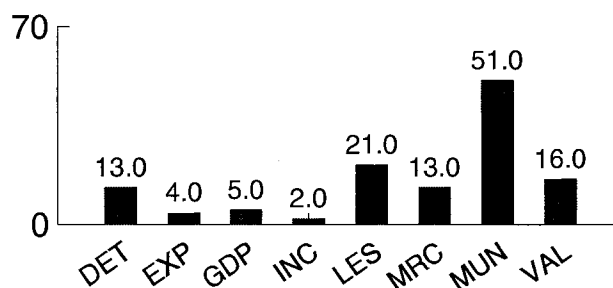


Nombre de répondants : 125

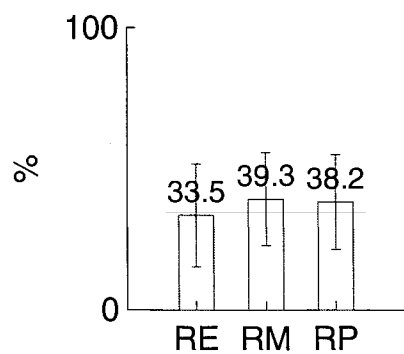
Par région



Par secteur

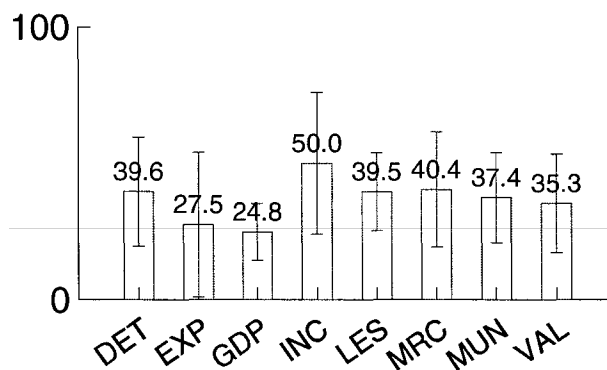


Résultats par région



$p = 0,37$

Résultats par secteur



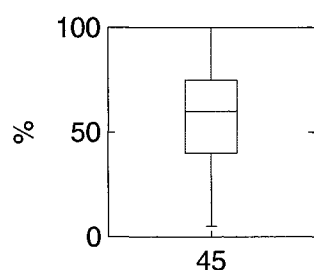
$p = 0,49$

### Question 45

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

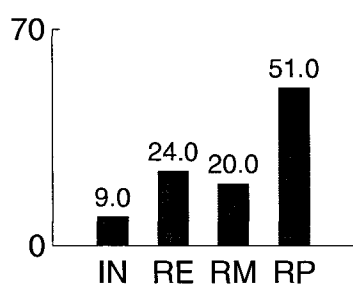
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008	Ne sais pas √
Électroménagers	60%	-	+74%		

Moyenne et écart type :  $57,8 \pm 21,2$

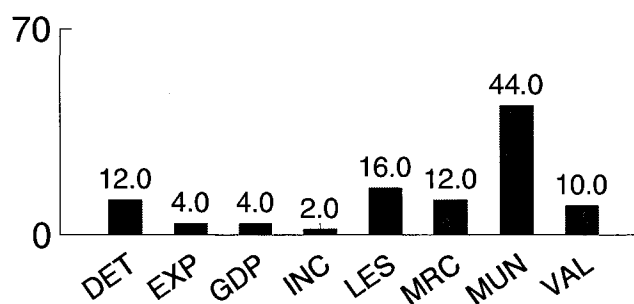


Nombre de répondants : 104

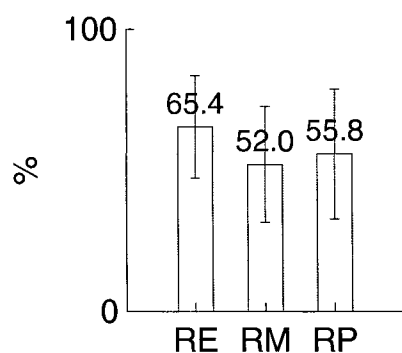
Par région



Par secteur

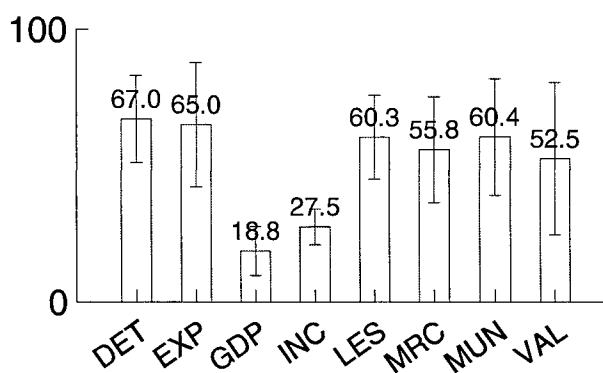


Résultats par région



$p = 0,09$

Résultats par secteur



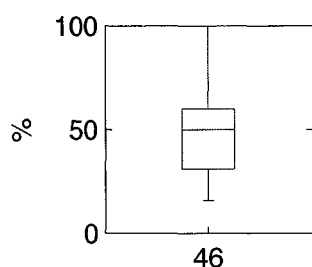
$p = 0,00$

### Question 46

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

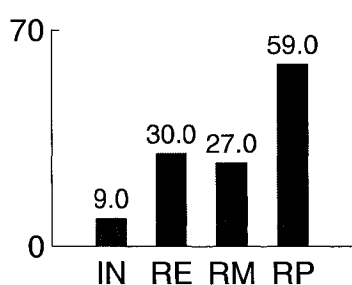
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Métaux ferreux et non-ferreux	60%	16%	+21%		

Moyenne et écart type :  $45,9 \pm 15,6$

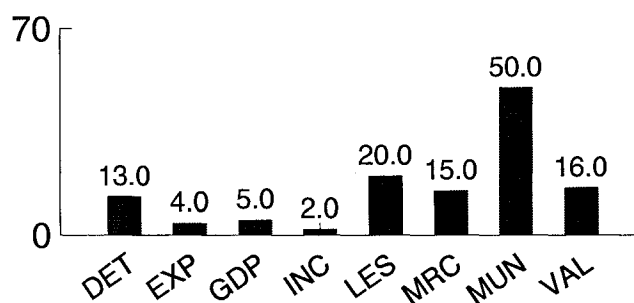


Nombre de répondants : 125

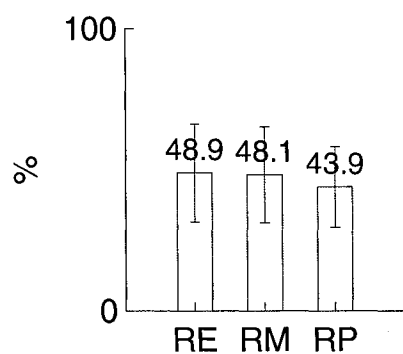
Par région



Par secteur

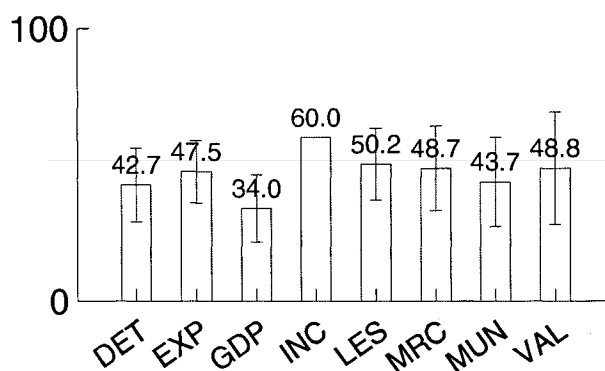


Résultats par région



$p = 0,27$

Résultats par secteur



$p = 0,27$

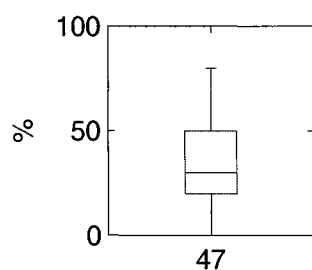


### Question 47

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

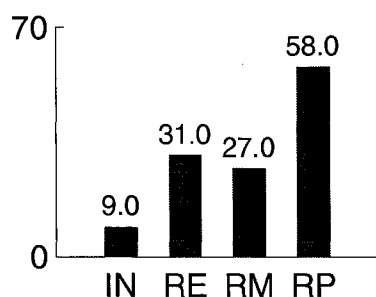
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Plastiques	60%	6%	-28%		

Moyenne et écart type :  $33,7 \pm 18,1$

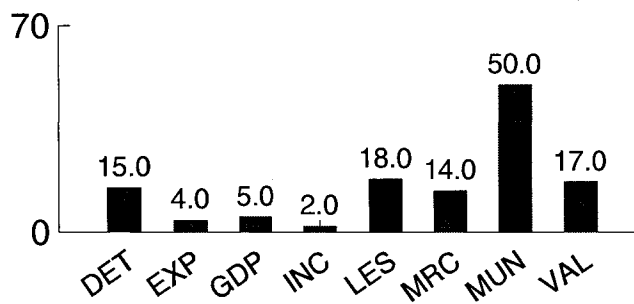


Nombre de répondants : 125

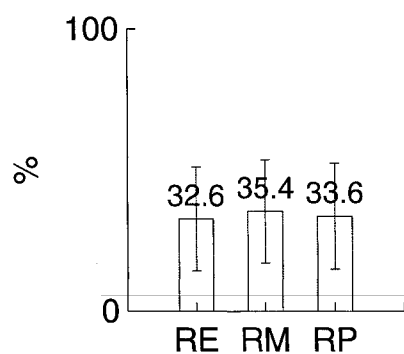
Par région



Par secteur

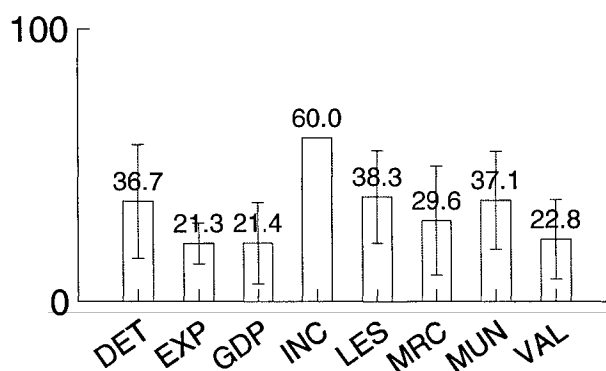


Résultats par région



$p = 0,85$

Résultats par secteur



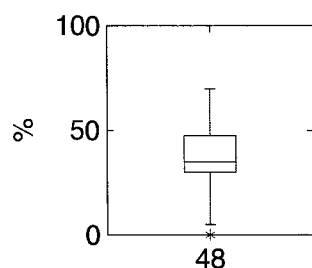
$p = 0,01$

## Question 48

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

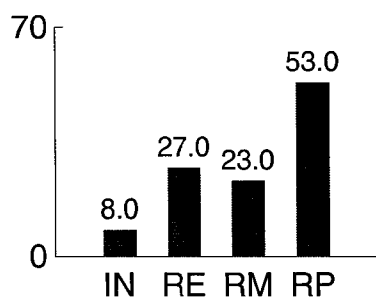
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas ✓
Textiles	50%	25%	-7%		

Moyenne et écart type :  $35,9 \pm 12,8$

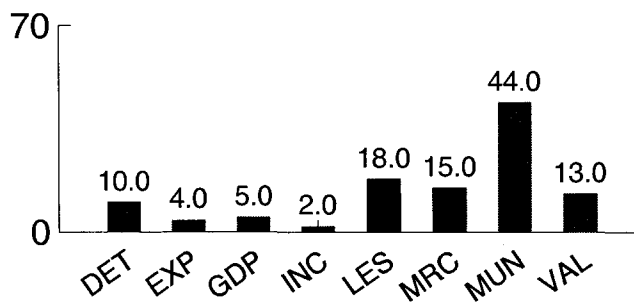


Nombre de répondants : 111

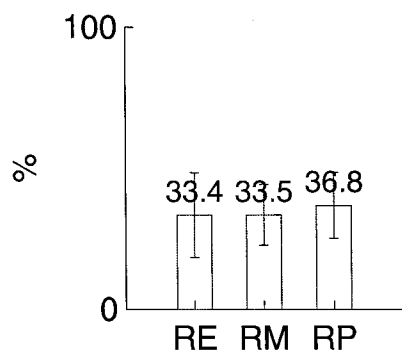
Par région



Par secteur

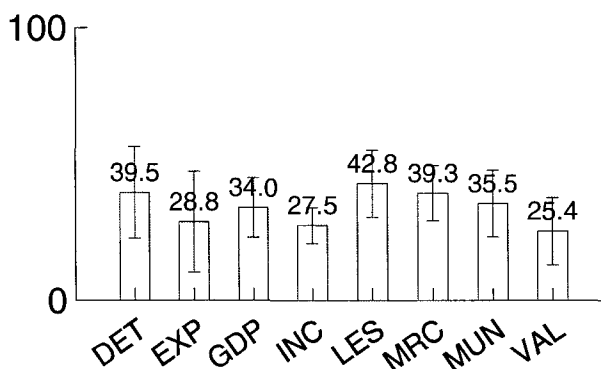


Résultats par région



$p = 0,39$

Résultats par secteur



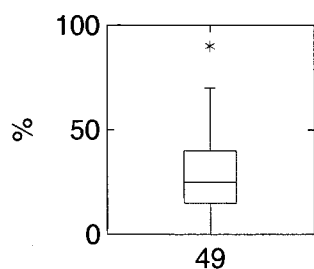
$p = 0,01$

### Question 49

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

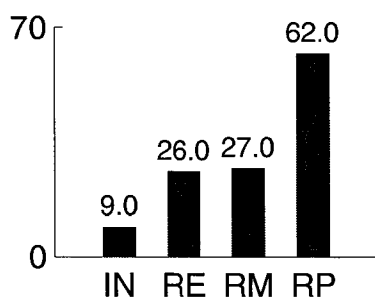
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Résidus compostables	60%	7%	-23%		

Moyenne et écart type :  $29,9 \pm 17,7$

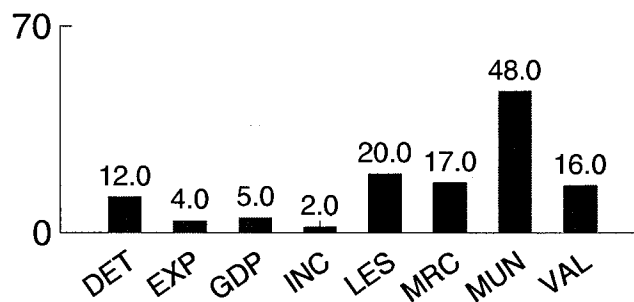


Nombre de répondants : 124

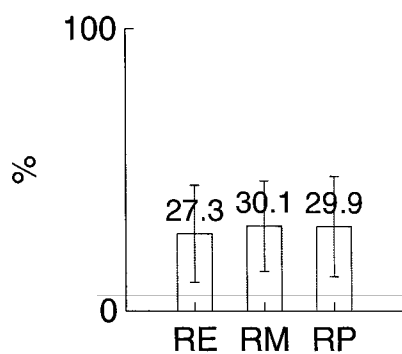
Par région



Par secteur

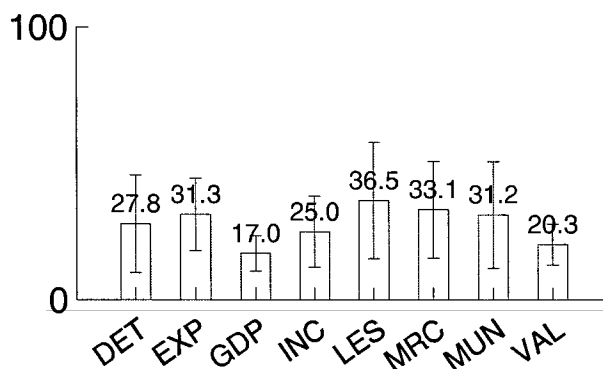


Résultats par région



$p = 0,79$

Résultats par secteur



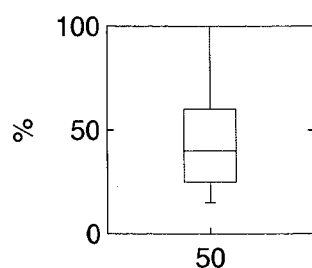
$p = 0,12$

## Question 50

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

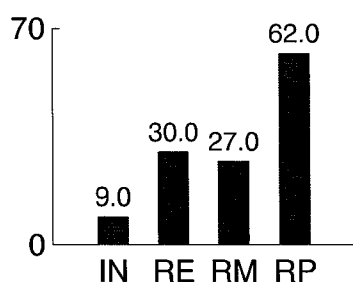
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Peinture	75%	19%	stable		

Moyenne et écart type :  $43,3 \pm 19,5$

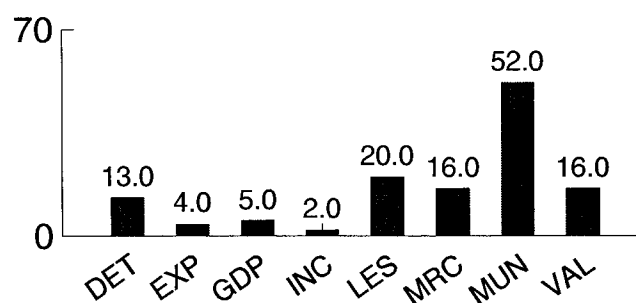


Nombre de répondants : 128

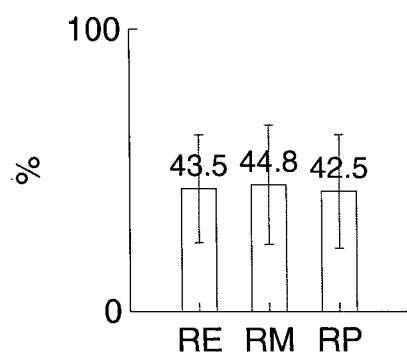
Par région



Par secteur

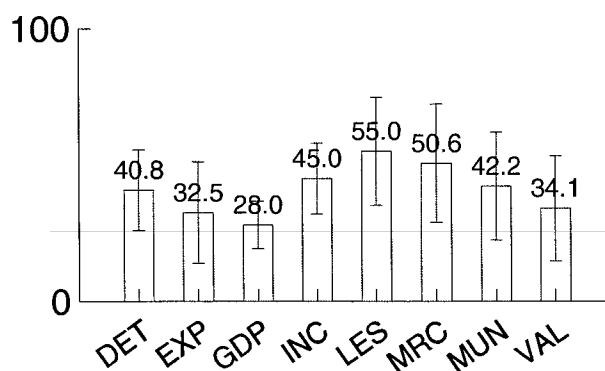


Résultats par région



$p = 0,88$

Résultats par secteur



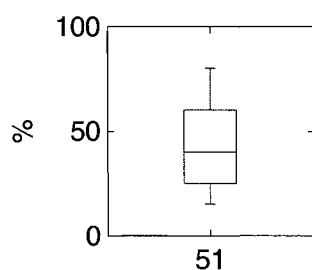
$p = 0,01$

### Question 51

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

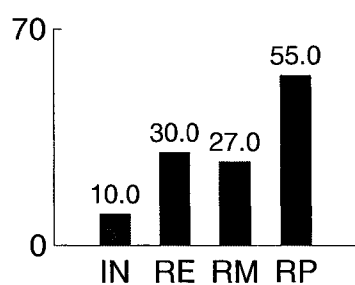
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Huile	75%	19%	-50%		

Moyenne et écart type :  $44,0 \pm 19,8$

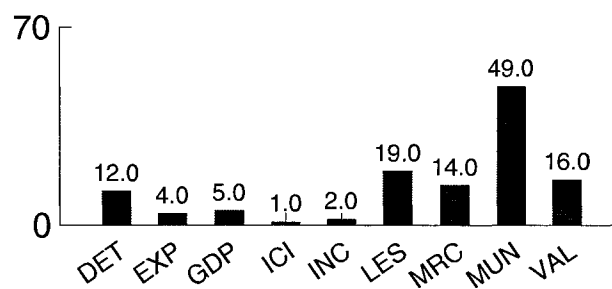


Nombre de répondants : 122

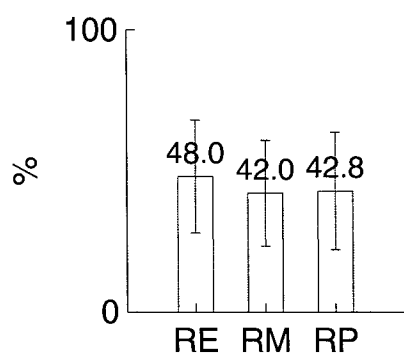
Par région



Par secteur

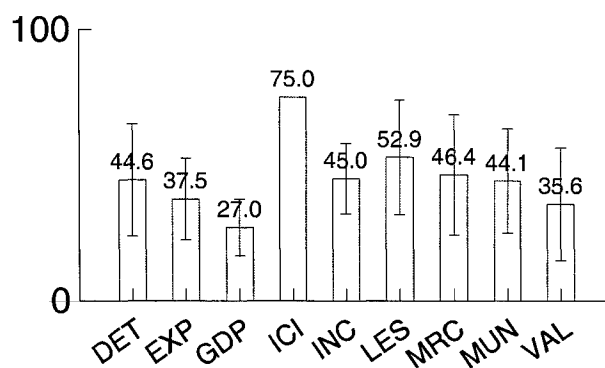


Résultats par région



$p = 0,44$

Résultats par secteur



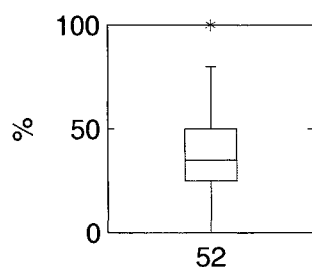
$p = 0,09$

## Question 52

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

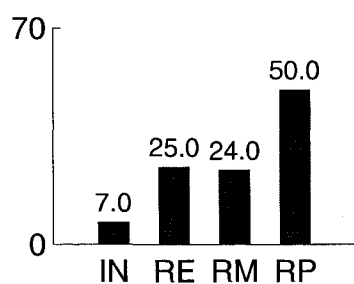
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Pesticides	75%	19%	-50%		

Moyenne et écart type :  $40,7 \pm 21,1$

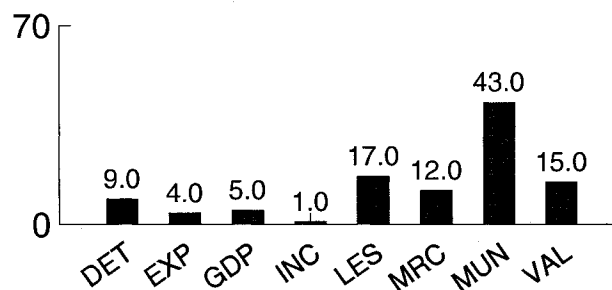


Nombre de répondants : 106

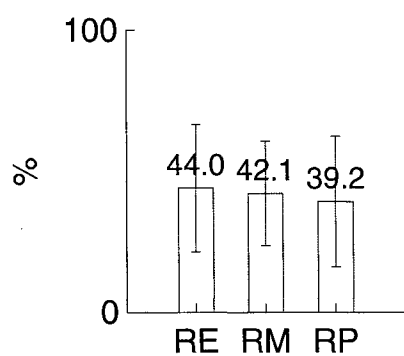
Par région



Par secteur

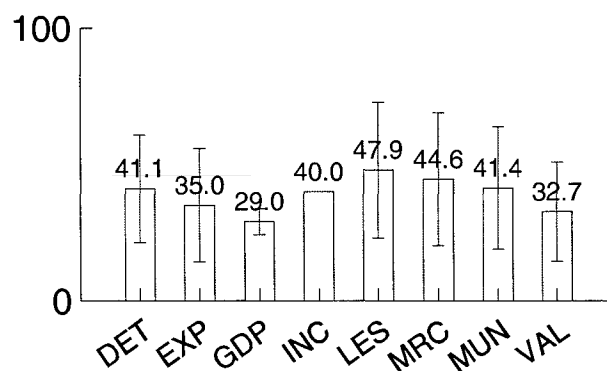


Résultats par région



$p = 0,64$

Résultats par secteur



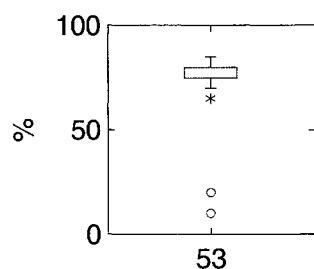
$p = 0,50$

### Question 53

Prévision du taux de récupération – Secteur municipal (MUN)

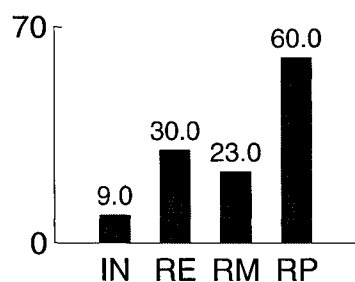
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas ✓
Contenants à remplissage unique	80%	74%	stable		

Moyenne et écart type :  $77,3 \pm 8,8$

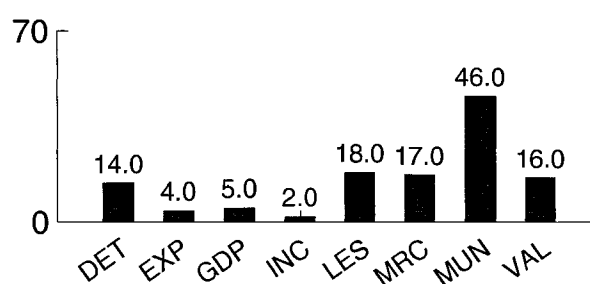


Nombre de répondants : 122

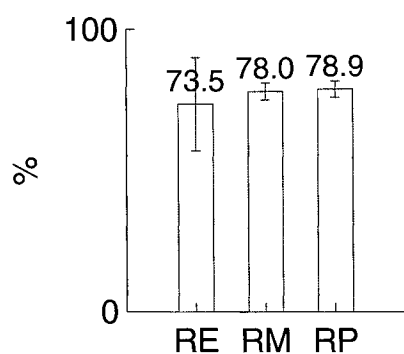
Par région



Par secteur

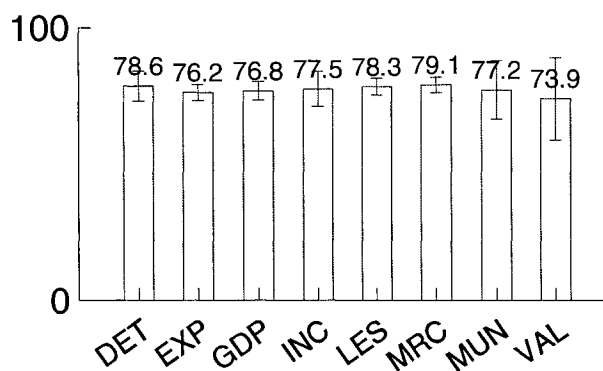


Résultats par région



$p = 0,02$

Résultats par secteur



$p = 0,83$

---

**Question 54**

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur municipal et quelles seraient les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs?

Nombre de répondants : 147

Nombre de répondants par secteur et résumé des réponses :

- **DET** (16). Les coûts engendrés et le financement insuffisant constituent les principaux obstacles; les actions à entreprendre seraient une plus grande sensibilisation de la population et une plus grande implication du gouvernement.
- **EXP** (5). Les principaux obstacles sont le faible coût relié à l'enfouissement et le peu de revenus générés par la récupération; les actions à entreprendre seraient l'éducation de la population et une surtaxe à l'enfouissement.
- **GDP** (8). Les obstacles sont le manque d'argent, le manque de volonté politique dans l'application de la législation et les difficultés liées au compostage et au recyclage des plastiques et du polystyrène; les actions à entreprendre seraient la mise en application de la loi 102, les coûts chargés selon le principe du pollueur-payeur, l'information et des mesures incitatives.
- **ICI** (1). Les difficultés sont le manque de système de récupération des matières résiduelles et les délais trop courts pour l'application de la Politique.
- **INC** (2). Les actions à entreprendre seraient le financement selon le principe de l'utilisateur-payeur, des infrastructures regroupant le tri et le traitement des matières résiduelles, la normalisation des contenants, la responsabilisation des producteurs et le développement de marchés pour les matières recyclées.
- **LES** (21). Les obstacles sont le manque de ressources financières et humaines, le manque d'information et de volonté politique et la quantité trop faible de matières putrescibles compostées; les actions à entreprendre seraient le financement de la collecte sélective par les producteurs et des subventions gouvernementales, des incitatifs financiers, la réduction des emballages et des campagnes d'information.
- **MRC** (23). Les obstacles sont le manque d'argent et de volonté politique, le manque de débouchés pour les produits recyclés, les coûts de l'élimination trop faibles dans les dépôts en tranchées et la Politique mal adaptée aux communautés urbaines; les actions à entreprendre seraient l'interdiction de l'élimination des matières compostables et recyclables, la promotion de la récupération, l'injection de plus d'argent aux MRC et une partie des coûts assumés par les producteurs.



- **MUN (56).** Les obstacles sont le manque de fonds, de ressources humaines, de sensibilisation de la population et de courage politique; les actions à entreprendre devraient être l'amélioration de la collecte sélective, l'information accrue auprès de la population, la mise en place d'incitatifs financiers, une réduction des emballages et la mise en place d'équipements de compostage.
- **VAL (15).** Les obstacles sont le manque de volonté politique, le coût trop faible de l'enfouissement, le manque de budget, le manque de mesures coercitives, le manque de centres de valorisation, la mise en place tardive de la collecte sélective et la trop grande bureaucratie de Recyc-Québec; les actions à entreprendre seraient la sensibilisation de la population, un soutien politique et financier, une augmentation du coût de l'enfouissement, l'obligation de payer des producteurs et la recherche de nouveaux débouchés pour les matières recyclées.

En résumé, les obstacles à l'application de la Politique sont principalement le manque de financement et de volonté politique, le faible coût de l'enfouissement et le manque d'information de la population.

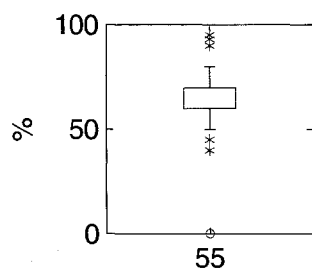
Les actions à entreprendre seraient l'introduction d'un soutien financier aux MRC et aux communautés urbaines, la réduction des emballages, la mise en place d'équipements de compostage, l'introduction de mesures coercitives appliquées aux producteurs, la hausse du coût de l'enfouissement, la recherche de débouchés pour les matières recyclées et l'information et la sensibilisation des citoyens.

### Question 55

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

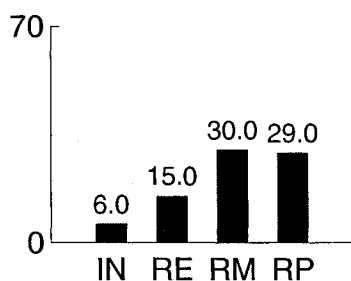
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Papiers et cartons	70%	45%	+13%		

Moyenne et écart type :  $61,6 \pm 12,1$

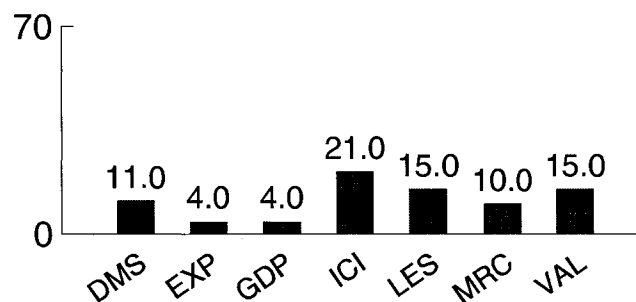


Nombre de répondants : 80

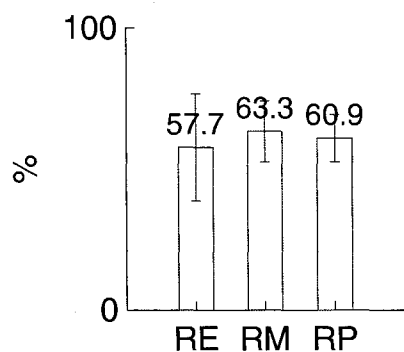
Par région



Par secteur

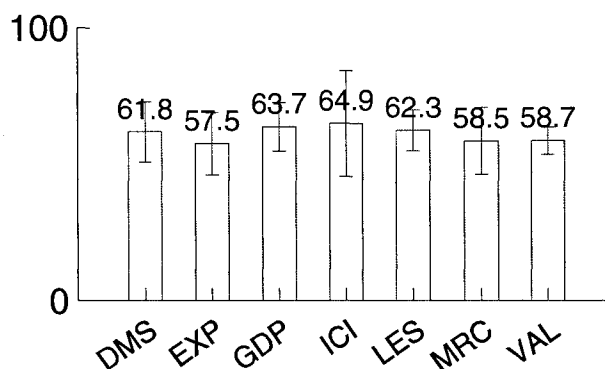


Résultats par région



$p = 0,32$

Résultats par secteur



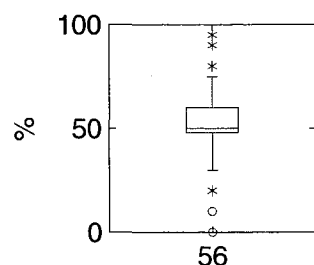
$p = 0,72$

### Question 56

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

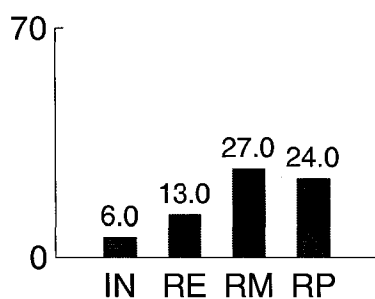
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Verre	95%	43%	-26%		

Moyenne et écart type :  $53,4 \pm 16,9$

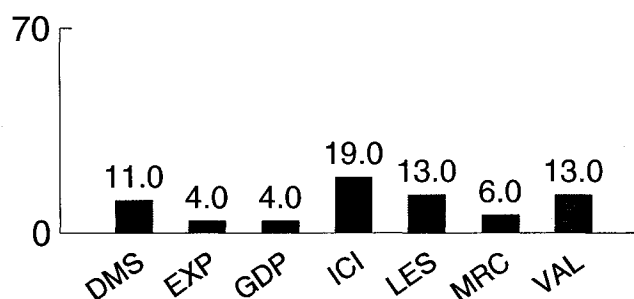


Nombre de répondants : 70

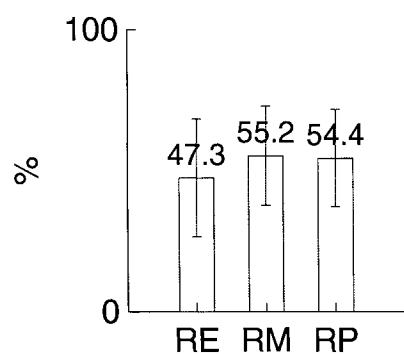
Par région



Par secteur

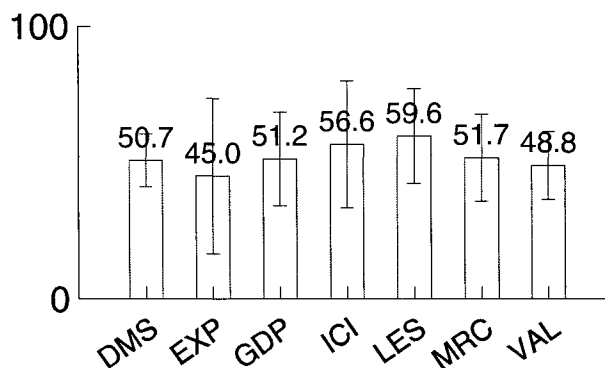


Résultats par région



$p = 0,39$

Résultats par secteur



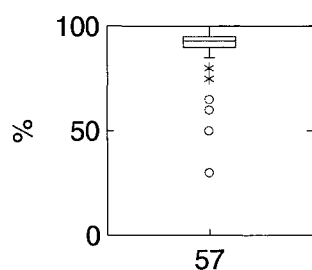
$p = 0,59$

### Question 57

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

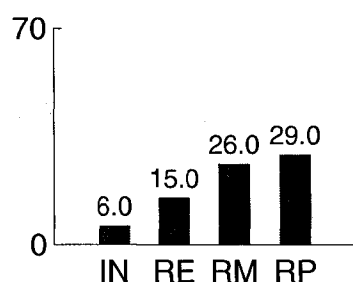
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Métaux ferreux	95%	84%	+15%		

Moyenne et écart type :  $89,8 \pm 10,7$

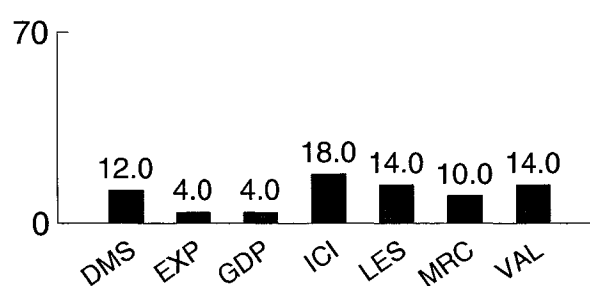


Nombre de répondants : 76

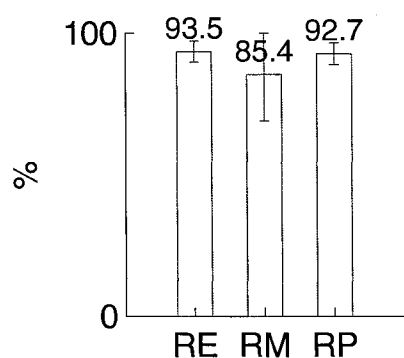
Par région



Par secteur

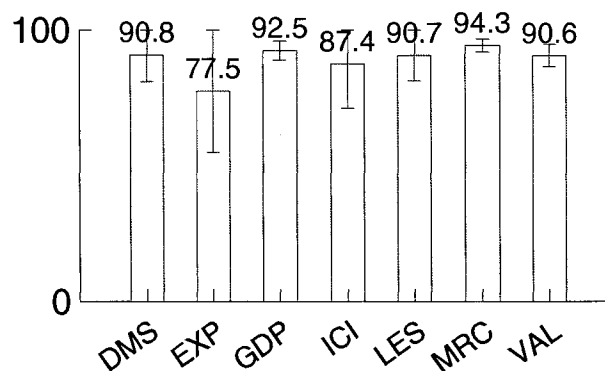


Résultats par région



$p = 0,01$

Résultats par secteur



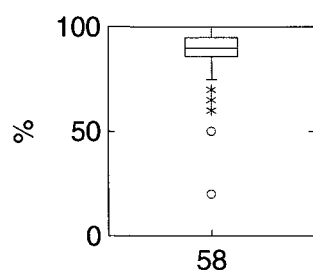
$p = 0,21$

### Question 58

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

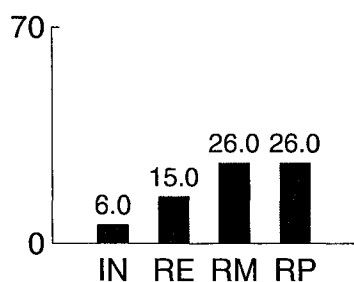
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Métaux non ferreux	95%	84%	-12%		

Moyenne et écart type  $88,3 \pm 11,8$

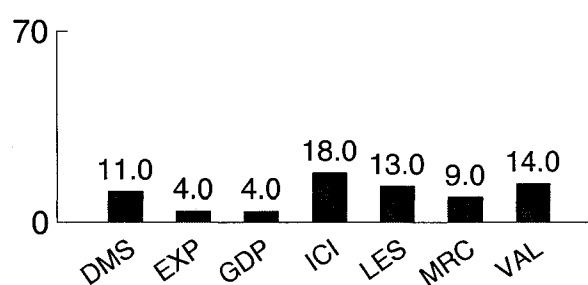


Nombre de répondants : 73

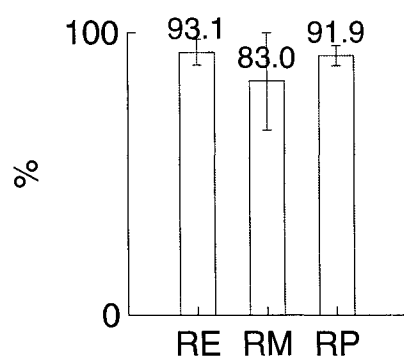
Par région



Par secteur

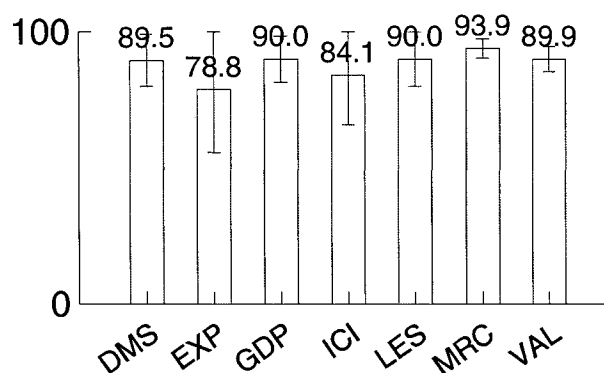


Résultats par région



$p = 0,01$

Résultats par secteur



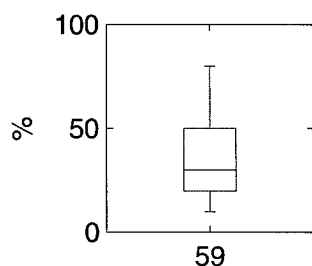
$p = 0,26$

### Question 59

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

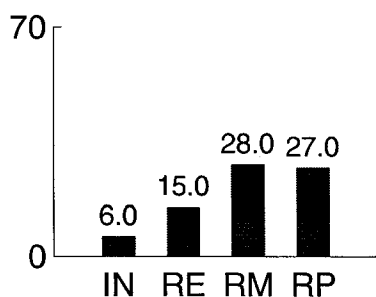
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Plastiques	70%	12%	-28%		

Moyenne et écart type :  $37,4 \pm 18,4$

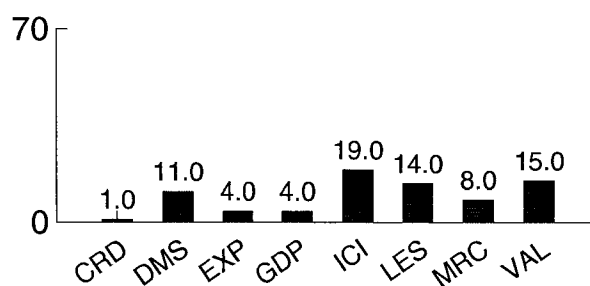


Nombre de répondants : 76

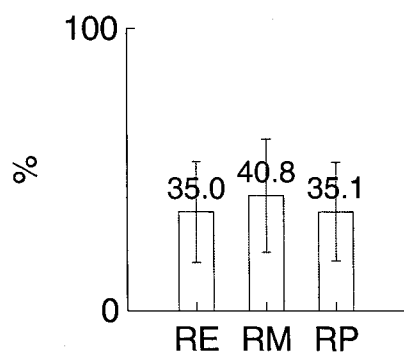
Par région



Par secteur

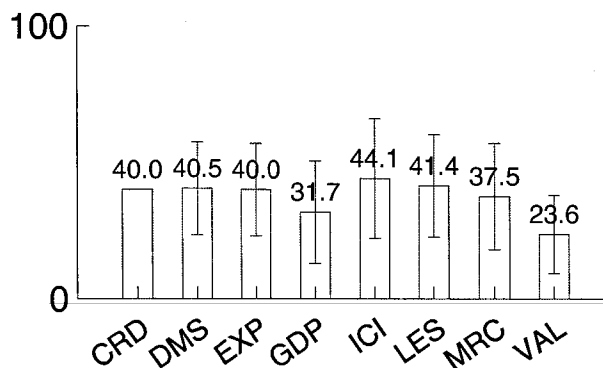


Résultats par région



$p = 0,44$

Résultats par secteur



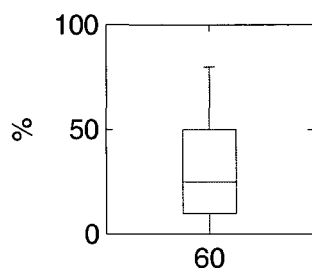
$p = 0,08$

### Question 60

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

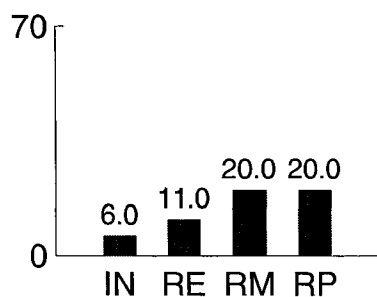
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Textiles	70%	----	-6%		

Moyenne et écart type :  $32,4 \pm 23,3$

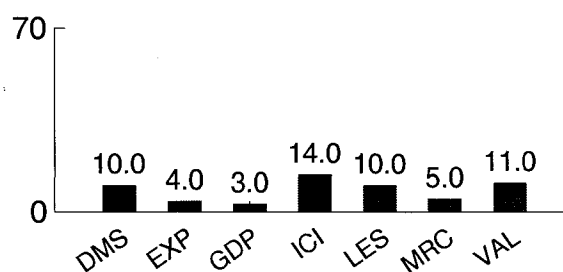


Nombre de répondants : 57

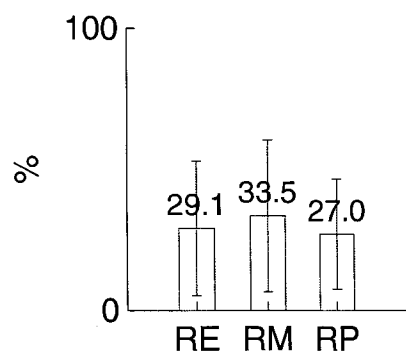
Par région



Par secteur

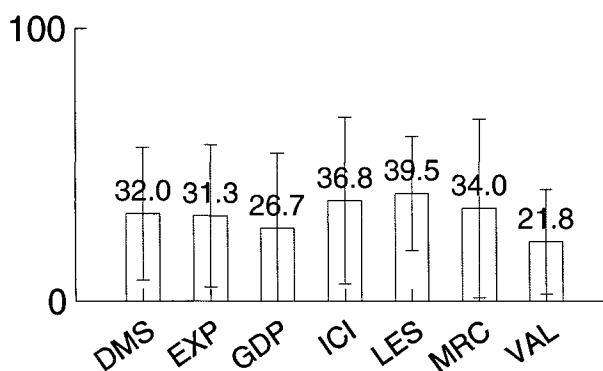


Résultats par région



$p = 0,66$

Résultats par secteur



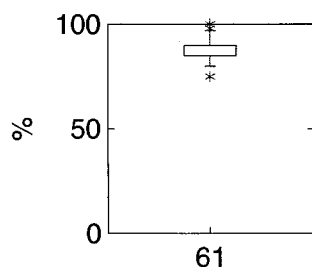
$p = 0,71$

### Question 61

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

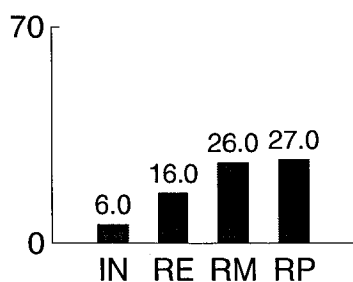
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas ✓
Pneus	85%	87%	+11%		

Moyenne et écart type :  $89,1 \pm 4,4$

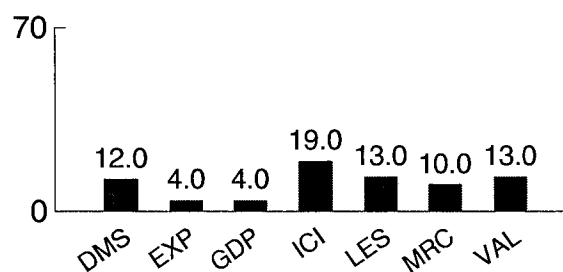


Nombre de répondants : 75

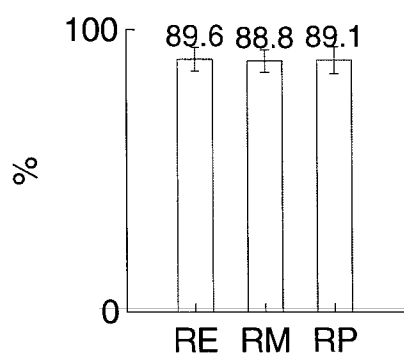
Par région



Par secteur

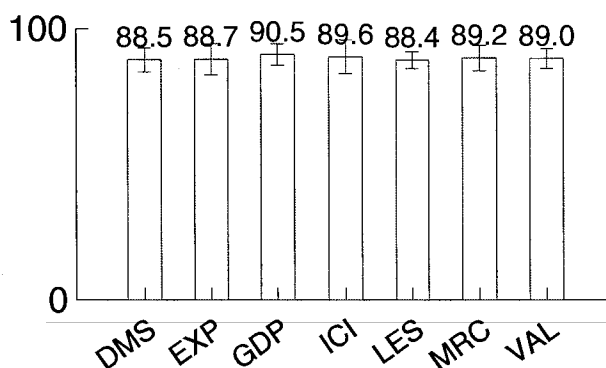


Résultats par région



$p = 0,86$

Résultats par secteur



$p = 0,97$

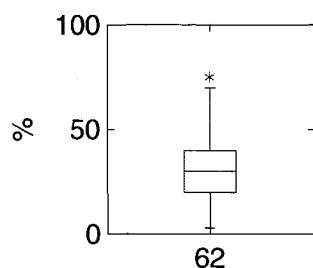


## Question 62

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

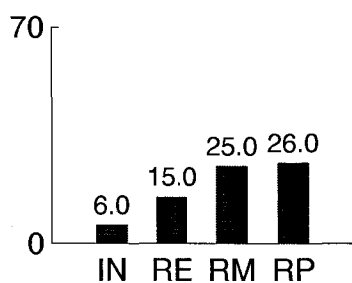
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas ✓
Résidus compostables	60%	13%	-23%		

Moyenne et écart type :  $32,8 \pm 16,5$

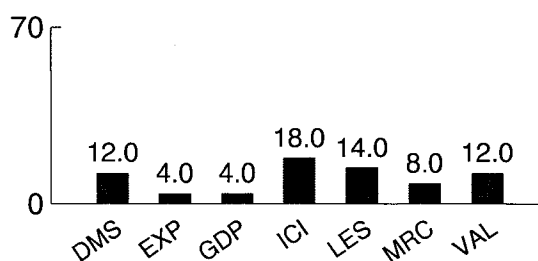


Nombre de répondants : 72

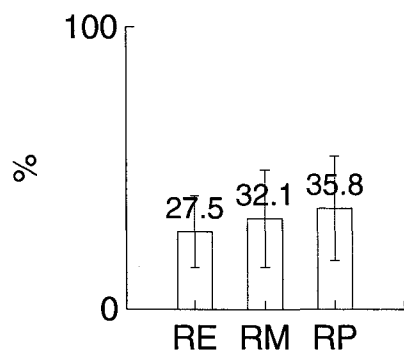
Par région



Par secteur

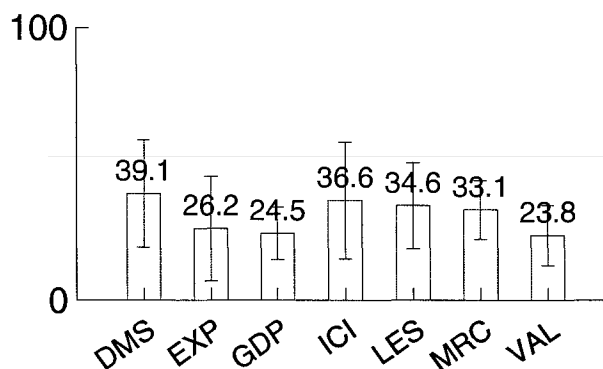


Résultats par région



$p = 0,30$

Résultats par secteur



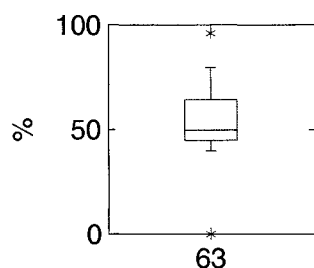
$p = 0,23$

### Question 63

Prévision du taux de récupération – Secteur industrie-commerce-institution (ICI)

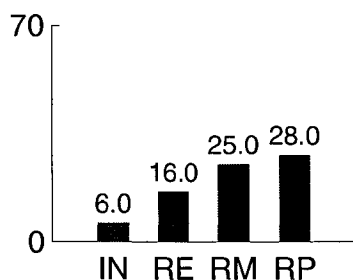
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Bois	70%	38%	+34%		

Moyenne et écart type :  $54,5 \pm 13,6$

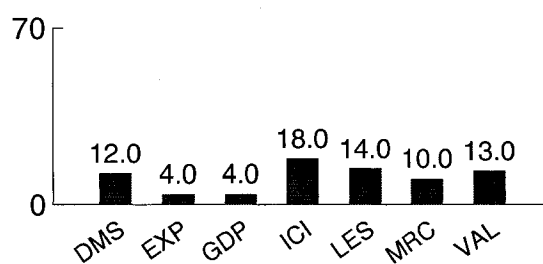


Nombre de répondants : 75

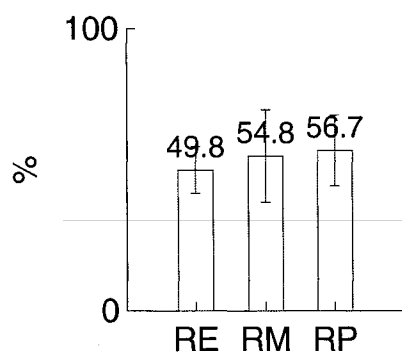
Par région



Par secteur

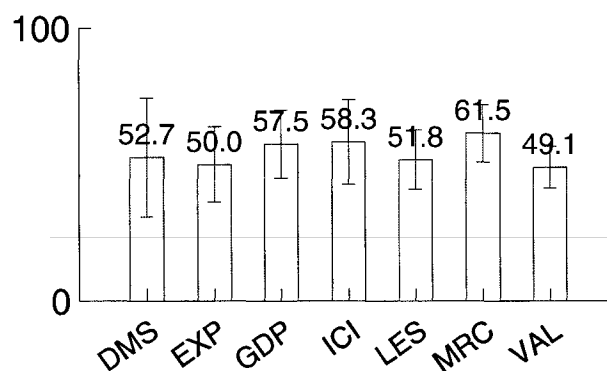


Résultats par région



$p = 0,24$

Résultats par secteur



$p = 0,28$

---

**Question 64**

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur industrie-commerce-institution et quelles seraient les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs?

Nombre de répondants : 93

Nombre de répondants par secteur et résumé des réponses :

- **DMS (10).** Les obstacles sont le manque d'aide financière, la croissance limitée du recyclage, le manque d'information et les coûts trop élevés du recyclage comparativement à l'enfouissement; les actions à entreprendre seraient l'augmentation des coûts dans les lieux d'enfouissement sanitaire et dans les dépôts de matériaux secs, le financement d'infrastructures, l'amélioration de la collecte sélective et l'obligation de récupérer.
- **EXP (4).** Les obstacles sont les coûts trop faibles de l'enfouissement et trop élevés de la récupération et le manque d'incitatifs politiques; les actions à entreprendre seraient l'obligation de recycler, la formation et la sensibilisation de la population.
- **GDP (7).** Les obstacles sont le manque de volonté des politiciens, l'élimination à des coûts trop faibles des déchets et la production de matières non recyclables non pénalisée; les actions à entreprendre seraient la mise en place de mesures incitatives et coercitives, l'obligation de produire et d'utiliser seulement des matières recyclables et une législation pour rendre obligatoire la collecte sélective.
- **ICI (21).** Les obstacles sont le manque de support financier, les revenus trop faibles provenant du recyclage, les amendes trop faibles pour le non-respect des lois, le manque d'incitatifs à recycler, la non-uniformité des prix des matières recyclées, l'absence de marchés, les coûts élevés et le manque de technologie nouvelle pour la récupération; les actions à entreprendre seraient la réduction du volume des matières résiduelles générées, faciliter et encourager la collecte sélective, l'application de consignes et l'établissement d'une législation obligeant la récupération et le compostage.
- **LES (16).** Les obstacles sont les coûts élevés de la récupération, le financement inadéquat, les impacts des coûts de recyclage sur les coûts de production et le manque d'information; les actions à entreprendre seraient l'établissement d'une collecte sélective pour le secteur ICI, l'adoption d'une législation basée sur le principe du pollueur-payeur, un tarif à l'enfouissement plus élevé et plus de capital humain et financier.
- **MRC (19).** Les obstacles sont le manque de financement, la capacité limitée de payer des citoyens, la non-obligation de la mise en œuvre des PGMR, les faibles coûts de l'élimination, l'absence de collecte des résidus putrescibles et le manque de

réglementation punitive; les actions à entreprendre seraient la sensibilisation et l'information des consommateurs, plus de débouchés pour les matières recyclées, une collecte sélective adaptée au secteur ICI, des taxes imposées aux producteurs de matières non-recyclables et une législation avec obligation de résultat.

- **VAL (16).** Les obstacles sont les coûts élevés, le manque de profits, la quasi-gratuité de l'enfouissement, l'augmentation des coûts de la récupération et la non-prise en charge du secteur ICI par les MRC; les actions à entreprendre seraient l'octroi de subventions au recyclage, une législation pour obliger à recycler, l'établissement du principe du pollueur-payeur et la recherche de débouchés pour les matières recyclées.

En résumé, les obstacles sont le manque d'aide financière, le coût élevé de la récupération, les profits faibles qui en résultent, le coût faible de l'enfouissement et le manque de législation coercitive.

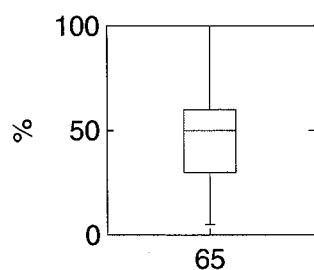
Les actions à entreprendre seraient l'augmentation des coûts d'enfouissement, l'obligation législative de récupérer, l'établissement de nouveaux débouchés, la diminution de la quantité de matières résiduelles générées et l'établissement du principe du pollueur-payeur.

### Question 65

Prévision du taux de récupération – Secteur construction-rénovation-démolition (CRD)

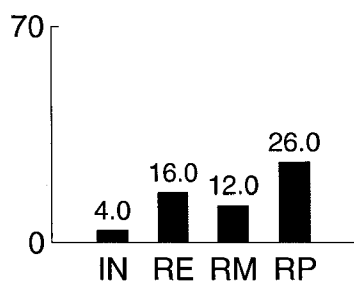
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Asphalte, béton	60%	----	+16%		

Moyenne et écart type :  $48,3 \pm 23,3$

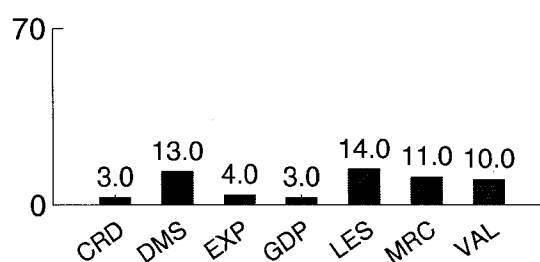


Nombre de répondants : 58

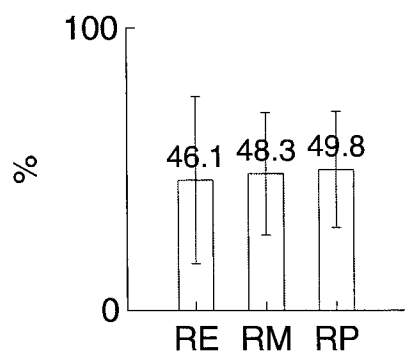
Par région



Par secteur

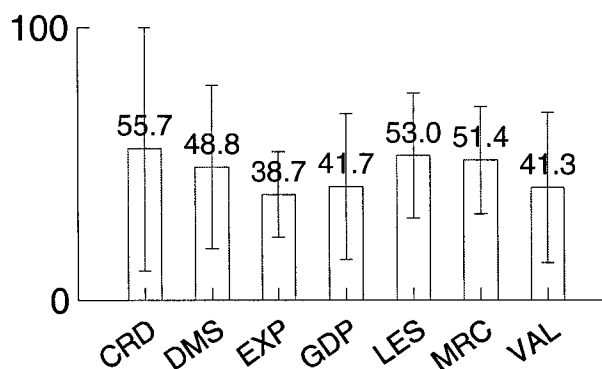


Résultats par région



$p = 0,88$

Résultats par secteur



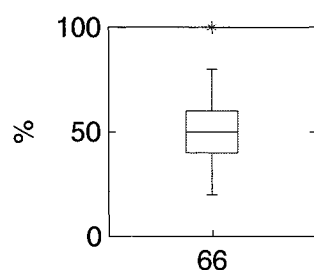
$p = 0,84$

### Question 66

Prévision du taux de récupération – Secteur construction-rénovation-démolition (CRD)

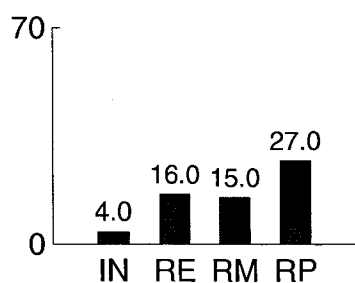
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas ✓
Bois	60%	36%	+34%		

Moyenne et écart type :  $50,5 \pm 11,6$

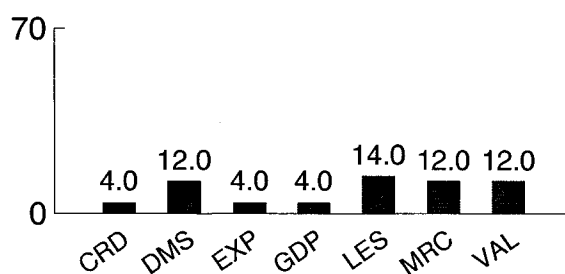


Nombre de répondants : 62

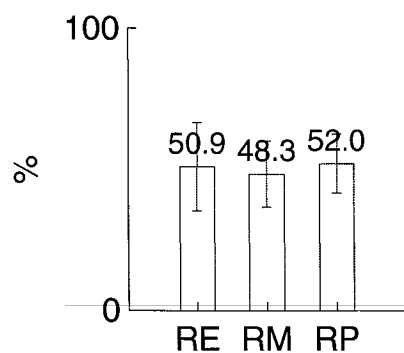
Par région



Par secteur

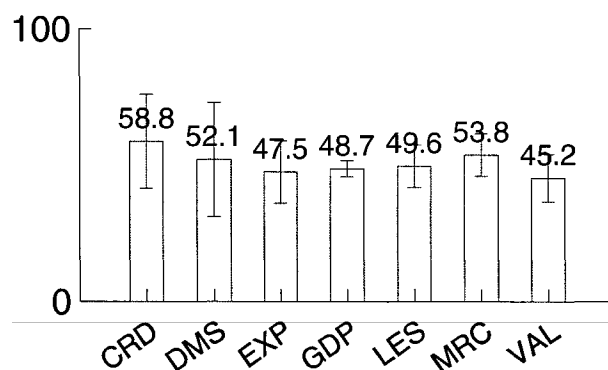


Résultats par région



$p = 0,65$

Résultats par secteur



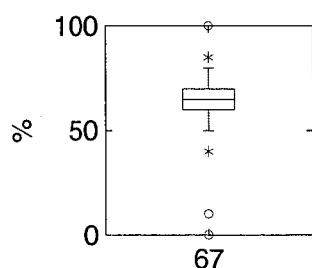
$p = 0,43$

### Question 67

Prévision du taux de récupération – Secteur construction-rénovation-démolition (CRD)

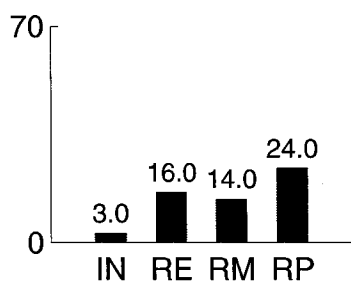
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas ✓
Brique, pierre	60%	68%	-2%		

Moyenne et écart type :  $62,9 \pm 15,5$

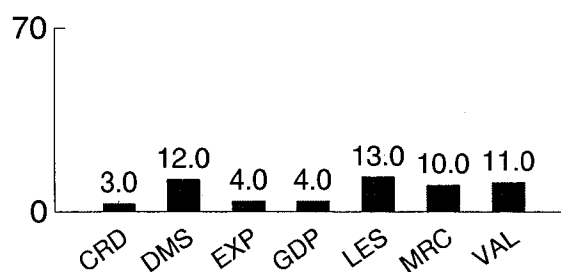


Nombre de répondants : 57

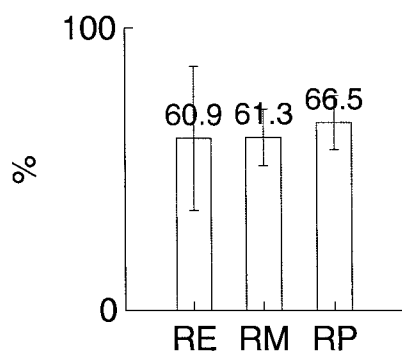
Par région



Par secteur

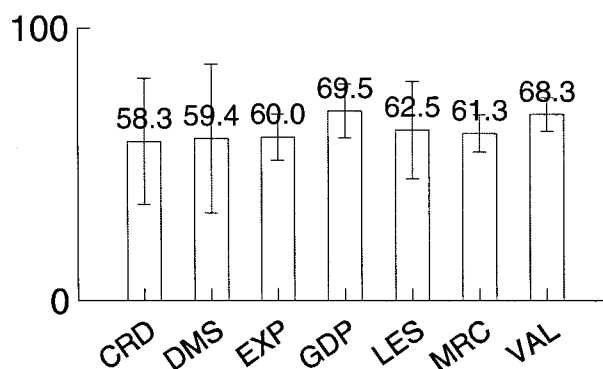


Résultats par région



$p = 0,45$

Résultats par secteur



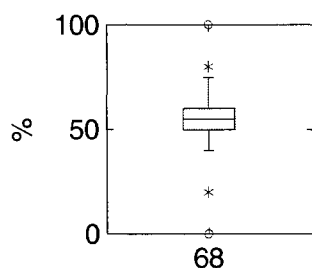
$p = 0,81$

### Question 68

Prévision du taux de récupération – Secteur construction-rénovation-démolition (CRD)

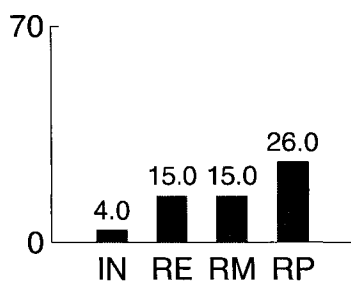
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Palettes de bois	60%	36%	+460%		

Moyenne et écart type :  $55,6 \pm 14,9$

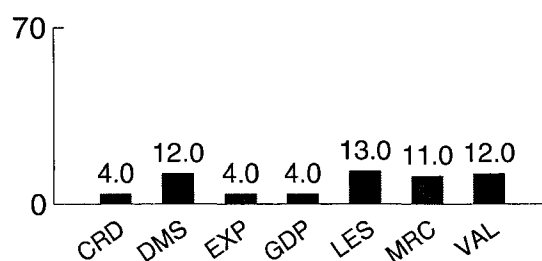


Nombre de répondants : 60

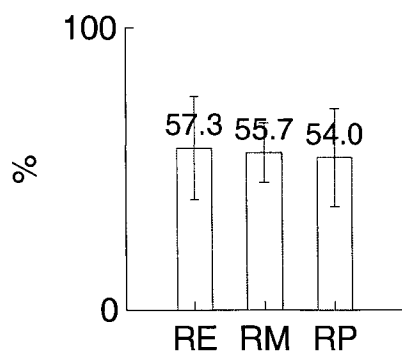
Par région



Par secteur

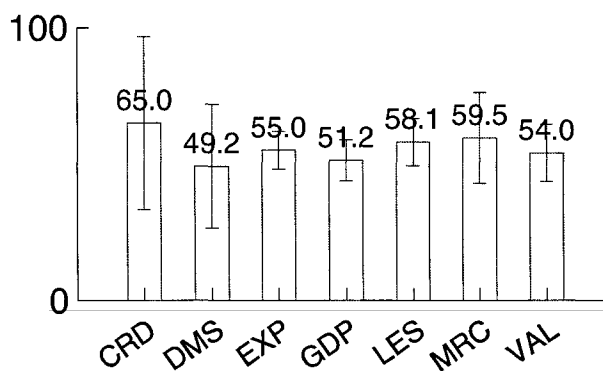


Résultats par région



$p = 0,80$

Résultats par secteur



$p = 0,51$

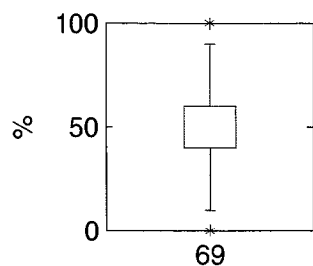


### Question 69

Prévision du taux de récupération – Secteur construction-rénovation-démolition (CRD)

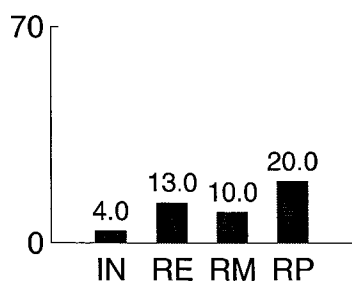
Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas ✓
Sciures, copeaux	60%	----	-27%		

Moyenne et écart type :  $53,1 \pm 21,4$

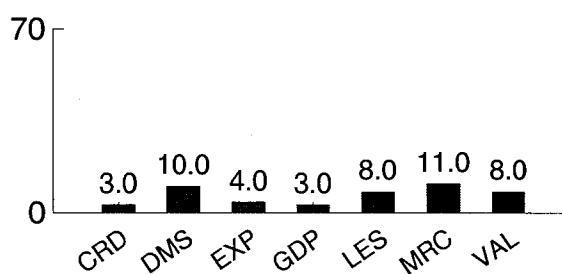


Nombre de répondants : 47

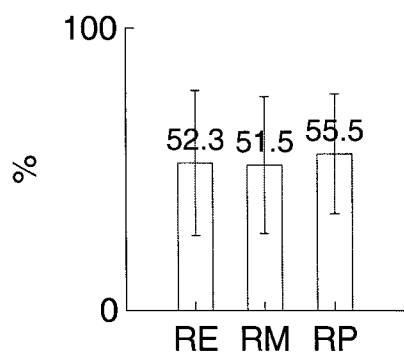
Par région



Par secteur

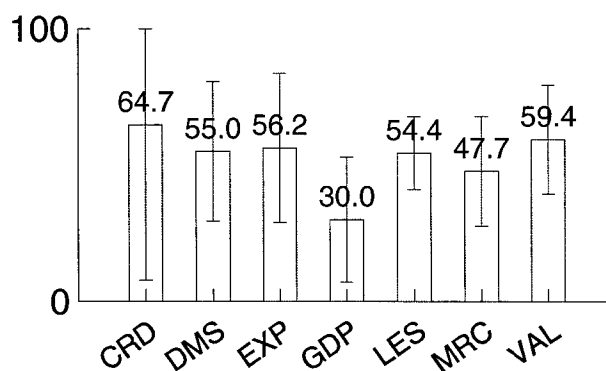


Résultats par région



$p = 0,88$

Résultats par secteur



$p = 0,44$

---

**Question 70**

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur construction-rénovation-démolition et quelles seraient les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs?

Nombre de répondants : 65

Nombre de répondants par secteur et résumé des réponses :

- **CRD** (4). Les obstacles sont le coût élevé de la main-d'œuvre, le coût d'enfouissement trop faible, les matières sans débouché et les coûts de transport ; les actions à entreprendre seraient l'obligation pour les démolisseurs de récupérer, de diriger les matériaux de démolition vers un centre de tri et la création de nouveaux produits.
- **DMS** (9). Les obstacles sont les coûts trop faibles de l'élimination et trop élevés des matières récupérées et les marchés trop peu nombreux; les actions à entreprendre seraient le financement d'infrastructures de transformation des matériaux recyclables.
- **EXP** (2). Les obstacles sont le faible coût des matériaux recyclés et le manque de développement de nouveaux créneaux de récupération; les actions à entreprendre seraient la gestion des résidus sur les chantiers et la réduction des containers remplis de matériaux recyclables destinés à l'enfouissement.
- **GDP** (7). Les obstacles sont le manque d'incitatifs à la récupération, le manque de volonté des politiciens et les coûts d'enfouissement trop faibles ; les actions à entreprendre seraient l'établissement d'incitatifs économiques, la sensibilisation et la mise sur pied de centre de traitement régionaux.
- **ICI** (1). L'obstacle principal est l'isolement des entreprises qui ramassent des matières résiduelles qui sont produites à faible volume; l'action à entreprendre serait la mise sur pied d'un réseau pour le ramassage de ces matériaux.
- **LES** (15). Les obstacles sont le manque de financement, d'avenues de récupération et d'informations et la mauvaise organisation de la collecte sélective; les actions à entreprendre seraient le développement technologique, des alternatives à l'enfouissement comme une hausse des tarifs, la fermeture des dépôts en tranchées, l'établissement de consignes et la révision des politiques d'achat dans le secteur public.
- **MRC** (17). Les obstacles sont le manque d'infrastructures, de financement, d'informations, de débouchés et le coût d'enfouissement trop faible; les actions à entreprendre seraient l'abolition des dépôts de matériaux secs, la mise en place d'écocentres, une législation coercitive, l'information, l'installation de conteneurs

pour déposer les matériaux secs, la création de nouveaux marchés et l'organisation de la collecte sélective.

- **VAL (10).** Les obstacles sont la difficulté de trier les matériaux issus de la démolition, le manque d'alternatives à l'enfouissement et de ressources financières et le coût trop faible des matières recyclées; les actions à entreprendre seraient de rendre obligatoire la récupération au moyen d'incitatifs financiers et coercitifs, l'établissement de mesures de tri sur les chantiers, l'établissement du principe du pollueur-payeur et la création de centres de tri.

En résumé, les obstacles sont les coûts d'enfouissement trop bas, les revenus résultant du tri et du recyclage trop faibles et le manque de mesures coercitives.

Les actions à entreprendre seraient l'établissement de centres de tri sur les chantiers, la fermeture des dépôts de matériaux secs, l'obligation de récupérer et l'établissement du principe du pollueur-payeur.

### 5.1. Les objectifs et les principes de la Politique

La **première partie** du questionnaire concernait les objectifs généraux et les grandes orientations de la Politique. Dans la majorité des cas, ces questions ne nécessitaient pas une connaissance factuelle de la gestion des matières résiduelles, mais concernaient plutôt les principes d'application. Les choix de réponses étaient donc volontairement restreints, obligeant le répondant à émettre une opinion claire. Dans certains cas, cependant, une réponse ouverte était permise.

La majorité des répondants (85%) pense que **l'objectif** de mettre en valeur 65% des matières résiduelles pouvant être mises en valeur ne sera pas atteint d'ici 2008. De plus, 80% des répondants croient que l'objectif de sécuriser les activités d'élimination des déchets ne sera pas atteint au cours de cette période. Toutefois, le tiers des municipalités, des lieux d'enfouissement sanitaire et des dépôts de matériaux secs semble plus optimiste quant à l'atteinte de ce dernier objectif.

Près de 88% des répondants sont d'avis que la **réduction à la source, la réutilisation, le recyclage et la valorisation (3R-V)** des matières résiduelles peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique. Le quart des répondants des régions éloignées croit toutefois

que les 3R-V ne peuvent contribuer que d'une façon marginale à l'atteinte des objectifs. Cependant, de manière contradictoire, près de 70% des répondants croient que l'élimination par enfouissement ou incinération demeurera le principal mode de gestion des matières résiduelles au cours de cette décennie. On note cependant une tendance inverse dans le secteur de la construction (CRD), où seulement 29% des répondants croient que l'élimination par enfouissement demeurera le principal mode de gestion.

En ce qui concerne le **financement de la récupération et de la valorisation** des matières résiduelles, 71% des répondants ne croient pas que ces activités puissent s'autofinancer, cette opinion étant encore plus marquée en régions éloignées (82%), à l'exception des dépôts de matériaux secs où la majorité des répondants croit à l'autofinancement (57%). Une grande part des répondants pense par ailleurs que ce sont les producteurs de biens manufacturés et d'emballages qui devraient prendre en charge le financement des activités de récupération et de valorisation ou qu'à tout le moins les coûts devraient être répartis entre les divers intervenants. À cet égard, la majorité des répondants (95%) sont d'avis que les producteurs et les importateurs devraient assumer à tout le moins une partie des coûts reliés à la collecte sélective et à l'élimination de leurs produits et qu'une réglementation devrait être adoptée en ce sens, les groupes environnementaux et les groupes de pression étant plutôt en faveur d'une prise en charge de la totalité des coûts par les producteurs et les importateurs. Enfin, l'ensemble des répondants sont unanimes (99%) sur le fait que les producteurs devraient tenir compte du potentiel de valorisation des matières résiduelles dans le choix des composantes de leurs produits et 92% des répondant sont en faveur de l'adoption d'une réglementation en ce sens.

Les répondants sont partagés (50% pour et 50% contre) quant à l'idée que les matières résiduelles devraient être éliminées à l'intérieur des **limites d'une municipalité régionale**. Dans les régions éloignées, la majorité des répondants (60%) estime que les déchets devraient être éliminés à l'intérieur des limites de la MRC, alors que dans les régions périphériques, les répondants (60%) estiment que l'on devrait permettre l'exportation des matières résiduelles vers d'autres MRC. Il existe également des disparités importantes entre les secteurs sur cette question ; les MRC, les lieux d'enfouissement sanitaire et les centres

de valorisation sont plutôt en accord avec l'exportation des déchets à l'extérieur de la MRC, alors que les groupes de pression, les dépôts en tranchée, les dépôts secs et le secteur de la construction favorisent en majorité l'élimination locale des matières résiduelles. De nombreux répondants en faveur de l'exportation des déchets croient cependant qu'une limite territoriale devrait être imposée, limite qui pourrait correspondre, par exemple, à la région administrative.

Les répondants sont également partagés en ce qui concerne la solution à adopter pour **l'élimination des matières résiduelles ne pouvant être valorisées** dans les secteurs à forte densité de population. Plus de 40% des répondants sont d'avis que l'on devrait autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de petits sites d'enfouissement destinés à accueillir les matières résiduelles de la population locale alors que 37% pensent qu'il serait préférable d'autoriser l'ouverture ou l'accroissement des capacités des incinérateurs régionaux. Seulement 22% des répondants croient qu'il faudrait autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de mégasites d'enfouissement. À ce titre, on note une disparité entre les régions métropolitaines et les autres régions, les premières affichant une opposition plus marquée aux mégasites. Il existe également certaines disparités entre les secteurs sur cette question, les groupes de pression, les dépôts de matériaux secs et le secteur de la construction étant nettement plus en faveur des petits sites d'enfouissement desservant une population locale. Les répondants ont également suggéré l'adoption de méthodes alternatives, telles que les bioréacteurs, les usines de cogénération et les torches au plasma.

En ce qui a trait au **financement et aux coûts de l'enfouissement**, 78% des répondants jugent que les citoyens et les commerces devraient être facturés en fonction du poids des matières résiduelles non triées qu'ils rejettent. Les trois quarts des répondants estiment de plus que le coût d'enfouissement à la tonne devrait être augmenté afin de créer un incitatif à la récupération et à la valorisation des matières résiduelles. L'ensemble des secteurs semble en accord avec cette mesure, le tiers des répondants étant toutefois en désaccord dans le secteur des municipalités, des lieux d'enfouissement sanitaire et des dépôts en tranchée.

## 5.2. L'application de la Politique

La **deuxième partie** du questionnaire concernait l'application de la Politique sur le territoire du répondant. Le territoire en question pouvait être une ou des municipalités ou municipalités régionales, selon le territoire dans lequel œuvre l'organisme ou l'entreprise du répondant. Certaines de ces questions concernaient des données factuelles que le répondant était susceptible de ne pas connaître. Le choix de réponses tenait compte de cette possibilité. Dans certains cas, le répondant était invité à produire une estimation en pourcentage.

Les intervenants ont été interrogés quant à l'existence et à l'efficacité des **campagnes de sensibilisation** incitant les citoyens et les commerces à recycler ou à réduire à la source la quantité de matières résiduelles générées sur leur territoire. Près de 64% des répondants estiment que des campagnes de sensibilisation ont été réalisées sur leur territoire afin de promouvoir la réduction à la source. Il est à noter qu'une plus grande proportion (70-78%) des municipalités, des lieux d'enfouissement sanitaire et des centres de valorisation, qui sont directement concernés par cette question, estime que de telles campagnes furent réalisées sur leur territoire. Les groupes de pression semblent quant à eux plus critiques, 63% d'entre eux jugeant qu'aucune campagne n'a été menée. En ce qui concerne la sensibilisation à la récupération, 72% des répondants estiment que des actions de sensibilisation furent entreprises sur leur territoire, cette proportion étant une fois de plus supérieure dans le cas des municipalités et des lieux d'enfouissement sanitaire. Les groupes de pression semblent cette fois en accord avec cette affirmation. Quant à l'efficacité de telles campagnes, les répondants semblent convaincus, dans 61% des cas, que les campagnes de sensibilisation à la récupération peuvent contribuer de façon significative à l'atteinte des objectifs de la Politique sur leur territoire. Ils sont cependant moins convaincus que les campagnes de sensibilisation incitant les citoyens à réduire à la source la quantité de matières résiduelles générées peuvent être aussi efficaces, 51% des répondants estimant que ces campagnes ne contribuent que d'une façon marginale à l'atteinte des objectifs de la Politique.

En ce qui concerne la **mise en œuvre du plan de gestion des matières résiduelles**, la moitié des répondants estime que les municipalités régionales ne disposent pas des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de leur plan de gestion. Cette opinion est plus marquée dans les régions éloignées (66%) et parmi les lieux d'enfouissement sanitaire, les MRC et les municipalités. Les intervenants croient cependant, dans 64% des cas, que la durée de vie des sites d'enfouissement sécuritaires sera augmentée grâce à la mise en œuvre du plan de gestion sur leur territoire, les experts étant beaucoup plus optimistes (100%) que les autres intervenants à ce sujet. D'autre part, la majorité des répondants (78%) ne croient pas que les consultations publiques et les opinions émises par les citoyens aient joué un rôle significatif dans l'élaboration du plan de gestion.

Sur le total des matières résiduelles non valorisées, les répondants estiment que 29% des matières sont éliminées dans des **sites non sécurisés** (dépôts en tranchée, dépôts clandestins, etc). Il existe une forte disparité entre les répondants, les responsables des dépôts en tranchée estimant par exemple que plus de 75% des matières sont éliminées dans des sites non sécurisés, alors que le secteur municipal (MRC et municipalités) estiment que cette proportion varie entre 20 et 25%. De plus, près de 49% des répondants jugent que leur territoire ne dispose pas des sites d'élimination sécuritaires nécessaires pour l'enfouissement des matières résiduelles de la décennie à venir, particulièrement dans les régions métropolitaines (56%) et éloignées (55%). De plus, malgré cette lacune, une bonne part des répondants (47%) ne prévoient pas l'ouverture de nouveaux sites sécurisés sur leur territoire au cours de la décennie à venir, mise à part les régions éloignées dont la majorité des répondants (50%) prévoient l'ouverture de nouveaux sites. Les lieux d'enfouissement sanitaire sont toutefois plus optimistes à cet égard, 68% d'entre eux estimant qu'ils disposent déjà de l'espace nécessaire et 53% prévoyant l'ouverture prochaine de nouveaux sites. D'autre part, 55% des intervenants ne croient pas qu'il y ait sur leur territoire un comité de suivi des sites d'élimination non sécurisés, particulièrement en région éloignée. Enfin, les répondants estiment que seulement 34% des sites d'élimination non sécurisés font l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de surface et souterraines, mais il existe une grande disparité entre les estimations des répondants à ce sujet.

En ce qui concerne **la récupération des matières résiduelles**, près de 61% des répondants sont d'avis que les feuilles, les herbes et les matières putrescibles sont, à tout le moins partiellement, transformées en compost, mis à part dans les régions éloignées et dans le secteur des dépôts en tranchée, où les participants sont d'avis contraire. La très grande majorité (95%) des répondants estime que les produits dangereux (huiles usées, peintures, solvants, pesticides et piles) sont en partie récupérés. En ce qui a trait à la gestion des boues municipales, les répondants estiment que 53% des boues sont enfouies et ne sont donc pas valorisées, cette estimation étant toutefois très variable d'un répondant à l'autre.

La question des **dépôts secs** ne fait pas l'unanimité. Les répondants sont d'avis, dans une proportion de 45%, que la majeure partie des résidus de construction, de rénovation et de démolition est éliminée dans des dépôts de matériaux secs, mis à part dans les régions éloignées, où la majorité des répondants (54%) sont d'avis contraire. Il existe à ce titre une forte divergence d'opinion entre, d'une part, les municipalités et les centres de valorisation, qui sont en accord avec la majorité des secteurs et, d'autre part, les MRC et les lieux d'enfouissement sanitaire qui estiment que la majeure partie des résidus de construction, n'est pas éliminée dans des dépôts de matériaux secs. De plus, la fermeture éventuelle des dépôts secs semble laisser les répondants perplexes. Ceux-ci semblent très partagés sur la possibilité de mettre en place des centres de traitement ou des installations d'élimination des résidus de construction afin de pallier à la fermeture progressive des dépôts secs. La majorité des répondants (59%) s'entend cependant sur le fait que la disparition des dépôts secs, prévue par la Politique, pourrait provoquer une augmentation des dépotoirs clandestins.

En ce qui a trait à **l'importation et l'exportation des matières résiduelles** entre les régions, les répondants croient, dans une proportion de 49%, que leur municipalité régionale n'accepte pas de matières résiduelles provenant de l'extérieur de leur territoire, ce pourcentage étant beaucoup plus élevé en région éloignée (68%) qu'en région métropolitaine ou périphérique (35-45%). D'autre part, 53% des répondants sont d'avis que leur municipalité régionale exporte à l'extérieur de leur territoire une partie des matières résiduelles, ce taux étant encore plus élevé dans les régions métropolitaines (60%) et



périphériques (63%). La majorité (65%) des répondants des régions éloignées est par contre d'avis que leur MRC n'exporte pas de matières résiduelles vers les autres régions. Il existe ici une contradiction intéressante entre, d'une part, les répondants des lieux d'enfouissement sanitaire et des dépôts en tranchée, dont la majorité est d'avis qu'il n'y a pas d'exportation de matières résiduelles et, d'autre part, les répondants des MRC et des municipalités, dont la majorité est d'avis qu'il y a exportation.

Les répondants estiment que 11% de la récupération et de la valorisation des matières résiduelles est assumée par les **entreprises d'économie sociale** sur leur territoire. Ces entreprises semblent bénéficier assez peu de l'appui financier des organismes régionaux, la majorité des répondants (53%) affirmant ne pas soutenir financièrement les entreprises d'économie sociale, à l'exception des lieux d'enfouissement sanitaire qui prétendent, dans une proportion de 54%, soutenir ces entreprises. La majorité (61%) des répondants ne croit pas que les activités des entreprises d'économie sociale puissent contribuer, de façon significative, à l'atteinte des objectifs de la Politique à moyen terme, mis à part dans les régions métropolitaines, où l'on semble plus optimiste à cet égard.

Les répondants semblent enfin très partagés sur le **rôle de Recyc-Québec**, 38% des répondants estimant que la mission de l'organisme n'est pas remplie adéquatement, le mécontentement étant notamment plus élevé dans les régions métropolitaines et auprès des centres de valorisation et de récupération.

### **5.3. Les objectifs de récupération à atteindre d'ici 2008**

La **troisième partie** du questionnaire concernait les objectifs de récupération par secteur et par matière. Les secteurs étaient ceux identifiés dans la Politique, soient le secteur municipal (MUN), le secteur des industries, des commerces et des institutions (ICI) et le secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD). Les tableaux 9 à 11 indiquent d'abord les objectifs à atteindre, selon la Politique, d'ici 2008 par secteur et par type de matière. Les répondants étaient invités à produire une estimation, en pourcentage et au meilleur de leurs connaissances, des taux de récupération qui seront atteints en 2008. Les tableaux 9 à 11 indiquent la moyenne et l'écart type des taux de récupération prévus par les

répondants. Une question ouverte permettait de plus aux répondants de mentionner quels sont, selon eux, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour chaque secteur et quelles seraient les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs. Ces trois tableaux contiennent également les prévisions pour 2008, qui ont été établies en faisant la moyenne des réponses individuelles fournies par les répondants qui devaient fournir des prévisions pour 2008.

**Tableau 9 : Prévision des taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur municipal (MUN)**

<b>Matières recyclables</b>	<b>Objectif à atteindre en 2008</b>	<b>Prévisions pour 2008</b>
Papiers et cartons	60%	53 ± 8%
Verre	60%	37 ± 17%
Électroménagers	60%	58 ± 21%
Métaux ferreux et non ferreux	60%	46 ± 16%
Plastiques	60%	34 ± 18%
Textiles	50%	36 ± 13%
Résidus compostables	60%	30 ± 18%
Peinture	75%	43 ± 20%
Huile	75%	44 ± 20%
Pesticides	75%	41 ± 21%
Contenants à remplissage unique	80%	77 ± 9%

Les prévisions du taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur municipal nous indiquent qu'en général les répondants sont d'avis que les objectifs de la Politique ne seront pas atteints. Les répondants semblent toutefois assez optimistes dans le cas des électroménagers et des contenants à remplissage unique, les taux de récupération prévus

étant près des objectifs de la Politique. Ils semblent par contre particulièrement peu optimistes pour les autres matières, notamment dans le cas du verre, du plastique et des résidus compostables.

Selon les répondants, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur municipal sont :

- le faible coût de l'enfouissement;
- le manque de financement;
- le manque de volonté politique;
- le manque d'information à la population.

Selon les répondants, les actions à entreprendre pour atteindre les objectifs de la Politique seraient :

- l'introduction d'un soutien financier aux MRC et aux communautés urbaines;
- la réduction des emballages;
- la mise en place d'équipements de compostage;
- l'introduction de mesures coercitives appliquées aux producteurs;
- la hausse du coût de l'enfouissement;
- la recherche de débouchés pour les matières recyclées;
- l'information et la sensibilisation des citoyens.

**Tableau 10 :Prévision des taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur industries, commerces et institutions (ICI)**

<b>Matières recyclables</b>	<b>Objectifs à atteindre en 2008</b>	<b>Prévisions pour 2008</b>
Papiers et cartons	70%	61 $\pm$ 12%
Verre	95%	53 $\pm$ 17%
Métaux ferreux	95%	90 $\pm$ 10%
Métaux non ferreux	95%	88 $\pm$ 12%
Plastiques	70%	37 $\pm$ 18%
Textiles	70%	32 $\pm$ 23%
Pneus	85%	89 $\pm$ 4%
Résidus compostables	60%	33 $\pm$ 17%
Bois	70%	55 $\pm$ 14%

Les prévisions du taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur ICI nous indiquent qu'en général les répondants sont pessimistes quant à l'atteinte des objectifs de la Politique, sauf pour les papiers et cartons, les métaux ferreux et non ferreux, et les pneus, dont l'objectif de récupération est déjà atteint.

Selon les répondants, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur ICI sont :

- le manque d'aide financière;
- le coût élevé de la récupération;
- les profits faibles résultant de la récupération;
- le coût faible de l'enfouissement;
- le manque de législation coercitive.

Selon les répondants, les actions à entreprendre pour atteindre les objectifs de la Politique seraient :

- l'augmentation du coût de l'enfouissement;
- l'obligation législative de récupérer;
- l'établissement de nouveaux débouchés;
- la diminution de la quantité de matières résiduelles générées;
- l'établissement du principe du pollueur-payeur.

**Tableau 11 : Prévion des taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur construction, rénovation et démolition (CRD)**

<b>Matières recyclables</b>	<b>Objectifs à atteindre en 2008</b>	<b>Prévisions pour 2008</b>
Asphalte, béton	60%	48 ± 23%
Bois	60%	51 ± 12%
Brique, pierre	60%	63 ± 16%
Palettes de bois	60%	56 ± 15%
Sciures, copeaux	60%	53 ± 21%

Les prévisions du taux de récupération en 2008 par matière dans le secteur CRD nous indiquent qu'en général les taux prévus dans la Politique devraient être atteints d'ici 2008.

Selon les répondants, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur CRD sont :

- le coût trop faible de l'enfouissement;
- les revenus résultant du tri et du recyclage trop faibles;
- le manque de mesures coercitives.

Selon les répondants, les actions à entreprendre pour atteindre les objectifs de la Politique seraient :

- l'établissement de centres de tri sur les chantiers;
- la fermeture des dépôts de matériaux secs;
- l'obligation de récupérer;
- l'établissement du principe du pollueur-payeur;
- la mise en place d'une législation plus coercitive.

## CHAPITRE VI

### DISCUSSION

Le premier objectif de cette étude était d'évaluer, d'après l'opinion des répondants, si les objectifs de la Politique peuvent être atteints d'ici 2008. La grande majorité des répondants à cette enquête estime que les deux grands objectifs de la Politique, soit la mise en valeur de 65% des matières résiduelles et la sécurité des activités d'élimination, ne seront pas atteints d'ici 2008. Cette opinion semble reliée aux difficultés associées à la valorisation des matières résiduelles, dont nous discuterons plus loin, et à l'incapacité de sécuriser l'ensemble des sites avant l'échéance fixée.

Le deuxième objectif de l'étude était d'évaluer, d'après l'opinion des répondants, quel est le taux de récupération qui peut être atteint d'ici 2008, par secteur et par matière. L'analyse des résultats obtenus met en lumière les points suivants :

- Dans le secteur municipal, les objectifs de récupération de la Politique **ne seront pas** atteints en 2008, sauf en ce qui concerne les **électroménagers** et les **contenants à remplissage unique**.
- Dans le secteur industrie, commerce et institutions, les objectifs de récupération de la Politique **ne seront pas** atteints d'ici 2008, sauf en ce qui concerne les **papiers et cartons**, les **métaux ferreux et non ferreux**, et les **pneus**, dont l'objectif de récupération (85%) est déjà atteint.
- Dans le secteur construction, rénovation et démolition, **les taux prévus dans la Politique pourraient être atteints d'ici 2008**, si les efforts de récupération sont maintenus.

Les taux de récupération prévus dans le secteur municipal et le secteur industrie, commerce et institutions ne seront pas atteints d'ici 2008 en raison principalement du faible coût de

l'enfouissement et du faible développement des marchés pour les matières récupérées. Par contre, dans le secteur construction, rénovation et démolition, le taux de récupération global de 60% est atteint puisque les marchés pour les matériaux récupérés, tels le bois, l'asphalte, le béton, la sciure de bois et les copeaux, existent déjà.

Le troisième objectif de l'étude était d'évaluer, d'après l'opinion des répondants, quelles sont les orientations et les mesures prévues dans la Politique qui sont souhaitables et réalisables. L'analyse des résultats obtenus met en lumière les points suivants :

- Près de 88% des répondants sont d'avis que la **réduction à la source, la réutilisation, le recyclage et la valorisation (3R-V)** des matières résiduelles peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique. Cependant, 71% des répondants ne croient pas que ces activités puissent s'autofinancer. Une grande part des répondants estime que les producteurs de biens manufacturés et d'emballages et les importateurs devraient assumer, à tout le moins en partie, le financement des activités de collecte, de récupération, de valorisation et d'élimination, et qu'une réglementation devrait être adoptée en ce sens. Enfin, les répondants sont unanimes **sur le fait que les producteurs devraient tenir compte du potentiel de valorisation des** matières résiduelles dans le choix des composantes de leurs produits et qu'une réglementation devrait être adoptée en ce sens.
- Les répondants croient, dans une proportion de 49%, que leur municipalité régionale n'accepte pas de matières résiduelles provenant de l'extérieur de leur territoire. D'autre part, 53% des répondants sont d'avis que leur municipalité régionale exporte à l'extérieur de leur territoire une partie des matières résiduelles. Les répondants sont partagés quant à l'idée que les matières résiduelles devraient être éliminées à l'intérieur des **limites d'une municipalité régionale**. De nombreux répondants croient cependant qu'une limite territoriale devrait être imposée, limite qui pourrait correspondre, par exemple, à la région administrative.



- Les répondants sont partagés en ce qui concerne la solution à adopter pour **l'élimination des matières résiduelles ne pouvant être valorisées** dans les secteurs à forte densité de population. Plus de 40% des répondants sont d'avis que l'on devrait autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de petits sites d'enfouissement destinés à accueillir les matières résiduelles de la population locale alors que 37% pensent qu'il serait préférable d'autoriser l'ouverture ou l'accroissement des capacités des incinérateurs régionaux. Seulement 22% des répondants croient qu'il faudrait autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de mégasites d'enfouissement. Les répondants ont également suggéré l'adoption de méthodes alternatives, telles que les bioréacteurs, les usines de cogénération et les torches au plasma.
- En ce qui a trait au **financement et aux coûts de l'enfouissement**, 78% des répondants jugent que les citoyens et les commerces devraient être facturés en fonction du poids des matières résiduelles non triées qu'ils rejettent. Les trois quarts des répondants estiment de plus que le coût d'enfouissement à la tonne devrait être augmenté afin de créer un incitatif à la récupération et à la valorisation des matières résiduelles.
- Près de 64% des répondants estiment que des **campagnes de sensibilisation** ont été réalisées sur leur territoire afin de promouvoir la réduction à la source, alors que 72% des répondants estiment que des actions de sensibilisation à la récupération furent entreprises sur leur territoire. Quant à l'efficacité de telles campagnes, les répondants semblent convaincus, dans 61% des cas, que les campagnes de sensibilisation à la récupération peuvent contribuer de façon significative à l'atteinte des objectifs de la Politique sur leur territoire. Ils sont cependant moins convaincus que les campagnes de sensibilisation incitant les citoyens à réduire à la source la quantité de matières résiduelles générées peuvent être aussi efficaces.
- La moitié des répondants estime que les municipalités régionales ne disposent pas des ressources nécessaires pour la **mise en œuvre de leur plan de gestion**. Les

intervenants croient cependant, dans 64% des cas, que la durée de vie des sites d'enfouissement sécuritaires sera augmentée grâce à la mise en œuvre du plan de gestion sur leur territoire. D'autre part, la majorité des répondants (78%) ne croient pas que les consultations publiques et les opinions émises par les citoyens aient joué un rôle significatif dans l'élaboration du plan de gestion.

- Sur le total des matières résiduelles non valorisées, les répondants estiment que 29% des matières sont éliminées dans des **sites non sécurisés**. Les répondants estiment de plus que seulement 34% des sites d'élimination non sécurisés font l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de surface et souterraines. Près de 49% des répondants jugent en outre que leur territoire ne dispose pas des sites d'élimination sécuritaires nécessaires pour l'enfouissement des matières résiduelles de la décennie à venir.
- Les répondants sont d'avis, dans une proportion de 45%, que la majeure partie des résidus de construction, de rénovation et de démolition est éliminée dans des **dépôts de matériaux secs**. Les répondants semblent très partagés sur la possibilité de mettre en place des centres de traitement ou des installations d'élimination des résidus de construction afin de pallier à la fermeture progressive des dépôts secs. La majorité des répondants (59%) s'entend cependant sur le fait que la disparition des dépôts secs, prévue par la Politique, pourrait provoquer une augmentation des dépotoirs clandestins.
- Les répondants estiment que 11% de la récupération et de la valorisation des matières résiduelles est assumée par les **entreprises d'économie sociale** sur leur territoire. Ces entreprises semblent toutefois bénéficier assez peu de l'appui financier des organismes régionaux. La majorité (61%) des répondants ne croit pas que les activités des entreprises d'économie sociale puissent contribuer, de façon significative, à l'atteinte des objectifs de la Politique à moyen terme.

Le quatrième objectif de l'étude était d'évaluer, d'après l'opinion des répondants, quels sont les obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique et quelles sont les actions à

entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs. D'après les résultats de l'enquête, il est permis de dégager les constats et les recommandations suivantes :

- **La réduction à la source.** Cet aspect de la Politique semble actuellement le plus négligé. La mesure qui aurait potentiellement le plus de succès consisterait à légiférer pour inciter les producteurs à tenir compte du potentiel de valorisation des matières résiduelles dans le choix des composantes de leurs produits et de leurs emballages, ce qui réduirait la quantité de matières à éliminer. De plus, les campagnes de sensibilisation, faisant la promotion de mesures précises et bien ciblées auprès des industries, des commerces et des citoyens, doivent être améliorées afin d'accroître leur efficacité.
- **Le financement des activités de collecte, de récupération, de valorisation et d'élimination.** Le marché des produits recyclés ne permet pas l'autofinancement complet des activités de valorisation des matières résiduelles. Il est nécessaire de trouver de nouveaux débouchés pour les matières recyclées. En plus des taxes municipales et des revenus provenant de la vente des matières recyclées, un financement supplémentaire devrait être assumé par les producteurs et les importateurs, selon le principe du pollueur-payeur. Des redevances devraient être versées aux municipalités, aux MRC et aux entreprises d'économie sociale afin d'assurer la pérennité des activités de collecte, de récupération et de valorisation. Le coût de l'enfouissement devrait de plus être majoré afin de décourager cette pratique et d'augmenter l'attrait de la valorisation des matières résiduelles. Enfin, les citoyens et les commerces devraient être facturés en fonction du poids des matières résiduelles non triées qu'ils rejettent.
- **Le soutien aux infrastructures de recyclage.** Un soutien financier aux infrastructures de recyclage permettrait d'accélérer l'atteinte des objectifs pour certaines matières. Il serait par exemple souhaitable de soutenir l'implantation d'équipements de compostage dans les municipalités ou les MRC et de soutenir l'implantation de centres de tri sur les chantiers de construction.

- **La sécurité des activités d'élimination des déchets.** Les sites non sécurisés posent un problème. Selon toute vraisemblance, ces sites ne seront pas tous fermés d'ici 2008. De plus, les lieux d'enfouissement sanitaire ne semblent pas avoir une capacité suffisante pour pallier aux besoins de la prochaine décennie, d'autant plus que les objectifs de récupération ne seront pas atteints. Il faut donc envisager la possibilité que de nombreux sites non sécurisés seront en opération au cours de la décennie à venir. De plus, certaines mesures préconisées par la Politique, telle que la fermeture éventuelle des dépôts de matériaux secs, pourraient favoriser l'apparition de sites clandestins. Enfin, une minorité de sites non sécurisés semble faire l'objet d'un suivi à l'heure actuelle. Dans ce contexte, un programme de suivi complet, financé conjointement par les autorités locales et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, devrait être mis en place.
- **L'expansion des lieux d'enfouissement sanitaire (LES) et des incinérateurs.** Dans un contexte où les objectifs de récupération ne seront pas complètement atteints, une part importante des matières résiduelles, ainsi que des boues municipales et industrielles continuera d'être enfouie au cours de la décennie à venir. De plus, il est prévisible que la fermeture de certains sites non sécurisés et la fermeture des dépôts de matériaux secs augmente, malgré les vœux de la Politique, la quantité de matières résiduelles qui sera enfouie dans les LES. Puisque les LES actuels ne semblent pas avoir une capacité suffisante pour pallier à l'ensemble des besoins de la prochaine décennie, il est à prévoir que de nouveaux LES ou de nouveaux incinérateurs verront le jour. À ce titre, la majorité des répondants sont contre l'agrandissement ou l'ouverture de mégasites d'enfouissement. Ils sont plutôt d'avis que l'on devrait autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de petits sites d'enfouissement destinés à accueillir les matières résiduelles de la population locale ou que l'on devait autoriser l'ouverture ou l'accroissement des capacités des incinérateurs régionaux. Plusieurs intervenants sont d'avis qu'une limite territoriale devrait être imposée au transport des matières résiduelles, limite qui pourrait correspondre, par exemple, à la région administrative. Les répondants ont enfin

suggéré l'adoption de méthodes alternatives, telles que les bioréacteurs, les usines de cogénération et les torches au plasma.

- **Les plans de gestion des matières résiduelles (PGMR).** Il serait souhaitable que les municipalités régionales disposent de ressources supplémentaires afin de mettre en œuvre leur plan de gestion. D'autre part, on assiste à un certain laxisme de la part des MRC et des communautés urbaines, un bon nombre d'entre elles n'ayant pas encore déposé leur PGMR en 2005. Quoiqu'il en soit, il sera intéressant d'observer les incidences de la mise en application des PGMR sur la récupération et l'élimination des matières résiduelles.

Mentionnons enfin qu'en mars 2005, la loi 102 obligeait l'industrie à financer les activités de «valorisation des matières recyclables» à hauteur de 50%. Cependant, les producteurs jouissent d'un privilège : ils ne payent que 1,3 millions de dollars pour le recyclage de leurs produits alors que, selon l'UMQ, la note réelle dépasse les 6 millions. Or, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a annoncé récemment qu'en vertu du principe du pollueur-payeur, il entend modifier la loi d'ici 2010 pour obliger les producteurs à assumer 100% des coûts de recyclage.

Également, le 6 juin 2006, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Claude Béchar, annonçait l'adoption du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles, lequel est entré en vigueur le 23 juin 2006. Ce règlement permettra, par la mise en place d'une redevance de 10\$ sur chaque tonne de matières résiduelles destinée à l'élimination, le déploiement d'activités qui favoriseront la récupération et la valorisation des matières résiduelles.

## CONCLUSION

Il ressort de cette étude qu'il est peu probable que les deux objectifs généraux de la Politique, soient la mise en valeur de 65% des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement et la sécurité des activités d'élimination, ne soient pleinement atteints d'ici 2008. Selon les répondants, les objectifs de récupération dans le secteur municipal ne seront pas atteints en 2008, sauf pour les électroménagers et les contenants à remplissage unique. Dans le secteur institutions, commerces et industries, les objectifs ne seront pas atteints, sauf pour les papiers et les cartons, les métaux ferreux et non ferreux, et les pneus, où l'objectif de récupération est déjà atteint. Dans le secteur construction, rénovation et démolition, les taux prévus dans la Politique pourraient être atteints d'ici 2008 si les efforts de récupération sont maintenus.

Les orientations de la Politique sont souhaitables, mais elles deviendront réalisables si on augmente les efforts de sensibilisation et si on met en place un appareil législatif adéquat. Il faudra de plus palier au sous-financement des activités de collecte, de récupération et de valorisation et augmenter les coûts d'enfouissement.

Comme l'écrivait Claude Villeneuve en 1998, il faudrait que les citoyens soient éduqués à la «consommation sélective». A cet effet, il écrivait, dans son livre intitulé *«Qui A Peur de l'An 2000 ?»*, les propos suivants :

«Le système économique capitaliste actuel est extrêmement sensible aux fluctuations de la demande. Si les consommateurs exigent des produits moins polluants, l'industrie devra se conformer à ses désirs. On commence à peine à voir les effets de la sensibilisation du grand public à l'environnement dans les comportements de consommation, et déjà les résultats sont impressionnants. Malheureusement, la réaction des industriels peut être aussi de demander l'aide de l'État pour cesser de polluer, ce qui revient à refiler à l'ensemble des citoyens la responsabilité de payer. L'approche de l'utilisateur-payeur est à ce propos beaucoup plus intéressante, le rôle de l'État se limitant dans ce cas à recourir à la taxation pour rendre les choix polluants non concurrentiels.»

En terminant, il sera utile de se rappeler que les matières résiduelles les moins polluantes seront toujours celles qu'on ne génère pas. Les efforts actuels pour mettre en œuvre la Politique sont surtout en aval et non en amont du cycle de consommation. Il sera difficile d'atteindre pleinement les objectifs de la Politique si les efforts ne sont pas recentrés vers une diminution à la source de la quantité de matières non valorisables générées. La tendance mondiale actuelle étant vers un accroissement rapide de la consommation, des efforts importants devront être consentis, non seulement pour atteindre les objectifs de recyclage et de valorisation des matières résiduelles, mais pour maintenir dans le futur les taux de recyclage souhaités.

## BIBLIOGRAPHIE

Agence européenne pour l'environnement, 2003. *L'Environnement en Europe - Troisième Édition (résumé)* Rapport produit sous les auspices de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE –ONU), Kiev, 63 p.

Alberta Environment, 2002. *Alberta Environment's Measures and Indicators Levels 1 & 2*, 30 p.

Australian Government Department of the Environment and Heritage, 2001. *State of the Environment, 2001*, 135 p.

Communiqué de presse du ministère de l'Environnement, 18 novembre 2004.

Cunningham, W.P., Cunningham, M.A., Saigo, B.W., 2003. *Environmental Science a Global Concern*, New York, McGraw Hill, 646 p.

Department of Fisheries, Aquaculture and Environment of Prince Edward Island, 2001. *Waste Resource Management Regulations*, 2 p.

Éditeur officiel du Québec, 2002. *Loi 102 – Loi modifiant la loi sur la qualité de l'environnement et la loi sur la société québécoise de recyclage et de récupération*, 11 p.

Éditeur officiel du Québec, 2006. *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles*, 4 p.

Eunomia Research and Consulting, 2003. *Waste collection: to charge or not to charge? A final report to IWM (EB)*, 248 p.

European Commission , 2001. *European Packaging Waste Management Systems Final Reports DGXI.E.3*, 10 p.

Gazette officielle du Québec, 2000. *Loi modifiant la loi sur la qualité de l'environnement - Loi sur la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008*, 30 septembre 2000, 132<sup>ième</sup> année, no 39 : pp. 968 à 974.

Gomez-Palacios, J.-M., Ruiz-de-Apodaca, A., Rebello, C., Azcarate, J., 2002. *European Policy on Biodegradable Waste: a Management Perspective*, Water Science and Technology, 2002: pp. 311 à 318.

Government of Newfoundland and Labrador, Department of Environment, 2002. *Newfoundland and Labrador Management Strategy*, 28 p.

Manitoba Conservation Programs Division – Pollution Prevention Branch, 2001. *Solid Waste Management in Manitoba – An Overview*, 2 p.



Ministère de l'Environnement de l'Ontario, 2004. *Réacheminer 60 pour cent des déchets en Ontario*, Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 39 p.

Ministère de l'Environnement du Québec, 1998. *Résumé du plan d'action québécois sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008*, 11 p.

Mulcair, Thomas J., ministre de l'Environnement, 18 novembre 2004. *Discours prononcé au Rendez-vous 2004 sur la gestion des matières résiduelles au Québec* organisé par Recyc-Québec.

New Brunswick Environmental and Local Government, 2001. *Waste Reduction & Diversion – An Action Plan for New Brunswick*, 24 p.

New Zealand Ministry of the Environment Sustainable Management Fund, 2003. *Zero Waste Strategy for Councils*, 73 p.

Nova Scotia Environment and Labor, 2004. *Status Report 2004 of Solid Waste-Resource Management in Nova Scotia*, 14 p.

Ökopol GmbH Institute for Environmental Strategies, 2004. *Definition of waste recovery and disposal operations – Part A*, 168 p.

Recycling Council of British Columbia, 2004. *BC Municipal Solid Waste Tracking Report 2001/2002*, 70 p.

Recyc-Québec, 2003. *Bilan 2002 de la gestion des matières résiduelles au Québec. Cap sur 2008*, Bibliothèque nationale du Québec, 45 p.

Recyc-Québec, 2004. *Rapport annuel 2003-2004*, Bibliothèque nationale du Québec, 36 p.

Saskatchewan Environment, 2003. *State of the Environment Report*, 108 p.

United States Environmental Protection Agency, 2003. *Reusable News*, 4 p.

Villeneuve, Claude, 1998. *Qui a peur de l'an 2000?*, Guide d'éducation relative à l'environnement pour le développement durable, Éditions Multimonde, Sainte-Foy (Québec), 303 p.

## ANNEXE

### Évaluation de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008

**Enquête indépendante réalisée par l'Université du Québec à Trois-Rivières.**

**Nous vous serions reconnaissants de prendre quelques instants pour répondre au questionnaire ci-joint et nous le retourner dans l'enveloppe pré-affranchie.**

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008 fixe des objectifs précis pour la récupération et la mise en valeur des déchets produits au Québec. Le premier objectif de la Politique est la **mise en valeur de plus de 65% des matières résiduelles** récupérables annuellement.

À moins de quatre ans du délai prescrit par la Politique, l'Université du Québec à Trois-Rivières a entamé une étude afin de sonder l'opinion des intervenants du milieu et des citoyens sur l'applicabilité de la Politique. **L'enquête vise à déterminer si les objectifs de la Politique sont réalisables** dans les délais prescrits et à évaluer **quels sont les obstacles à la mise en place de la Politique** et les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs.

Cette enquête est réalisée par Normand Périgny dans le cadre d'un mémoire de maîtrise en sciences de l'environnement sous la direction du professeur Stéphane Campeau de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Il va sans dire que le succès de l'étude dépend entièrement du taux de réponse des intervenants. **Votre collaboration sera grandement appréciée.** Nous vous serions reconnaissants de prendre quelques instants pour répondre au questionnaire ci-joint et nous le retourner dans l'enveloppe pré-affranchie, d'ici le 15 décembre 2004.

Répondez au meilleur de vos connaissances. **Les données de l'étude seront traitées en toute confidentialité.** En aucun cas il ne sera fait mention d'individu ou d'organisme particulier. Il nous fera plaisir de vous transmettre les résultats de l'étude si vous en manifestez le désir. Dans le cas où vous désireriez plus d'information sur cette enquête, n'hésitez pas à nous contacter au 1-819-523-3648 ou par courriel à [normand.perigny@lino.sympatico.ca](mailto:normand.perigny@lino.sympatico.ca).

Merci de votre collaboration.

Normand Périgny  
Département de Chimie-biologie  
Université du Québec à Trois-Rivières

# QUESTIONNAIRE

## FICHE SIGNALÉTIQUE DES RÉPONDANTS

MUN

Secteur d'activité de votre organisme ou entreprise :

Votre fonction au sein de l'organisme ou de l'entreprise :

Municipalité(s), municipalité(s) régionale(s) ou communauté urbaine dans laquelle œuvre votre organisme ou entreprise :

Comment jugez-vous votre degré de connaissance de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008?

- A) Je connais le contenu de la Politique**
- B) Je ne connais que partiellement le contenu de la Politique**
- C) Je ne connais pas le contenu de la Politique**

## PARTIE I.

## LES PRINCIPES ET LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE

La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008 repose sur deux objectifs principaux, soit 1) la mise en valeur de 65% des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement; 2) la sécurité des activités d'élimination des déchets ne pouvant être mis en valeur tant pour les personnes que pour l'environnement.

1. Croyez-vous que l'objectif de valoriser 65% des matières résiduelles pouvant être mises en valeur annuellement sera totalement atteint d'ici 2008?  
**A)** oui **B)** non
2. Croyez-vous que l'objectif de sécuriser pour les personnes et l'environnement les activités d'élimination des déchets sera totalement atteint d'ici 2008?  
**A)** oui **B)** non

3. Dans la gestion des matières résiduelles à traiter, la Politique s'appuie, entre autres, sur le principe des 3R-V : la réduction à la source, la réutilisation, le recyclage, la valorisation et l'élimination. Croyez-vous que **la réduction à la source, la réutilisation, le recyclage et la valorisation** des matières résiduelles peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique?
- A) oui, de façon significative    B) uniquement de façon marginale    C) non
4. Croyez-vous que **l'élimination par enfouissement ou incinération** demeurera le principal mode de gestion des matières résiduelles (plus de 50%) au cours de cette décennie?
- A) oui    B) non
5. La **récupération et la valorisation** des matières résiduelles peuvent-elles, à moyen terme, complètement s'autofinancer?
- A) oui    B) non
6. Si non, qui devrait financer les activités de récupération et de valorisation déficitaires?
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
7. Croyez-vous que les producteurs devraient tenir compte du potentiel de valorisation des matières résiduelles dans le choix des composantes de leurs produits?
- A) oui    B) non
8. Une réglementation en ce sens devrait-elle être adoptée par le gouvernement provincial?
- A) oui    B) non
9. Quelle part des coûts reliés à la **collecte sélective** de leurs produits les producteurs et les importateurs devraient-ils assumer?
- A) la totalité    B) une partie    C) aucune
10. Une réglementation en ce sens devrait-elle être adoptée par le gouvernement provincial?
- A) oui    B) non

- 11.** Quelle part des coûts reliés à l'élimination de leurs produits les producteurs et les importateurs devraient-ils assumer?
- A) la totalité                                  B) une partie                                  C) aucune
- 12.** Une réglementation en ce sens devrait-elle être adoptée par le gouvernement provincial?
- A) oui    B) non
- 13.** Croyez-vous que l'élimination des matières résiduelles devrait être réalisée en totalité à l'intérieur des limites d'une municipalité régionale?
- A) oui    B) non
- 14.** Si non, une limite territoriale devrait-elle être imposée, laquelle?
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- 15.** Dans les secteurs à forte densité de population, quelle est, selon vous, la solution à adopter pour l'élimination des matières résiduelles **ne pouvant pas être valorisées**?
- A) Autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de mégasites d'enfouissement destinés à accueillir les matières résiduelles d'une vaste population;
- B) Autoriser l'agrandissement ou l'ouverture de petits sites d'enfouissement destinés à accueillir les matières résiduelles de la population locale;
- C) Restreindre l'agrandissement ou l'ouverture des sites d'enfouissement et autoriser l'ouverture ou l'accroissement des capacités d'incinérateurs régionaux;
- D) Autre solution :
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- 16.** Les citoyens et les commerces devraient-ils être facturés en fonction du poids des matières résiduelles **non triées** qu'ils rejettent?
- A) oui    B) non
- 17.** Le coût d'enfouissement à la tonne devrait-il être augmenté afin de créer un incitatif à la récupération et à la valorisation des matières résiduelles?
- A) oui    B) non

**PARTIE II.****L'APPLICATION DE LA POLITIQUE  
SUR VOTRE TERRITOIRE**

La deuxième partie du questionnaire concerne l'application de la Politique sur votre territoire. Le territoire en question peut être une ou des municipalités ou municipalités régionales, selon le territoire dans lequel œuvre votre organisme ou entreprise.

18. Des campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens et les entreprises à **réduire à la source** la quantité de matières résiduelles générées ont-elles été entreprises sur votre territoire?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas
19. Selon vous, de telles campagnes de sensibilisation peuvent-elles contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique sur votre territoire?
- A) oui, de façon significative      B) uniquement de façon marginale      C) non
20. Des campagnes de sensibilisation à la **récupération** ont-elles été entreprises auprès des citoyens, des commerces et des industries de votre territoire?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas
21. Selon vous, de telles campagnes de sensibilisation peuvent-elles contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique sur votre territoire?
- A) oui, de façon significative      B) uniquement de façon marginale      C) non
22. Des efforts de récupération et de valorisation des matières résiduelles ont-ils été entrepris sur votre territoire?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas
23. Croyez-vous que les municipalités régionales de votre territoire disposent des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de leur plan de gestion des matières résiduelles?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas
24. Les consultations publiques et les opinions émises par les citoyens en général ont-elles joué un rôle dans l'élaboration du plan de gestion des matières résiduelles de votre territoire?
- A) oui, de façon significative      B) uniquement de façon marginale      C) non

25. Croyez-vous que la durée de vie des sites d'enfouissement sécuritaires sera augmentée grâce à la mise en œuvre du plan de gestion des matières résiduelles de votre territoire?
- A) oui, de façon significative    B) uniquement de façon marginale    C) non
26. Sur le total des matières résiduelles non valorisées, quelle est la part approximative (%) des matières éliminées dans des sites non sécurisés (dépôts en tranchée, dépôts clandestins, etc). Répondez au meilleur de vos connaissances.
- A) %    B) ne sais pas
27. Votre territoire dispose-t-il des sites d'élimination sécuritaires nécessaires pour l'élimination des matières résiduelles de la décennie à venir?
- A) oui    B) non    C) ne sais pas
28. Sinon, prévoyez-vous l'ouverture de nouveaux sites sécurisés sur votre territoire au cours de la décennie à venir?
- A) oui    B) non    C) ne sais pas
29. Les herbes, les feuilles et les matières putrescibles sont-elles récupérées pour en faire du compost sur votre territoire?
- A) oui    B) partiellement    C) non    D) ne sais pas
30. Les produits ayant un caractère de dangerosité, tels que les huiles usées, les peintures, les solvants, les pesticides et les piles, sont-ils récupérés sur votre territoire?
- A) oui    B) partiellement    C) non    D) ne sais pas
31. La majeure partie (plus de 50%) des résidus de construction, de rénovation et de démolition est-elle éliminée dans des dépôts de matériaux secs sur votre territoire?
- A) oui    B) non    C) ne sais pas
32. Afin de pallier à la fermeture progressive des dépôts secs, est-il prévu de mettre en place un centre de traitement ou une installation d'élimination des résidus de construction?
- A) oui    B) non    C) ne sais pas    D) ces installations existent déjà
33. Croyez-vous que les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs de la Politique, notamment l'article sur la disparition des dépôts secs, pourraient provoquer une augmentation des dépotoirs clandestins?
- A) oui    B) non    C) ne sais pas

34. Votre municipalité régionale accepte-t-elle des matières résiduelles provenant de l'extérieur de son territoire?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas
35. Votre municipalité régionale exporte-t-elle à l'extérieur de son territoire une partie de ses matières résiduelles?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas
36. Quelle est la part approximative de la récupération et de la valorisation des matières résiduelles qui est assumée par les entreprises d'économie sociale sur votre territoire?
- A) %                                      B) ne sais pas
37. Ces entreprises bénéficient-elles de l'appui financier de votre organisme?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas
38. Les activités de ces entreprises pourraient-elles, selon vous, contribuer à moyen terme à l'atteinte des objectifs de la Politique?
- A) oui, de façon significative      B) uniquement de façon marginale      C) non
39. Quelle est la proportion approximative des boues municipales de votre territoire qui sont enfouies et qui ne sont donc pas valorisées?
- A %                                      B) ne sais pas
40. Existe-t-il un ou des comités de suivi des sites d'élimination non sécurisés sur votre territoire?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas
41. Quelle est la part approximative (%) des sites d'élimination non sécurisés faisant l'objet d'un suivi de la qualité des eaux de surface et souterraines sur votre territoire?
- A) %                                      B) ne sais pas
42. Croyez-vous que le rôle de Recyc-Québec, dont la mission consiste à coordonner les activités de valorisation prévues dans la Politique, soit rempli adéquatement?
- A) oui                      B) non                      C) ne sais pas



**PARTIE III.****LES OBJECTIFS DE RÉCUPÉRATION  
À ATTEINDRE D'ICI 2008**

La dernière partie du questionnaire est consacrée à l'évaluation des objectifs de récupération de la Politique. Les tableaux qui suivent vous indiquent les objectifs à atteindre d'ici 2008 par provenance et par type de matière. Le taux de récupération atteint en 2002 et la tendance 2000-2002 vous sont également indiqués. Il vous est demandé d'évaluer, au meilleur de vos connaissances, quels seront les taux de récupération (%) atteint en 2008.

**SECTEUR MUNICIPAL**


**Votre  
évaluation**

Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Papiers et cartons	60%	33%	+13%		
Verre	60%	16%	-26%		
Électroménagers	60%	---	+74%		
Métaux ferreux et non-ferreux	60%	16%	+21%		
Plastiques	60%	6%	-28%		
Textiles	50%	25%	-7%		
Résidus compostables	60%	7%	-23%		
Peinture	75%	19%	stable		
Huile	75%	19%	-50%		
Pesticides	75%	19%	-50%		
Contenants à remplissage unique	80%	74%	stable		

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur municipal et quelles seraient les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs?

---

---

---

---

## SECTEURS INDUSTRIEL, COMMERCIAL ET INSTITUTIONNEL

Votre  
évaluation

Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Papiers et cartons	70%	45%	+13%		
Verre	95%	43%	-26%		
Métaux ferreux	95%	84%	+15%		
Métaux non ferreux	95%	84%	-12%		
Plastiques	70%	12%	-28%		
Textiles	70%	----	-6%		
Pneus	85%	87%	+11%		
Résidus compostables	60%	13%	-23%		
Bois	70%	38%	+34%		

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur industrie-commerce-institution et quelles seraient les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs?

---



---



---



---

## SECTEURS CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION

**Votre  
évaluation**

Matières recyclables	Objectif à atteindre en 2008	Taux de récupération en 2002	Tendance 2000-2002	Prévision du taux en 2008 (%)	Ne sais pas √
Asphalte, béton	60%	----	+16%		
Bois	60%	36%	+34%		
Brique, pierre	60%	68%	-2%		
Palettes de bois	60%	36%	+460%		
Sciures, copeaux	60%	----	-27%		

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à l'atteinte des objectifs de la Politique pour le secteur construction-rénovation-démolition et quelles seraient les actions à entreprendre, le cas échéant, pour atteindre ces objectifs?

---



---



---



---

**Veillez nous retourner le questionnaire dans  
l'enveloppe pré-affranchie d'ici le  
15 décembre 2004.**

**Merci de votre collaboration!**